

Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Le surendettement parmi les ménages québécois

Chercheure principale

Maude Pugliese, Institut national de la recherche scientifique

Cochercheuses et cochercheurs

Hélène Belleau, Institut national de la recherche scientifique

Maria Eugenia Longo, Institut national de la recherche scientifique

Carolyn Côté-Lussier, Institut national de la recherche scientifique

Patrik Marier, Université Concordia

Magalie Quintal-Marineau, Institut national de la recherche scientifique

Collaboratrices et collaborateurs

Mathieu Lizotte, Université d'Ottawa

Sarita Israël, Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale

Sylvie Lévesque, Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec

Simon David Yana, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Camille Beaudoin, Autorité des marchés financiers

Établissement gestionnaire de la subvention

Institut national de la recherche scientifique

Numéro du projet de recherche

2020-OEXR-283156

Titre de l'Action concertée

Programme de recherche sur la pauvreté et exclusion sociale - Phase 4

Partenaire(s) de l'Action concertée

Le ministère de l'Éducation (MEQ), le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Inclusion (MIFI), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), le Secrétariat aux aînés (SA MSSS) et le Fonds de recherche du Québec– Société et culture (FRQSC)

Le Fonds s'engage à rendre public les Rapports de recherche produits dans le cadre des Actions concertées. Le contenu n'engage que ses auteurs.

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	I
TABLE DES TABLEAUX ET FIGURES	II
PARTIE A – CONTEXTE DE LA RECHERCHE	1
PARTIE B – MÉTHODOLOGIE	5
PARTIE C – PRINCIPAUX RÉSULTATS	7
PHASE 1 – ENQUÊTE CANADIENNE SUR LES CAPACITÉS FINANCIÈRES (ECCF)	7
PHASE 2 – ENQUÊTE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS (EEMQ)	8
PORTRAIT GÉNÉRAL DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT DES DETTES	8
DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT, CONNAISSANCES ET INCLUSION FINANCIÈRE.....	9
DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT, RESSOURCES ET OBLIGATIONS ÉCONOMIQUES.....	9
LES PRINCIPAUX MOTIFS D'ENDETTEMENT ET LEUR LIEN AVEC LES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT	10
LES CATÉGORIES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES LES PLUS À RISQUE DE DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT	13
LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE EN 2022	17
PARTIE D – PISTES DE SOLUTION OU D'ACTION SOUTENUES PAR LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE	18
MISER SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE	18
SOUTENIR LES REVENUS DES JEUNES.....	19
INVESTIGUER LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES PERSONNES RACISÉES.....	20
PRENDRE EN CONSIDÉRATION LA RÉALITÉ DES PARENTS SEULS OU REMIS EN COUPLE ET DES PERSONNES SEULES	21
SOUTENIR ET VALORISER LES PROGRAMMES DE SOUTIEN AU REVENU	22
PARTIE E – NOUVELLES PISTES OU QUESTIONS DE RECHERCHE	23
PARTIE F – RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE	24
ANNEXES	26
ANNEXE A. MÉTHODOLOGIE DE LA PHASE 1 : ENQUÊTE CANADIENNE SUR LES CAPACITÉS FINANCIÈRES	26
DONNÉES	26
VARIABLES ET MESURES.....	27
STRATÉGIE D'ANALYSE.....	30
ANNEXE B. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DE LA PHASE 1 : ENQUÊTE CANADIENNE SUR LES CAPACITÉS FINANCIÈRES	32
ANNEXE C. MÉTHODOLOGIE DE LA PHASE 2 : ENQUÊTE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS	36
DONNÉES	36
VARIABLES ET MESURES.....	40
STRATÉGIE D'ANALYSE.....	50
ANNEXE D. DÉTAILS MÉTHODOLOGIQUES SUR LA CRÉATION DE LA TYPOLOGIE DES MOTIFS D'ENDETTEMENT	52
CLASSIFICATION DES SOURCES DE L'ENDETTEMENT.....	53
PROFILS-TYPES DE MOTIFS D'ENDETTEMENT	57
ANNEXE E. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DE LA PHASE 2 : ENQUÊTE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS	59
ANNEXE F. QUI BÉNÉFICIE DE SOUTIEN PAR LES PROCHES?	75
ANNEXE G. QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE QUÉBÉCOISE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES	78
ANNEXE H. BIBLIOGRAPHIE COMPLÈTE	123

Table des tableaux et figures

TABLEAU A1. DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON ANALYTIQUE (ENQUÊTE CANADIENNE SUR LES CAPACITÉS FINANCIÈRES, ECCF)	29
TABLEAU B1. RÉGRESSION LOGISTIQUE PRÉDISANT LE FAIT D'AVOIR OU NON DES DETTES (ECCF)	32
TABLEAU B2. RÉGRESSION LOGISTIQUE PRÉDISANT LE SURENDETTEMENT PARMIS LES PERSONNES ENDETTÉES (ECCF) ¹	34
FIGURE B1. PROBABILITÉ ESTIMÉE DE SURENDETTEMENT PARMIS LES PERSONNES ENDETTÉES SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE (ECCF) ¹	35
TABLEAU B3. VALEUR ESTIMÉE POUR LES DIFFÉRENTS MARQUEURS DE CONNAISSANCES ET DE COMPORTEMENTS FINANCIERS SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE (ECCF) ¹	35
TABLEAU C1. DÉTAIL SUR LES RÉPONSES À LA PORTION TÉLÉPHONIQUE DE L'ENQUÊTE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS	37
TABLEAU C2. COMPARAISON ENTRE L'ENQUÊTE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS (EEMQ) ET LE RECENSEMENT DE 2016.....	38
TABLEAU C3. COMPARAISON ENTRE L'ENQUÊTE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS (EEMQ) ET L'ENQUÊTE CANADIENNE SUR LES CAPACITÉS FINANCIÈRES (ECCF) 2014	39
TABLEAU C4. DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON ANALYTIQUE (ENQUÊTE SUR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS, EEMQ)	44
FIGURE C1. PRÉVALENCE DES PRINCIPALES SOURCES DE DETTES (EEMQ)	46
FIGURE C2. DISTRIBUTION DES RÉPONDANTS AU SEIN DES CINQ PROFILS-TYPE DE MOTIFS D'ENDETTEMENT (EEMQ)	47
FIGURE D1 : DENDROGRAMME	54
FIGURE D2 : DIAGRAMME DE STABILITÉ DE LA PARTITION	55
TABLEAU D1 : COMPOSITION DES CLASSES DE VARIABLES	56
FIGURE D3 : GRADIENTS DES VARIABLES SYNTHÉTIQUES	57
TABLEAU D2 : COMPOSITION DES CLASSES D'INDIVIDUS.....	57
FIGURE D4 : CARACTÉRISATION DES CLASSES D'INDIVIDUS À PARTIR DES VS DE CLUSTOFVAR	58
FIGURE E1. PROPORTION DES RÉPONDANTS AYANT DES DETTES (EEMQ)	59
TABLEAU E1. RÉGRESSION LOGISTIQUE PRÉDISANT LE FAIT D'AVOIR OU NON DES DETTES (EEMQ)	60
FIGURE E2. PRÉVALENCE DES DIFFICULTÉS À REMBOURSER LES DETTES PARMIS LES PERSONNES ENDETTÉES (EEMQ)	61
FIGURE E3. STRESS ENGENDRÉ PAR LES DETTES (EEMQ, ÉCHELLE DE 1 À 10)	62
FIGURE E4. PRÉVALENCE DU SURENDETTEMENT SELON UN CRITÈRE D'AUTO-DÉCLARATION DE DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT OU DE RATIO ÉLEVÉ DE DETTES AUX ACTIFS (EEMQ).....	62
FIGURE E5. PROPORTION DE RÉPONDANTS ENDETTÉS DÉCLARANT DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT SELON LEUR RATIO DE DETTES AUX ACTIFS	63
TABLEAU E2. RÉGRESSION LOGISTIQUE PRÉDISANT LES DIFFICULTÉS AUTO-DÉCLARÉES DE REMBOURSEMENT DES DETTES, PARMIS LES PERSONNES ENDETTÉES (EEMQ) ¹	64
FIGURE E6. POURCENTAGE DE PERSONNES VIVANT DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT AU MOINS OCCASIONNELLEMENT SELON LES PROFILS-TYPE D'ENDETTEMENT.....	65
TABLEAU E3. PROBABILITÉ D'AVOIR DES DETTES ET PROBABILITÉ D'AVOIR DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT.....	66

FIGURE E7. PROPORTION DE RÉPONDANTS AYANT DES DETTES ET PROPORTION DE RÉPONDANTS ENDETTÉS DÉCLARANT DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENTS DES DETTES SELON L'IMMIGRATION ET LA RACISATION ¹	67
FIGURE E8. DÉCOMPOSITION DE LA DIFFÉRENCE DE RISQUE DE DÉCLARER DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT (POURCENTAGE EXPLIQUÉ PAR LES DIFFÉRENCES INTER-GROUPES SUR DIFFÉRENTES VARIABLES). DIFFÉRENCES ENTRE LES JEUNES DE 18-34 ANS ET LES 35-54 ANS ET ENTRE LES PERSONNES RACISÉES ET BLANCHES.....	68
TABLEAU E4. DISTRIBUTION DE VARIABLES SÉLECTIONNÉES SELON LE GROUPE D'ÂGE ET LA RACISATION	69
FIGURE E9. PROBABILITÉ ESTIMÉE D'AVOIR ÉTÉ REFUSÉ AU CRÉDIT ET PROBABILITÉ ESTIMÉE D'ÊTRE INCONFIANT QU'UNE DEMANDE DE CARTE DE CRÉDIT SERAIT APPROUVÉE SELON L'IDENTIFICATION À UNE ETHNICITÉ RACISÉE ¹	70
FIGURE E10. DÉCOMPOSITION DE LA DIFFÉRENCE DE RISQUE DE DÉCLARER DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT (POURCENTAGE DE LA DIFFÉRENCE EXPLIQUÉ PAR LES DIFFÉRENCES INTER-GROUPES SUR DIFFÉRENTES VARIABLES). DIFFÉRENCES ENTRE LES PARENTS SEULS, LES PARENTS REMIS EN COUPLE ET LES PERSONNES SEULES COMPARATIVEMENT AUX PERSONNES EN COUPLE SANS ENFANT	71
TABLEAU E5. DISTRIBUTION DE VARIABLES SÉLECTIONNÉES SELON LE TYPE DE SITUATION FAMILIAL	72
TABLEAU E6. PROPORTION DE RÉPONDANTS ENDETTÉS ET AVEC DES DIFFICULTÉS DE REMBOURSEMENT EN 2022 ET 2023 (EEMQ).....	73
TABLEAU E7. RÉGRESSION LOGISTIQUE PRÉDISANT LE FAIT D'AVOIR DES DETTES ET LES DIFFICULTÉS AUTO-DÉCLARÉES DE REMBOURSEMENT DES DETTES PARMIS LES PERSONNES ENDETTÉES SELON L'ANNÉE (EEMQ) ¹	74
FIGURE F1. DISTRIBUTION DES RÉPONDANTS SELON LE NOMBRE DE PROCHES DE QUI ILS CROIENT POUVOIR OBTENIR DU SOUTIEN FINANCIER EN CAS DE BESOIN	75
FIGURE F2. DISTRIBUTION DES RÉPONDANTS SELON LE FAIT D'AVOIR REÇU OU NON DE L'ARGENT DES PROCHES ET (LE CAS ÉCHÉANT) LEUR OBLIGATION OU NON À LE REMBOURSER	77

Partie A – Contexte de la recherche

La dette des ménages s'est accrue dans les dernières décennies (Lizotte, 2017; Rona-Tas & Guseva, 2018). Si l'endettement constitue parfois un levier d'avancement socio-économique (Dwyer, 2018; Lizotte, 2017), il devient dans certains cas difficile à soutenir et à rembourser. Les dettes forment alors une source de stress et peuvent mener à la stigmatisation et à l'isolement social (Henchoz et al., 2021; Hiilamo, 2021; Perez-Roa, 2014). Les défauts de paiement sur les dettes approfondissent aussi la précarité, les dossiers de crédit étant fréquemment considérés dans la sélection des locataires et des employés (Maroto, 2012; Thorne & Anderson, 2006). En lien avec ces réalités, une littérature scientifique croissante investigate la prévalence des difficultés de remboursement des dettes et les facteurs sous-jacents à leur développement (Lazarus & Morival, 2016). Pour distinguer les cas d'endettement difficilement soutenable, plusieurs auteurs mobilisent le terme « *surendettement*¹ » et catégorisent les individus comme surendettés ou non selon différents critères (c.f. méthodologie, Davydoff et al, 2008; European Commission, 2008; Russell et al, 2013). La prévalence du phénomène varie selon les régions, touchant par exemple 5.3% des ménages au Danemark, contre 15.1 % en Italie selon Angel & Heitzmann (2015). Le surendettement est aussi particulièrement fréquent parmi les personnes à faible revenu, les parents seuls et les jeunes (Angel & Heitzmann, 2015; Cesar Leandro & Botelho, 2022; Marshall, 2019).

En ce qui concerne les mécanismes menant au surendettement, deux perspectives théoriques se dégagent. Pour l'une, axée sur le potentiel de surconsommation, le surendettement est attribuable à la diffusion rapide de produits de crédit qui s'effectue sans éducation financière adéquate ni mécanismes robustes de protection des consommateurs (Duhaime, 2003; Lazarus, 2016). Ces derniers sont alors susceptibles de trop s'endetter sans s'en rendre compte avant qu'il ne soit trop tard (Gathergood, 2012;

¹ Over-indebtedness en anglais.

Lusardi & Tufano, 2015). Selon les théoriciens des capacités financières, ces enjeux sont d'autant plus importants chez les personnes faisant face à l'exclusion financière – ayant un accès limité aux produits et services financiers traditionnels pour différentes raisons, incluant des discriminations ou des revenus trop faibles (Sherraden, 2013). Les informations financières disponibles sont alors encore plus restreintes, et les produits de crédit accessibles peuvent se résumer à ceux de la finance alternative (prêts en ligne, sur salaire, etc.) affichant des taux d'intérêt élevés, ce qui amplifie le risque de surendettement (Wherry et al., 2019). La seconde approche théorique du surendettement se centre sur les usages compensatoires du crédit. Dans un contexte de filet social insuffisant, les personnes confrontées à des difficultés économiques se tournent vers le crédit, même en connaissance des risques, comme solution de dernier recours (Patel et al., 2012; Prasad, 2012; Soederberg, 2014). Les deux approches théoriques sont soutenues empiriquement par plusieurs études. En lien avec la perspective axée sur la surconsommation, les connaissances financières et les types de prêt utilisés sont tous deux reliés au risque de surendettement (Lusardi & Tufano, 2015). En lien avec l'approche des usages compensatoires, les pertes d'emploi et la précarité financière augmentent ce risque (Cesar Leandro & Botelho, 2022; Himmelstein et al., 2009; Keese, 2009). À l'échelle des pays, le surendettement diminue avec une meilleure protection des consommateurs de crédit et des politiques sociales plus généreuses (Angel & Heitzmann, 2015).

Si les connaissances acquises sont riches, des lacunes demeurent dans la recherche sur le surendettement. D'abord, ces corrélations statistiques suggèrent, certes, que les problèmes de dettes peuvent émerger des usages compensatoires du crédit autant que de facteurs liés au paradigme de la surconsommation (manque de connaissances, d'options ou de protection financières). Cependant, le poids relatif de ces différentes sources de surendettement et la manière dont elles interagissent sont mal connus (Duhaime, 2003; Henchoz et al., 2021). Il s'agit pourtant d'un point névralgique, l'approche

compensatoire et celle axée sur la surconsommation appelant à des politiques de prévention du surendettement bien différentes (un filet social plus robuste dans un cas, davantage de protection et d'éducation des consommateurs dans l'autre). Une autre lacune de la recherche actuelle est de ne faire que peu de place aux solidarités familiales (Henchoz & Coste, 2017), même si, pour les personnes en difficulté financière, l'aide par les proches constitue une alternative potentielle à l'endettement compensatoire qui pourrait protéger du surendettement (Campbell & Pugliese, 2022). À l'inverse, les personnes dont les proches sont dans le besoin sont susceptibles de s'endetter pour fournir de l'aide (Pugliese et al, 2021), ce qui appelle à mieux saisir les liens entre le risque de surendettement et le soutien offert. Une troisième lacune concerne la hausse spectaculaire du coût de la vie enregistrée dans bien des régions du monde en dans les deux dernières années, incluant le Québec. Les conséquences de cette réalité pour le surendettement demeurent peu étudiées et mal connues.

Finalement, les recherches menées sur le surendettement au Québec sont quasi-inexistantes, avec deux études qualitatives de l'expérience du surendettement (Duhaime, 2003; Perez-Roa, 2014). Il est pourtant nécessaire d'étudier la question du surendettement dans la province, les connaissances à ce sujet étant difficilement transférables d'un contexte à l'autre, puisque l'ampleur du surendettement et les populations touchées dépendent des dynamiques locales d'inégalités et des politiques publiques (Angel & Heitzmann, 2015). Par ailleurs, le Québec présente sur ce dernier point un cas de figure intéressant. Ses politiques sociales sont plus généreuses qu'ailleurs au Canada (Haddow, 2014; Van den Berg et al., 2017) et l'encadrement du crédit à la consommation y est aussi plus strict à plusieurs égards, notamment par des plafonds sur les taux d'intérêt (Gleixner, 2020). Comparer le Québec et les autres provinces offre dès lors une opportunité d'explorer comment ces dispositifs institutionnels façonnent les niveaux de surendettement. Le présent projet vise à pallier ces différentes limites en posant les questions

suivantes : quelle est la prévalence du surendettement au Québec, comparativement au Canada? Les usages compensatoires du crédit et ceux identifiés par l'approche axée sur la surconsommation (manque de connaissances d'options ou de protection financières) sont-ils présents au Québec et comment s'articulent-ils aux difficultés de remboursement des dettes? Qui sont les groupes socio-démographiques les plus touchés par le surendettement et pourquoi? Nos objectifs spécifiques sont² :

- Décrire la prévalence du surendettement au Québec, comparativement aux autres provinces.
- En lien avec l'approche axée sur la surconsommation, évaluer l'association entre le risque de surendettement et des marqueurs d'attitudes et de comportements en consommation, tels que les connaissances et l'inclusion financière ainsi que les types de prêts utilisés.
- En lien avec l'approche du surendettement axée sur la compensation, évaluer l'association entre le risque de surendettement et les ressources et obligations financières, incluant le revenu, mais aussi la disponibilité du soutien économique par les proches et l'aide monétaire leur étant offerte.
- Explorer le poids relatif et l'interaction des sources de dettes compensatoires et celles se rapportant à l'approche axée sur la surconsommation.
- Explorer et expliquer l'incidence différenciée du surendettement selon plusieurs caractéristiques socio-démographiques (âge, genre, statut d'immigration, origine ethnique, conditions familiales, etc.)
- Évaluer l'effet de la hausse du coût de la vie de 2022 sur le surendettement

² Notons que les objectifs ont été légèrement reformulés par rapport à leur énonciation dans le devis initial afin d'en simplifier la présentation. Aussi, le devis initial ne comprenait pas de comparaison entre le Québec et le Canada. Elle a été ajoutée en réponse à un commentaire sur l'absence d'attention du devis initial aux éléments contextuels. Le devis ne comportait pas non plus d'évaluation de l'impact de la hausse du coût de la vie qui n'était pas prévisible lors du dépôt du devis en 2019, mais qui nous est apparu essentiel à prendre en considération dans le cadre de ce projet.

Partie B – Méthodologie

La première phase d'analyses s'appuie sur [l'Enquête canadienne sur les capacités financières \(ECCF\)](#) de Statistique Canada (vagues 2009 et 2014, N : 22 204 répondants) qui comprend un échantillon représentatif de la population de 18 ans ou plus non-institutionnalisée des 10 provinces. Trois types de mesures du surendettement coexistent dans la littérature (Betti et al., 2007; Cesar Leandro & Botelho, 2022; Henchoz et al., 2021): certaines identifient les fardeaux élevés de dettes, d'autres les incidents de paiement et d'autres l'auto-déclaration de difficultés de remboursement. Seuls les deux premiers types sont disponibles dans l'ECCF et notre indicateur les combine en classifiant comme surendettées les familles qui soit ont manqué l'échéance de remboursement de leurs dettes dans la dernière année soit ont un fardeau de dettes élevé (que nous définissons ici comme un ratio de la valeur des dettes par rapport à celles des actifs de 2 ou plus, voir l'Annexe A). Après avoir analysé la proportion de familles avec des dettes, une régression logistique compare le risque d'être surendetté (parmi les familles endettées) au Québec et dans les autres régions en contrôlant plusieurs facteurs (détails à l'Annexe A). Notons que le devis initial proposait aussi d'examiner les facteurs reliés au surendettement au Québec spécifiquement. Or, l'échantillon québécois s'est avéré trop petit. L'ECCF comporte aussi d'autres limites en regard du projet, incluant l'absence de mesures de surendettement basées sur l'auto-déclaration et prises au niveau personnel plutôt que de la famille.

Pour pallier ces limites, dans une seconde phase du projet nous avons réalisé [l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois \(EEMQ\)](#) auprès de la population adulte non-institutionnalisée du Québec. Les répondants ont été échantillonnés aléatoirement et le questionnaire a été administré en janvier/février 2022 par téléphone (N : 1800) et via le web (N : 3016), pour un total de 4 816 répondants, dont un échantillon de 500 à faible revenu. L'Annexe C donne les détails de l'enquête, incluant les taux

de réponse, et l'échantillon est comparé au recensement de 2016 (les distributions de plusieurs variables démographiques sont similaires après pondération). Le questionnaire a aussi été relancé auprès de 800 nouveaux répondants en février 2023 afin d'explorer l'effet de la hausse du coût de la vie. La mesure du surendettement identifie le niveau de difficulté éprouvé par les répondants à faire leurs remboursements de dettes (remboursement sans problème, parfois difficile, difficile, très difficile, impossible). Nous décrivons la distribution de cette variable parmi les personnes endettées (après avoir analysé la proportion de répondants ayant des dettes). Ensuite, nous distinguons les personnes endettées qui ont des difficultés de remboursement de celles qui n'en ont aucune et, par une régression logistique, nous croisons cette variable avec : 1) des mesures de connaissances et d'inclusion financière, 2) des mesures de ressources et d'obligations financières, incluant le revenu, la disponibilité de l'aide par les proches et le soutien leur étant offert (voir l'Annexe C). Afin de mieux comprendre les poids relatifs des facteurs de type compensatoire, liés à la surconsommation et la manière dont ils interagissent, les répondants ont décrit ce qui a mené à leurs dettes (en choisissant des options ou dans leurs mots, voir l'Annexe C). Une analyse par composantes principales nous a permis d'identifier cinq profils-types de motifs d'endettement (voir l'Annexe D). Nous croisons cette typologie avec notre indicateur de difficultés perçues de remboursement pour saisir quels profils lui sont le plus fortement associés³. Nous avons aussi croisé l'indicateur de difficultés de remboursement avec plusieurs variables socio-démographiques afin d'identifier les groupes les plus à risque et nous avons eu recours à une technique de décomposition (Karlson & Holm 2011) pour mieux comprendre ces différences de risque (voir Annexe C). Finalement, nous comparons l'échantillon 2023 à celui de 2022 pour explorer l'effet de la hausse du coût de la vie.

³ Notons que cette stratégie se veut une alternative innovante inspirée par (Gutiérrez-Nieto et al., 2017) à l'utilisation de données longitudinales (qui ne sont pas disponibles ici) pour examiner les causes du surendettement. Elle a aussi l'avantage d'atteindre les interprétations des répondants des sources de leurs dettes plutôt que d'exprimer seulement les relations statistiques entre des événements et l'endettement ou les difficultés de remboursement.

Partie C – Principaux résultats

Phase 1 – Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF)

Comme le montre le tableau A1 (à l'annexe A), 67% des familles sondées dans l'ECCF ont des dettes et 12% sont surendettées (selon le critère d'avoir soit raté des remboursements de dettes au cours des 12 derniers mois ou un ratio de dettes aux actifs de 2 ou plus). Au tableau B1 (à l'annexe B), on constate qu'après avoir ajusté pour plusieurs caractéristiques socio-démographiques, il y a peu de différence entre les familles du Québec et celles des autres régions concernant le risque d'avoir des dettes. Par contre, parmi les familles endettées, la proportion estimée de surendettement est moins élevée au Québec, à 11%, que dans les provinces de l'Atlantique (15%), qu'en Ontario (16%), qu'en Colombie-Britannique (17%) et qu'en Alberta (16), comme le montrent le tableau B2 et la figure B1. Afin de mieux comprendre les sources de cette différence, le modèle 2 du tableau B2 présente les résultats d'une régression qui contrôle aussi pour plusieurs marqueurs de connaissances et de comportement de consommation (voir l'annexe A). L'ajout de ces contrôles réduit l'ampleur des différences régionales, mais des différences statistiquement significatives demeurent (au niveau 10%). Les différences entre le Québec et les autres provinces au regard de ces contrôles concernent surtout les décisions financières regrettées et le recours aux prêts alternatifs qui sont moins fréquents au Québec (tableau B3). Ces résultats suggèrent que l'encadrement du crédit à la consommation plus strict au Québec puisse contribuer au risque plus faible de surendettement observé dans cette province, en réduisant les usages du crédit mal planifiés ou mal compris. Les données disponibles ne permettent toutefois pas de conclure sur cet effet, et elles suggèrent que d'autres facteurs sont potentiellement aussi en jeu, comme le coût de la vie ou les politiques sociales différentes selon les régions, appelant à de nouvelles études à ce sujet.

Phase 2 – Enquête sur l’endettement des ménages québécois (EEMQ)

Portrait général des difficultés de remboursement des dettes

Les mesures de surendettement disponibles dans l’ECCF sont prises au niveau de la famille et non au niveau personnel. Elles mènent aussi potentiellement à une sous-estimation des difficultés liées aux dettes et à une mauvaise compréhension des personnes y étant confrontées. En effet, on peut imaginer, par exemple, que les personnes à haut revenu puissent soutenir sans difficulté des niveaux de dettes par rapport aux actifs bien plus élevés que les moins nantis. Pour pallier ces limites, l’EEMQ mobilise un indicateur de surendettement basé sur l’auto-déclaration par les répondants de leur niveau de difficulté à effectuer les remboursements de leurs dettes. Comme le montre la figure E1 à l’Annexe E, 66% des répondants à l’EEMQ ont des dettes (leur valeur médiane étant de 32 500\$). Le risque d’avoir des dettes varie selon plusieurs facteurs (entre autres un revenu plus élevé, voir tableau E2). Comme le montrent les figures E2 et E3, parmi les personnes avec des dettes, 2% ne parviennent plus à les rembourser, 8% les remboursent difficilement ou très difficilement, et 18% éprouvent parfois des difficultés, le stress engendré par les dettes augmentant avec le niveau de difficulté de remboursement. C’est donc 28% (près du tiers) des personnes ayant des dettes (ce qui correspond à 18% de l’échantillon complet) qui peinent à les rembourser au moins occasionnellement. Pour comparer ce résultat à ceux qui sont obtenus en utilisant plutôt un indicateur de surendettement basé sur le fardeau dettes (comme dans l’ECCF), la figure E4 montre la proportion de personnes endettées ayant un ratio de dettes aux actifs de 2 ou plus dans l’échantillon de l’EEMQ. Elle est de 17%, ce qui est bien en deçà du 28% déclarant avoir des difficultés de remboursement au moins occasionnellement. Par ailleurs, la figure E5 montre que 20% des personnes endettées ayant un ratio de dettes aux actifs en deçà de 2 déclarent avoir des difficultés de remboursement, alors que près de la moitié des personnes (48%) avec un ratio de dettes aux actifs de plus de 2 n’en vit aucune. Ainsi, si la probabilité de vivre des difficultés de remboursement est plus forte

à un ratio de dettes aux actifs élevé, ce critère identifie relativement peu précisément les personnes réellement en difficulté de remboursement.

Difficultés de remboursement, connaissances et inclusion financière

Comme le montre le tableau E2, il n'y a pas d'association entre le risque de vivre des difficultés de remboursement et notre indicateur de connaissances sur le crédit, ce qui est similaire à ce qui a été observé au Canada dans l'ECCF (voir tableau B1, Annexe B), mais contraire aux résultats obtenus dans d'autres contextes (Lusardi & Tufano, 2015). En revanche, nous avons créé un indice d'inclusion financière qui est fortement corrélé au risque de déclarer des difficultés de remboursement (cf. Annexe C, pp.42-43). Sa valeur est plus élevée pour les répondants qui affirment se sentir respectés dans les institutions financières qu'ils fréquentent, à l'aise de poser des questions, etc. Le risque de surendettement diminue fortement dans ces cas, comparativement aux personnes avec des valeurs plus basses (voir tableau E2). Également, le tableau E2 montre que l'incidence des difficultés de remboursement est plus élevée (par 14.7 points de pourcentage) parmi les personnes qui ont eu recours aux prêts alternatifs (prêts sur salaire, etc.). Ces résultats sont en lien avec l'approche axée sur le potentiel de surconsommation dans un contexte de développement rapide du crédit et d'asymétries entre créditeurs et emprunteurs. Ils soulignent aussi la pertinence de l'approche par capacités financières, qui suggère que non seulement les connaissances, mais aussi l'inclusion financière sont essentielles aux prises de décisions adéquates.

Difficultés de remboursement, ressources et obligations économiques

Comme le montre le tableau E2, le niveau de ressources économiques est aussi fortement associé au risque de déclarer des difficultés de remboursement des dettes (chez les personnes qui en ont). Ce risque est, par exemple, 12.7 points de pourcentage plus faible chez les personnes dont le ménage gagne plus 250 000\$ annuellement, comparativement à celles dont le ménage se situe sous la barre des

80 000\$ (ce qui correspond environ à la moyenne provinciale). Également, les personnes qui disent pouvoir compter sur l'aide financière d'au moins un proche en cas de besoin sont moins susceptibles de vivre des difficultés de remboursement (par 5.3 points de pourcentage) que celles qui n'ont pas accès à ce soutien. Ces résultats font écho à ce qui a été observé ailleurs dans le monde (incluant au Canada, dans l'ECCF) et ils soutiennent l'approche compensatoire du surendettement. Ils soulignent aussi que la possibilité de recourir aux proches protège potentiellement du surendettement, mais des recherches supplémentaires seront requises pour confirmer ceci, les données présentées ici étant transversales et descriptives. L'annexe F brosse un portrait de l'accessibilité de l'aide des proches au sein de l'échantillon. On constate notamment que les personnes peu éduquées sont moins convaincues de pouvoir bénéficier du soutien de leurs proches en cas de besoin, ce qui pourrait s'expliquer notamment par des ressources financières plus minces dans leurs réseaux.

Les principaux motifs d'endettement et leur lien avec les difficultés de remboursement

Les répondants à l'EEMQ ont décrit ce qui a mené à leurs dettes actuelles en choisissant parmi des options proposées ou dans leurs propres mots. La Figure C1 de l'annexe C montre les principales sources perçues des dettes et le pourcentage de répondants ayant identifié chacune d'elles. Si l'achat d'une maison ou d'une voiture sont de loin les plus communes, des sources liées au paradigme des usages compensatoires du crédit sont aussi fréquemment identifiées: pertes d'emploi, problèmes de santé, par exemple. Aussi, près du quart (23%) des répondants affirme avoir accumulé des dettes en partie par manque de liquidités pour couvrir leurs dépenses courantes. D'autres facteurs s'alignent davantage au paradigme centré sur la surconsommation, comme des achats impulsifs (18%) ou un manque de connaissances (9%). Une large proportion des répondants ayant identifié plus d'une source de dettes, nous avons analysé lesquelles sont plus souvent identifiées en combinaison et défini 5 profils-types de

motifs d'endettement (cf. détail méthodologique aux annexes C et D). Comme le montre la figure C2 de l'annexe C, au sein du premier profil-type (qui regroupe 51% des répondants endettés), les dettes sont dues à l'achat d'une maison et/ou d'une voiture. Dans le second (22% des répondants endettés), elles découlent principalement des études. Les trois autres profils sont liés au paradigme de la compensation. Pour l'un d'eux (12% des répondants endettés), les dettes ont été accumulées pour offrir du soutien à des proches en difficulté ou subvenir aux besoins des enfants. Mentionnons que les personnes de ce groupe sont aussi très susceptibles d'avoir des dettes liées à l'achat d'une maison, suggérant que les efforts pour subvenir aux besoins des enfants passent notamment par l'achat d'un logement adéquat (voir l'Encadré C1 de l'Annexe C pour plus de détails sur ce point). Dans un autre cas de figure (11% des répondants endettés), les dettes émanent d'une perte d'emploi et/ou de problèmes de santé. Finalement, chez le cinquième groupe (4% des répondants endettés), de nombreux facteurs ont contribué aux dettes : 8 en moyenne ont été identifiés, contrairement à 1 à 4 dans les autres groupes. Ils incluent le plus souvent la perte d'emploi, le manque de liquidités, les dépenses imprévues, la séparation (voir Encadré C1 de l'annexe C pour plus de détail). Dans ce profil, donc, l'accumulation des dettes est due à un amalgame de difficultés économiques structurelles et conjoncturelles.

Qu'en est-il des facteurs se rapportant davantage au paradigme centré sur la surconsommation? S'il n'y a pas de profil-type de motif d'endettement dans lequel ils apparaissent comme la source première ou distinctive des dettes, c'est que ces derniers se distribuent assez également dans plusieurs profils, surtout chez ceux qui évoquent des usages compensatoires du crédit. Par exemple, au sein du profil d'endettement des suites une perte d'emploi ou des problèmes de santé, 23% des répondants considèrent que leurs dettes proviennent aussi d'un manque de connaissances quant aux

coûts du crédit. Et ceci vaut pour 41% des personnes ayant identifié un amalgame de difficultés économiques comme sources de leurs dettes (voir encadré C1 de l'annexe C).

Le risque de surendettement est bien plus élevé au sein des trois profils évoquant des usages compensatoires du crédit qu'il ne l'est au sein du groupe pour qui les dettes sont issues surtout d'un achat de maison ou de voiture. Comme le montre la figure E6, dans ce dernier groupe, la proportion de répondants qui déclarent avoir des difficultés de remboursement au moins occasionnellement est de 11%, mais elle grimpe à 49% pour ceux dont les dettes proviennent du soutien aux proches ou des enfants. Cette proportion est encore plus élevée pour ceux dont les dettes sont issues d'une perte d'emploi/problèmes de santé (70%) ou d'un amalgame de difficultés (62%). Les dettes liées aux études sont aussi associées à une probabilité plus forte de difficultés, mais dans une moindre mesure (28%). Ces différences tiennent lorsque l'on ajuste pour d'autres facteurs comme le niveau de revenu (voir les résultats de régression au tableau E2).

Ces résultats concernant les sources perçues des dettes suggèrent que les facteurs liés à l'approche du surendettement axée sur la surconsommation et ceux se rapprochant au paradigme de la compensation jouent tous deux un rôle dans l'émergence de difficultés de remboursement et qu'ils le font bien souvent en combinaison. En effet, si les difficultés de remboursement sont le plus souvent observées chez les personnes qui ont eu recours au crédit pour pallier une situation difficile, l'usage du crédit dans ces contextes semble magnifié par des facteurs liés à l'approche de la surconsommation (des manques de connaissance, achats impulsifs, etc.). Inversement, si les facteurs liés à la surconsommation participent aux difficultés de remboursement, ils ne sont que rarement une source perçue de dettes sans l'existence de difficultés économiques.

Les catégories socio-démographiques les plus à risque de difficultés de remboursement

Nous avons déjà vu que les difficultés de remboursement sont associées au niveau de revenu (voir aussi le tableau E3 pour davantage de statistiques à ce sujet). Quatre autres catégories socio-démographiques présentent également un risque particulièrement élevé de difficultés lié aux dettes, comme le montre le tableau E3: les jeunes, les parents (surtout ceux qui sont seuls ou remis en couple), les personnes seules et les personnes racisées. Pour chacun de ces groupes, nous décrivons ci-bas le risque de difficultés de remboursement et expliquons la différence observée par rapport à un groupe de référence par une analyse de décomposition (voir l'Annexe C pour la méthodologie). Celle-ci décrit quelle proportion de l'écart qui s'explique par des différences de caractéristiques entre les groupes.

Les jeunes : Comme le montre le tableau E3, l'âge est fortement associé au risque de difficultés de remboursement des dettes. Les jeunes de 18 à 34 ans sont particulièrement touchés, 33.7% d'entre eux qui ont des dettes déclarant des difficultés à les rembourser. La proportion est moindre (à 27.5%) chez les 35 à 54 ans et elle chute après 55 ans (18.2% chez les 55-69 ans et 14.7% chez les 70 ans et plus). Par ailleurs, la proportion de personnes endettées diminue également fortement après 55 ans. Pour mieux comprendre le désavantage des jeunes, nous avons décomposé leur différence de risque de surendettement comparativement aux 34-55 ans. Comme le montrent la figure E8 et le tableau E4, cette différence s'explique principalement (à près de 60%) par des ressources financières plus limitées chez les jeunes, qui sont plus susceptibles que les plus vieux d'avoir un revenu sous la moyenne. Les jeunes sont aussi plus susceptibles que les plus vieux d'avoir des dettes d'études, ce qui contribue à leur risque accru de difficultés de remboursement. Finalement, près de 10% de la différence entre les jeunes et les 35-54 ans s'explique par une valeur d'indice d'inclusion financière plus faible chez les plus jeunes.

Les personnes racisées : La proportion de personnes racisées déclarant des difficultés de remboursement est bien plus élevée que chez les personnes blanches : 38.0% contre 23.9% (et la proportion de personnes endettées est sensiblement la même dans les deux groupes, voir le tableau E3). Les personnes racisées sont particulièrement susceptibles d'être immigrantes et on pourrait croire que ce facteur contribue à leur risque plus élevé de vivre des difficultés de remboursement. Or, c'est plutôt l'inverse. Comme le montre la figure E7, en combinant les catégories d'immigration et de racisation, on constate que les immigrants blancs ne sont pas plus susceptibles de vivre des difficultés de remboursement que les natifs blancs et qu'il en va de même pour les immigrants racisés comparativement aux natifs racisés. En revanche, les personnes racisées sont plus susceptibles d'être en difficulté que les personnes blanches peu importe le statut d'immigration. Cette différence de risque de surendettement selon la racisation s'explique en partie par des caractéristiques démographiques distinctes, surtout le fait que les personnes racisées sont en moyenne plus jeunes que les personnes blanches (voir le tableau E4 et la figure E8). Le risque accru de difficultés de remboursement chez les personnes racisées tient aussi fortement au fait qu'elles sont plus susceptibles que les personnes blanches d'avoir accumulé des dettes en raison d'un amalgame de difficultés économiques (11% contre 3%) et d'une perte d'emploi ou des problèmes de santé (13% contre 9%). Ceci fait écho à plusieurs études faisant état de désavantages systémiques et multiples vécus par les personnes racisées, notamment l'accès au logement est plus difficile, le risque de perte d'emploi et de maladie sont plus élevés (Eid, 2022). Il faut aussi noter que des études (principalement états-uniennes) montrent que les personnes racisées ont de plus grandes difficultés d'accès au crédit bancaire que les personnes blanches (Wherry, et al, 2019). Elles sont plus souvent perçues par les prêteurs comme posant un risque de non-remboursement et elles sont plus à risque de se voir offrir un taux d'intérêt élevé ou refuser l'accès au crédit, ce qui les poussent vers des produits plus

onéreux (Charron-Chénier & Seamster, 2021). Nos données ne contiennent pas d'information sur les intérêts encourus. Par contre, elles montrent que les personnes racisées sont plus susceptibles que les blanches d'avoir eu une demande de crédit refusée dans le passé et d'être peu confiantes qu'une nouvelle demande leur serait accordée (voir la figure E9).

Les parents seuls ou remis en couple : Comme le montre le tableau E3, si les parents en famille intacte affichent sensiblement la même la probabilité de déclarer des difficultés de remboursement de leurs dettes (19.9%) que les personnes en couple sans enfants à charge (20.6%)⁴, ceux qui sont remis en couple sont bien plus à risque de surendettement, 30.0% d'entre eux déclarant des difficultés. Aussi, la probabilité de vivre des difficultés de remboursement est encore plus élevée chez les parents seuls qui ont des dettes, à 41.9% (cependant, les dettes sont un peu moins fréquentes chez les parents seuls que chez les autres catégories de parents). Nous avons décomposé la différence de risque de difficultés de remboursement observée chez les parents seuls et remis en couple comparativement aux personnes en couple sans enfants. Comme le montrent le tableau E5 et la figure E10, les différences entre ces groupes proviennent en partie de caractéristiques démographiques différentes; les parents seuls et remis en couple sont notamment plus jeunes en moyenne que les personnes en couple sans enfants.

Dans le cas des parents seuls, leur risque plus élevé de vivre des difficultés liées aux dettes (par rapport aux personnes en couple sans enfants) s'explique aussi en partie par des ressources financières moindres. Cependant, l'effet de ce facteur est relativement minime, comme le montre la figure E10. Aussi, pour les parents remis en couple, les différences de ressources ne contribuent pas à leur risque accru de vivre des difficultés liées aux dettes, ces derniers étant même moins susceptibles d'avoir un revenu du

⁴ Elles sont cependant plus susceptibles d'avoir des dettes, ainsi une plus grande portion de parents en famille intacte que de personnes en couple sans enfants vit des difficultés de remboursement.

ménage sous la moyenne (80 000\$) que les personnes en couple sans enfants (voir le tableau E5). Le facteur le plus important tient plutôt dans les motifs distincts d'endettement des parents seuls et remis en couple. Comme le montre le tableau E5, les dettes découlent du soutien des proches et des enfants pour 24% des parents seuls et 18% des parents remis en couple. Également, 12 % des parents seuls voient leurs dettes comme le résultat d'un amalgame de difficultés économiques, ce qui est quatre fois plus que chez les personnes en couple sans enfants (3%). Ceci fait écho au fait que les importantes dépenses liées au soutien des enfants sont souvent dédoublées pour les parents seuls ou remis en couple (notamment pour ce qui est du logement). Finalement, notons aussi que pour les parents seuls, près de 10% de leur risque accru de difficultés liées aux dettes comparativement aux personnes en couple sans enfants s'explique par leur valeur moyenne d'indice d'inclusion financière plus faible.

Les personnes seules : Comme le montre le tableau E3, les personnes seules sans enfants déclarent aussi plus fréquemment des difficultés de remboursement de leurs dettes (31.5%) que les personnes en couple sans enfants (20.6%). Notons cependant qu'elles sont un peu moins susceptibles d'avoir des dettes. Comme le montre la figure E10, cette différence s'explique en grande partie par les écarts de revenu et de patrimoine entre les deux groupes ainsi que par des motifs d'endettement différenciés. Les personnes seules sont plus susceptibles d'avoir accumulé leurs dettes à la suite d'une perte d'emploi ou une maladie (16%) que les personnes en couple (9%), suggérant que les conjoints sont une source d'aide lors de ce genre d'évènement (voir le tableau E5). Un indice plus faible d'inclusion financière explique également une part de leur différence avec les personnes en couple.

La hausse du coût de la vie en 2022

La fin de 2021 et l'année 2022 ont été marquées par une forte inflation et la hausse subséquente des taux d'intérêt directeurs, qui sont passés de 0.25% en janvier 2022 à 4.5% en janvier 2023 (Banque du Canada, 2023). Pour explorer les conséquences de cette hausse du coût de la vie sur le surendettement, nous avons reconduit le questionnaire de l'EEMQ sur un nouvel échantillon de 800 répondants issus du panel web de Léger en février 2023. Comme le montre le tableau E6, la proportion de personnes avec des dettes est légèrement inférieure en 2023 et, parmi les personnes endettées, la proportion rapportant des difficultés de remboursement est légèrement supérieure. Ces différences brutes ne sont toutefois pas significatives statistiquement. Or, le tableau E4 montre les résultats de régressions logistiques qui comparent les deux années en ajustant pour plusieurs facteurs socio-démographiques et économiques, notamment l'âge et le revenu du ménage. En ajustant pour ceci et en comparant dès lors des répondants ayant des caractéristiques similaires d'une année à l'autre, le risque de déclarer des difficultés de remboursement devient bien plus élevé en 2023 qu'en 2022, par 16.1 points de pourcentage, et la différence est statistiquement significative. Le risque d'avoir des dettes est toutefois un peu moins élevé en 2023. Nos données suggèrent donc que la hausse du coût de la vie a eu un effet important sur la capacité à rembourser les dettes, ce qui pourrait laisser présager une vague de défauts de paiement ou de faillites à venir. Il s'agit selon nous d'une situation à suivre de près.

Partie D – Pistes de solution ou d’action soutenues par les résultats de la recherche

Nos résultats soutiennent six pistes d’action principales :

Miser sur l’inclusion financière

L’une des deux grandes approches théoriques du surendettement identifie comme l’une de ses causes principales le développement rapide du crédit, qui exige des individus et des familles de choisir des cours d’action au sein d’un environnement complexe caractérisé par des asymétries entre les institutions de crédit de plus en plus diversifiées et les emprunteurs potentiels. De nombreux chercheurs ont souligné l’importance des connaissances financières dans ce contexte, et leur rôle dans la capacité des individus à opter pour les cours d’action les plus appropriés à leur situation (Gathergood, 2012; Lusardi & Tufano, 2015). Des mesures pour développer les connaissances financières des Québécois et Québécoises existent au Québec, notamment dans le cadre de la Stratégie québécoise d’éducation financière (SQÉF), initiée par l’Autorité des marchés financiers en collaboration avec une multitude de partenaires de tous les secteurs.

Plusieurs chercheurs mettent cependant de l’avant l’approche des capacités financières, qui souligne que les connaissances ne sont pas suffisantes et qu’elles doivent s’accompagner d’une inclusion financière adéquate (Sherraden, 2013). En effet, pour utiliser le crédit de la manière la plus optimale pour répondre à des besoins comme l’achat d’une maison, d’une voiture, le financement d’études ou des manques à gagner temporaire, il est crucial de se voir offrir les produits les plus avantageux, d’être reçu au sein des institutions financières avec suffisamment de considération pour pouvoir se sentir à l’aise de poser des questions ou même d’entrer (Wherry et al., 2019). Nos résultats soutiennent cette perspective en montrant que l’indicateur d’inclusion financière que nous avons développé est fortement lié au risque de déclarer des difficultés de remboursement des dettes, les personnes ayant un faible score d’inclusion

financière étant plus à risque de surendettement. Notons cependant que ce résultat montre uniquement une corrélation et non un lien causal entre le manque d'inclusion financière et le surendettement. Pour établir une causation, des données longitudinales sont requises afin de confirmer que le risque de surendettement suit véritablement une inclusion financière plus faible, plutôt que de la précéder et la causer.

Nos résultats invitent donc, d'une part, les décideurs à approfondir les connaissances sur l'inclusion financière et son lien avec le surendettement (et d'autres réalités financières, comme la préparation à la retraite) à travers la création de données longitudinales sur les réalités financières des ménages québécois. Ensuite, nos résultats invitent à considérer doubler la SQÉF d'une stratégie québécoise d'inclusion financière. Ce type d'initiative pourrait avoir comme objectif de mieux comprendre et mesurer les différentes barrières d'accès aux produits et services que ce que nous avons pu réaliser dans ce projet. Par exemple, pourquoi certaines personnes ne se sentent pas respectées par les institutions financières qu'elles fréquentent, ou mal à l'aise de poser des questions? En quoi les produits offerts ne répondent pas à leur besoin? Ensuite, il importerait de mieux cerner qui sont les personnes touchées par l'exclusion financière, nos analyses suggérant déjà que les jeunes, les personnes et parents seuls ainsi que les personnes racisées font partie de ces groupes. Les connaissances approfondies sur ces questions pourront ensuite permettre de travailler de concert avec les institutions financières à des initiatives visant une meilleure inclusion financière des personnes vivant des difficultés d'accès.

Soutenir les revenus des jeunes

Nos analyses ont montré que les jeunes (de 18 à 34 ans) sont l'un des groupes les plus à risque de difficultés de remboursement des dettes et que cela tient en grande partie à leurs revenus et actifs

plus faibles. Si l'on s'attend à ce que les revenus augmentent au fil du temps et de l'expérience acquise, des études constatent que les écarts de revenus selon l'âge s'accroissent fortement depuis quelques années, en défaveur des jeunes qui se trouvent dans des situations de plus en plus précaires (Morissette et al, 2013, Moulin, 2017, Longo et al. 2021). Il importe de s'attarder à ce phénomène en reconnaissant les premiers revenus comme des clés stratégiques des parcours financiers des jeunes. Parmi ces revenus, nos résultats suggèrent notamment que les revenus durant les études sont en jeu, les dettes d'études étant corrélées à un risque accru de difficultés de remboursement (comparativement aux dettes dues à l'achat de maison). Il serait dès lors pertinent de reconsidérer les montants offerts en bourses ou prêts par l'Aide financière aux études et en bourse d'excellence par les fonds comme les Fonds de recherche du Québec, dans la mesure où la formation reste une des principales activités à cet âge et levier d'autonomisation pour la suite du parcours.

Investiguer la réalité économique et financière des personnes racisées

Nos résultats ont montré que les personnes racisées affichent un risque dramatiquement plus élevé de difficultés de remboursement de leurs dettes que les personnes blanches. Nous avons vu que c'est en bonne partie parce qu'elles sont bien plus susceptibles d'utiliser le crédit pour répondre à des amalgames de difficultés économiques. Il nous semble crucial de mettre sur pied une initiative visant à mieux comprendre cette réalité afin de pouvoir identifier les pistes d'action appropriées. Cette initiative devrait notamment viser à comprendre si les personnes racisées manquent de sources d'appui disponibles à d'autres groupes (notamment publiques) pour traverser des moments difficiles ou si elles sont plutôt à risque accru de faire face à des amalgames de difficultés, les mesures à prendre différant grandement entre ces deux cas. Par ailleurs, pour des raisons de tailles d'échantillon et de faisabilité des analyses statistiques, nous n'avons pas pu désagréger le groupe de personnes racisées afin de conduire

des analyses plus fines permettant de mieux comprendre quelles communautés sont touchées et pourquoi. Il nous semble toutefois essentiel de pousser cette réflexion par des enquêtes visant spécifiquement de larges échantillons de personnes s'identifiant comme racisées.

Prendre en considération la réalité des parents seuls ou remis en couple et des personnes seules

Nos résultats appellent à des politiques qui tiennent mieux compte de la réalité des personnes qui ne sont pas en situation de couple ou de famille intacte, en particulier les parents seuls ou remis en couple. Nos données ont montré que ces parents ont un risque particulièrement élevé de surendettement et que ceci s'explique seulement en faible partie par des revenus réduits. Ces parents rapportent plutôt s'endetter pour subvenir aux besoins de leurs enfants, ce qui suggère que le niveau de dépenses particulièrement élevé lié à leur soin pour ces parents les met à risque de surendettement. En effet, si dépenses sont appréciables pour tous les parents, elles sont souvent dédoublées pour les parents seuls et les parents remis en couple (car un ou une nouvelle conjointe ne contribue pas forcément aux dépenses liées aux enfants). L'une de ces dépenses est l'habitation et nos données supportent dès lors les actions visant à favoriser l'abordabilité du logement. Nos données appellent aussi à ce que les diverses politiques de soutien du revenu soient plus sensibles à la réalité des parents seuls ou remis en couple. En particulier, si les allocations familiales, les crédits d'impôt et les prestations d'aide sociale sont déjà plus généreux pour les parents seuls, ceux et celles qui font le choix d'emménager avec un ou une nouvelle conjointe verront leur soutien baisser considérablement après un an de vie commune. Ces parents se retrouveront non seulement avec des revenus charcutés, mais aussi des montants importants (souvent de plusieurs milliers de dollars) à rembourser à l'impôt. Nos résultats appellent à une reconsidération de cette pratique de prise en compte du revenu familial des parents remis en couple pour les prestations en lien avec les enfants.

Soutenir et valoriser les programmes de soutien au revenu

Plus généralement, nos résultats suggèrent que les initiatives visant le maintien, la valorisation et la bonification des programmes de soutien au revenu, comme les programmes d'assurance chômage, d'invalidité et de prestation d'aide sociale, seront efficaces pour soulager et limiter le surendettement. En effet, l'un des constats principaux de notre étude est que le risque de surendettement est fortement corrélé aux faibles ressources et qu'il est extrêmement fréquent parmi ceux et celles qui déclarent avoir eu recours au crédit pour faire face à des situations difficiles, notamment pallier une perte d'emploi, des problèmes de santé ou un amalgame de difficultés (parmi lesquelles la séparation figure très souvent). Ceci indique que les difficultés d'endettement semblent procéder principalement de difficultés économiques sous-jacentes, tout en étant par ailleurs fréquemment alimentées dans ces cas par des facteurs comme des manques de connaissances concernant les conséquences du crédit. Pour cette raison, les initiatives de prévention du surendettement ne sauraient se passer de programmes permettant de s'attaquer à la fondation du problème, qui réside dans des difficultés économiques sous-jacentes.

Partie E – Nouvelles pistes ou questions de recherche

Notre étude propose plusieurs nouvelles avenues de recherche. Premièrement, elle appelle à la récolte de données longitudinales sur l'endettement et les finances personnelles. Si l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois a pallié plusieurs limites des données précédemment disponibles (en documentant la perception des répondants de leurs difficultés de remboursement et des sources de leurs dettes et en fournissant des données sur les dettes au niveau individuel), un devis longitudinal n'était pas envisageable dans le cadre des budgets du projet. Récolter ce type de données permettrait cependant d'aborder plusieurs questions fondamentales, notamment : l'exclusion financière précède-t-elle temporellement les épisodes de surendettement, ou l'inverse? Quelle est la durée de ces épisodes? Quelles sont leurs conséquences sur la santé, les relations familiales, l'emploi, l'accès au logement?

Nous recommandons d'investiguer les différences régionales à l'intérieur du Québec, considérant la variation géographique du coût de la vie et de la disponibilité des services de crédit. Également une étude de la situation d'endettement des nouveaux arrivants nous semble essentielle, en collaboration avec des partenaires de confiance pour eux. Il est fort probable que les personnes récemment arrivées au Québec soient mal représentées dans notre enquête, étant peut-être hésitantes à répondre à un sondage sur des questions sensibles, voire sans numéro de téléphone. Considérant la situation économique précaire de plusieurs nouveaux arrivants, cependant, il apparaît impératif de mieux comprendre leur recours aux dettes et leurs éventuelles difficultés. Nous recommandons aussi des études auprès des communautés LGBTQ+. Finalement, il nous apparaît pertinent de poursuivre les recherches sur les différences entre le Québec et les autres provinces en matière de surendettement de façon à mieux cerner quelles politiques ou réalités sociales, économiques ou culturelles québécoises expliquent la plus faible prévalence du surendettement au Québec.

Partie F – Références et bibliographie

- Angel, S., & Heitzmann, K. (2015). Over-indebtedness in Europe : The relevance of country-level variables for the over-indebtedness of private households. *Journal of European Social Policy*, 25(3), 331-351.
- Betti, G., Dourmashkin, N., Rossi, M., & Yin, Y. P. (2007). Consumer over-indebtedness in the EU: measurement and characteristics. *Journal of Economic Studies*, 34(2), 136-156.
- Buckland, J. (2012). *Hard Choices : Financial Exclusion, Fringe Banks and Poverty in Urban Canada*. University of Toronto Press.
- Campbell, C., & Pugliese, M. (2022). Credit Cards and the Receipt of Financial Assistance from Friends and Family. *Journal of Family and Economic Issues*, 43(1), 153-168.
<https://doi.org/10.1007/s10834-021-09751-x>
- Cesar Leandro, J., & Botelho, D. (2022). Consumer over-indebtedness : A review and future research agenda. *Journal of Business Research*, 145, 535-551.
<https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2022.03.023>
- Charron-Chénier, R., & Seamster, L. (2021). Racialized debts : Racial exclusion from credit tools and information networks. *Critical Sociology*, 47(6), 977-992.
- Chavent, M., Kuentz, V., Liquet, B., & Saracco, J. (2011a). Classification de variables : Le package clustofvar. *43èmes Journées de Statistique (SFdS)*, 6 p.
- Chavent, M., Kuentz, V., Liquet, B., & Saracco, L. (2011b). ClustOfVar : An R package for the clustering of variables. *arXiv preprint arXiv:1112.0295*.
- Davydoff, D., Naacke, G., Dessart, E., Jentzsch, N., Figueira, F., Rothmund, M., Mueller, W., Kempson, E., Atkinson, A., & Finney, A. (2008). *Toward a Common Operational European Definition of Over-Indebtedness*. European Commission. <https://gloukoviezoff.files.wordpress.com/2009/01/etude-complete.pdf>
- Duhaime, G. (2003). *La vie à crédit : Consommation et crise*. Presses Université Laval.
- Dwyer, R. E. (2018). Credit, Debt, and Inequality. *Annual Review of Sociology*, 44, 237-261.
<http://dx.doi.org/10.1146/annurev-soc-060116-053420>
- European Commission. (2008). *TOWARDS A COMMON OPERATIONAL EUROPEAN DEFINITION OF OVER-INDEBTEDNESS* (p. 133). European Commission, Directorate-General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities.
- French, D., & McKillop, D. (2016). Financial literacy and over-indebtedness in low-income households. *International Review of Financial Analysis*, 48, 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.irfa.2016.08.004>
- Gathergood, J. (2012). Self-control, financial literacy and consumer over-indebtedness. *Journal of economic psychology*, 33(3), 590-602.
- Gleixner, M. (2020). Consumer credit in Canada : A regulatory patchwork. *Dalhousie LJ*, 43, 697-765.
- Gutiérrez-Nieto, B., Serrano-Cinca, C., & Cuesta-González, M. de la. (2017). A multivariate study of over-indebtedness' causes and consequences. *International Journal of Consumer Studies*, 41(2), 188-198. <https://doi.org/10.1111/ijcs.12324>
- Henchoz, C., & Coste, T. (2017). Endettement problématique des jeunes et solidarité familiale. *Recherches familiales*, 14(1), 37-48. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/rf.014.0037>
- Henchoz, C., Coste, T., & Plomb, F. (2021). *Endettement et surendettement en Suisse : Regards croisés: Verschuldung und überschuldung in der Schweiz: Interdisziplinäre Blickwinkel*. Editions L'Harmattan.

- Hiilamo, H. (2021). The Legacy of Economic Recession in Terms of Over-Indebtedness : A Framework and Review of the Evidence. *Social Policy and Society*, 20(1), 111-124.
<https://doi.org/10.1017/S1474746420000354>
- Himmelstein, D. U., Thorne, D., Warren, E., & Woolhandler, S. (2009). Medical bankruptcy in the United States, 2007 : Results of a national study. *The American journal of medicine*, 122(8), 741-746.
- Karlson, K. B., & Holm, A. (2011). Decomposing primary and secondary effects : A new decomposition method. *Research in Social Stratification and mobility*, 29(2), 221-237.
- Lazarus, J. (2016). Gouverner les conduites économiques par l'éducation financière. L'ascension de la financial literacy. Dans S. Dubuisson-Quellier (dir.) *Gouverner les conduites*, 93-126.
- Lazarus, J., & Morival, Y. (2016). *Redéfinir les frontières du surendettement : Quel problème pour quel public ?* <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01459820>
- Leyshon, A., & Thrift, N. (1996). Financial exclusion and the shifting boundaries of the financial system. In *Environment and Planning A*, 28(7), 1150-1156.
- Lizotte, M. (2017). *S'enrichir selon ses moyens : Les effets de l'endettement sur les inégalités de patrimoine au Canada de 1999 à 2012* [Thèse de doctorat]. Université Laval.
- Lusardi, A., & Tufano, P. (2015). Debt literacy, financial experiences, and overindebtedness. *Journal of Pension Economics & Finance*, 14(4), 332-368.
- Maroto, M. (2012). The scarring effects of bankruptcy : Cumulative disadvantage across credit and labor markets. *Social Forces*, 91(1), 99-130.
- Marshall, G. (2019). *Endettement et difficultés financières des familles canadiennes. Regards sur la société canadienne*, Statistique Canada.
- Patel, A., Balmer, N. J., & Pleasence, P. (2012). Debt and disadvantage : The experience of unmanageable debt and financial difficulty in England and Wales. *International Journal of Consumer Studies*, 36(5), 556-565.
- Perez-Roa, L. (2014). Et si la dette privée était un problème de société? : Analyse critique de deux thèses populaires sur la compréhension du phénomène du surendettement chez les jeunes dans le contexte de la «révolution néolibérale». *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 219-233.
- Rona-Tas, A., & Guseva, A. (2018). Consumer Credit in Comparative Perspective. *Annual Review of Sociology*, 44, 55-75. <http://dx.doi.org/10.1146/annurev-soc-060116-053653>
- Sherraden, M. S. (2013). Building blocks of financial capability. Dans J. Birkenmaier, M. Sherraden et J. Curley (dir.) *Financial education and capability: Research, education, policy, and practice*, 3-43.
- Soederberg, S. (2014). *Debtfare states and the poverty industry : Money, discipline and the surplus population*. Routledge.
- Thorne, D., & Anderson, L. (2006). Managing the stigma of personal bankruptcy. *Sociological Focus*, 39(2), 77-97.
- Wałęga, G., & Wałęga, A. (2021). Over-indebted Households in Poland : Classification Tree Analysis. *Social Indicators Research*, 153(2), 561-584. <https://doi.org/10.1007/s11205-020-02505-6>
- Wherry, F. F., Seefeldt, K. S., & Alvarez, A. S. (2019). To Lend or Not to Lend to Friends and Kin : Awkwardness, Obfuscation, and Negative Reciprocity. *Social Forces*, 98(2), 753-793.
<https://doi.org/10.1093/sf/soy127>
- Wherry, F. F., Seefeldt, K. S., Alvarez, A. S., & Quinonez, J. (2019). *Credit Where It's Due : Rethinking Financial Citizenship*. Russell Sage Foundation.

ANNEXES

ANNEXE A. Méthodologie de la phase 1 : Enquête canadienne sur les capacités financières

Données

Pour comparer la situation de surendettement au Québec et dans les autres provinces, nous avons utilisé l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF). Elle a été réalisée en 2009 (N : 15 519) et 2014 (N : 6 685) par statistiques Canada pour mieux comprendre le degré de connaissances des Canadiens en matière financière⁵. La population visée est celle des personnes de 18 ans et plus résidant dans des 10 provinces qui ont un numéro de téléphone (terrestre en 2009 et terrestre ou cellulaire en 2014). En effet, l'échantillonnage a été réalisé par génération aléatoire de numéros de téléphone (terrestre en 2009, terrestre ou cellulaire en 2014). Le plan d'échantillonnage est aléatoire stratifié, des régions (indicatifs régionaux et cinq premiers chiffres du numéro) ont d'abord été sélectionnées, ensuite des numéros ont été générés en ajoutant aléatoirement 2 chiffres à chacun, puis au sein du ménage rejoint, un seul répondant a été choisi au hasard. Une pondération a été créée pour refléter ce plan et ajustée pour la non-réponse par Statistiques Canada. Elle est utilisée dans toutes nos analyses. Plusieurs variables comportent des valeurs manquantes (non-réponses à la question), en particulier les variables économiques comme la valeur du revenu, des actifs et des dettes. Notre échantillon analytique est celui des répondants ayant une valeur observée pour l'ensemble des variables mobilisées dans l'analyse (N : 16 881).

⁵ Notons qu'une nouvelle vague de cette enquête a été réalisée en 2019 par un autre organisme, l'Agence de la consommation financière du Canada. Nous avons demandé accès aux données de cette vague, mais n'avons pas eu de réponse.

Variables et mesures

Une première variable dépendante indique si la famille du répondant a des dettes ou non. En effet, l'ECCF considère les dettes et les actifs comme des ressources familiales et non individuelles et récolte les données sur ces éléments en demandant si les membres de la famille ont des dettes (ou des actifs). L'ECCF définit la famille ainsi : « Par famille, nous entendons tous les membres apparentés de votre famille qui résident habituellement dans votre ménage, même s'ils sont temporairement absents ». Il s'agit d'une limite importante qui masque les inégalités intrafamiliales. L'enquête sur l'endettement des ménages québécois (voir Annexe C) pallie à cette lacune. Pour les familles endettées, une seconde variable dépendante indique si elles sont classifiées comme surendettées ou non. Deux types de mesures de surendettement sont disponibles dans l'ECCF, en commençant par une mesure d'incident de paiement. La question posée est spécifiquement : « Dans les 12 derniers mois, avez-vous déjà accusé un retard de deux mois consécutifs ou plus sur le remboursement d'un prêt? ». Ensuite, une mesure de fardeau de dette est aussi possible. L'indicateur de fardeau élevé de dettes le plus commun correspond à un montant de service de la dette (soit, paiements mensuels) accaparant 30% ou plus du revenu disponible (Betti et al., 2007; Wałęga & Wałęga, 2021). Le service de la dette n'a toutefois pas été mesuré dans l'ECCF.

Le ratio des dettes aux actifs est mentionné dans plusieurs études comme un indicateur alternatif (ou complémentaire) du fardeau de dettes, en ce qu'il indique la proportion des actifs qui devrait être vendue pour rembourser les dettes (Betti et al., 2007; d'Alessio & Iezzi, 2013; Magri & Pico, 2012; Wałęga & Wałęga, 2021). Cependant, il y a peu (voire pas) d'études qui proposent et utilisent un seuil de ce ratio comme indicateur de surendettement. D'Alessio & Iezzi (2013) propose qu'un ratio de 1 (autant de dettes que d'actifs) puisse être indicatif d'une situation de surendettement quand le service de la dette correspond par ailleurs à 30% ou plus du revenu. Un ratio de 1 implique toutefois qu'une famille peut

repayer l'entièreté de ses dettes en cas de besoin à partir de ses actifs. Ainsi, nous optons pour un seuil plus élevé dans cette étude – un ratio de dettes aux actifs de 2 ou plus – comme indicateur d'un fardeau difficilement soutenable de dettes, qui indique qu'une famille ne pourrait repayer que la moitié de ses dettes en vendant l'ensemble de ses actifs. Notons que nous avons testé des valeurs intermédiaires entre 1 et 2 et que les résultats sont similaires pour ce qui est de la différence entre le Québec et les autres provinces (bien que la prévalence absolue du surendettement diffère d'un seuil à l'autre).

Notre indicateur final de surendettement prend la valeur 1 pour les familles qui ont soit raté l'échéance de remboursement de leurs dettes dans les 12 derniers mois ou un ratio de dettes aux actifs de 2 ou plus. Notons que certaines familles ont des dettes et aucun actif. Nous les avons ajoutées à la catégorie des surendettés (même si le ratio de dettes aux actifs ne peut techniquement se calculer pour elles). L'indicateur de surendettement englobe donc à la fois les familles avec des incidents avérés de paiement et celles ayant un fardeau de dettes les mettant à risque de ceci. Le tableau A1 présente des statistiques descriptives pour cette variable (et toutes les autres mobilisées dans l'étude qui sont décrites plus bas).

Tableau A1. Description de l'échantillon analytique (Enquête canadienne sur les capacités financières, ECCF)

Variable	Moyenne	Proportion
A des dettes		0.68
Surendetté (parmi les personnes avec des dettes)		0.12
Région de résidence (réf. : Québec)		0.27
Atlantique		0.07
Ontario		0.35
Prairies		0.07
Alberta		0.11
Colombie-Britannique		0.13
Femme du répondant (réf. : homme)		0.49
Âge du répondant	47.5	
Statut conjugal du répondant (réf. : marié)		0.51
Union de fait		0.13
Seul		0.36
Enfants mineurs dans le ménage		0.31
Né hors Canada (réf. : né au Canada)		0.11
Identification autochtone (réf. : non)		0.03
Niveau d'éducation complété (réf. : diplôme secondaire)		0.15
Diplôme collégial/cégep ou professionnel		0.60
Diplôme universitaire		0.25
Revenu annuel du ménage	90 434	
Statut d'emploi (réf. : en emploi)		0.62
À la recherche d'un emploi		0.05
Autre		0.32
Indice de connaissances relatives au crédit	2.09	
Auto-évaluation des connaissances financières	2.27	
Auto-évaluation du suivi des dépenses	3.01	
A déjà regretté une décision financière (réf. : non)		0.44
Usage de prêts alternatifs 12 derniers mois (ré. : non)		0.05
N	16 881	

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2008 et 2014

Notre **variable indépendante** principale est la région de résidence, qui comprend 5 catégories : Québec, Ontario, Alberta, Colombie-Britannique, provinces des Prairies, provinces de l'Atlantique. Les deux derniers regroupements sont dus aux petites tailles d'échantillons dans les provinces concernées. Nous employons plusieurs **variables de contrôle**, afin de comparer le risque de surendettement parmi les résidents du Québec et des autres provinces à caractéristiques socio-démographiques constantes.

Elles sont listées et décrites au tableau A1 ci-haut (elles incluent notamment l'âge du répondant, le sexe du répondant, le revenu de la famille, le niveau d'éducation du répondant).

Finalement nous employons des variables médiatrices pour tenter de mieux comprendre ce qui explique les différences entre le Québec et les autres provinces. Rappelons qu'elles peuvent émerger notamment de deux grands facteurs : 1) des politiques sociales plus généreuses du Québec, qui pourraient réduire la nécessité de s'endetter de manière compensatoire, et 2) de sa réglementation moins permissive pour les crédateurs à la consommation (notamment au niveau des plafonds de taux d'intérêt), qui pourraient réduire les usages du crédit mal planifiés ou mal compris. Si nous n'avons pas accès à des indicateurs des bénéfices sociaux reçus dans l'ECCF, cette enquête offre plusieurs mesures des connaissances financières des répondants, des types de crédits qu'ils utilisent et de leurs comportements de consommation. Nous en mobilisons cinq comme variables médiatrices : 1) un indice de connaissances financières donnant le nombre de bonnes réponses du répondant (0 à 3) à trois questions sur le crédit (qu'est-ce qu'un rapport de solvabilité, qu'est-ce qui peut affecter le montant d'intérêt payé sur un prêt et qu'est-ce qui peut affecter la cote de crédit), 2) une auto-évaluation des connaissances financières par le répondant (1 à 5, 5 étant très bonnes, 1 très mauvaises), 3) une auto-évaluation par le répondant de sa capacité à faire le suivi des dépenses (1 à 5, 5 étant très bonne, 1 très mauvaise), le fait d'avoir fait ou non pris une décision financière qui a ensuite été regrettée et 5) le fait d'avoir utilisé ou dans la dernière année des prêts alternatifs (prêt sur salaire, sur gages, etc.).

Stratégie d'analyse

Un premier modèle analyse la propension d'avoir des dettes grâce à une régression logistique prédisant le fait d'en avoir ou non avec la région de résidence et toutes les variables de contrôle. Pour les

familles qui ont des dettes, une seconde régression logistique prédit la probabilité d'être surendetté en fonction de la région de résidence, en incluant l'ensemble des variables de contrôles. La région de référence étant le Québec, ce modèle compare le risque de surendettement parmi les familles endettées de toutes les autres régions à celui du Québec, à caractéristiques socio-démographiques constantes. Ensuite nous ajoutons à ce modèle les variables médiatrices pour voir comment les différences régionales changent. Notons que nous avons choisi d'exclure les familles sans dettes de notre analyse des facteurs associés au surendettement. Une option alternative serait de les inclure au sein du groupe des non-surendettés. Cette option nous apparaît toutefois inappropriée, car ne pas avoir de dettes peut découler d'un manque d'accès au crédit, autant que d'une absence de besoin pour cette ressource. Combiner ces deux catégories au sein du groupe des non-surendettés aurait donc pour effet de confondre l'absence de difficultés de remboursement et l'absence d'accès au crédit.

ANNEXE B. Résultats Détaillés de la phase 1 : Enquête canadienne sur les capacités financières

Comme le montre le tableau B1, le risque relatif d'avoir des dettes (ou non) diffère peu selon la région de résidence (mis à part les régions Atlantiques qui montrent un risque un peu plus élevé d'avoir des dettes qu'au Québec).

Tableau B1. Régression logistique prédisant le fait d'avoir ou non des dettes (ECCF)

Variable	Rapport de cotes	Erreur type
Région de résidence (réf. : Québec)		
Atlantique	1.29**	0.11
Ontario	1.08	0.09
Prairies	0.97	0.08
Alberta	0.97	0.12
Colombie-Britannique	0.98	0.13
Femme (réf. : homme)	0.92	0.06
Âge	0.97***	0.00
Statut conjugal (réf. : marié)		
Union de fait	0.90	0.11
Seul	0.56***	0.04
Enfants mineurs dans le ménage	1.80***	0.16
Né hors Canada (réf. : né au Canada)	0.84*	0.06
Identification autochtone (réf. : non)	1.22	0.22
Niveau d'éducation complété (réf. : diplôme secondaire)		
Diplôme collégial/cégep ou professionnel	1.73***	0.14
Diplôme universitaire	1.74***	0.16
Revenu annuel du ménage (tranches de 10 000\$)	1.01	0.00
Statut d'emploi (réf. : en emploi)		
À la recherche d'un emploi	0.49***	0.08
Autre	0.34***	0.03
2014 (réf. : 2009)	1.04	0.07
Constante	6.87***	1.69
N	16 881	

*** : $p < 0.001$ ** $p < 0.01$ * : $p < 0.05$ † : $p < 0.10$

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2009 et 2014

Comme le montre le tableau B2, le risque relatif d'être surendetté (parmi les familles ayant des dettes) est plus élevé dans les autres régions canadiennes comparativement au Québec, excepté dans les Prairies. Comme le montrent les effets marginaux au tableau B2 (modèle 1) et la figure B1 ci-bas, la proportion de surendettement est estimée à 11% (parmi les familles endettées) au Québec, mais elle est de 4 à 6 points de pourcentage plus élevée dans les autres régions excepté les Prairies (quand on contrôle pour les caractéristiques socio-démographiques). Le modèle 2 du tableau B2 montre que les différences entre le Québec et les autres provinces s'estompent partiellement en contrôlant pour les indicateurs de connaissances et de comportement financiers, mais pas complètement. Au tableau B3, on peut voir que les différences entre le Québec et les autres provinces relativement à ces indicateurs se situent surtout au niveau des décisions regrettées et de l'usage des prêts alternatifs, qui sont tous deux moins communs au Québec que dans les autres régions.

Tableau B2. Régression logistique prédisant le surendettement parmi les personnes endettées (ECCF)¹

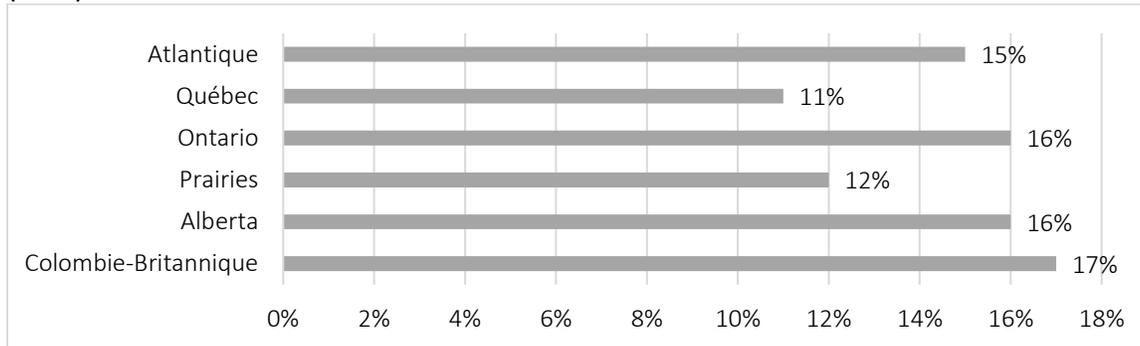
Variable	Modèle 1			Modèle 2		
	Rapport de cotes	Effet marginal	Erreur type	Rapport de cotes	Effet marginal	Erreur type
Région de résidence (réf. : Québec)						
Atlantique	1.57*	0.04	0.31	1.43 [†]	0.03	0.29
Ontario	1.71**	0.05	0.35	1.47 [†]	0.03	0.32
Prairies	1.15	0.01	0.25	0.96	-0.00	0.22
Alberta	1.63 [†]	0.05	0.45	1.34	0.02	0.37
Colombie-Britannique	1.84**	0.06	0.43	1.53 [†]	0.04	0.38
Femme (réf. : homme)	1.08	0.01	0.15	1.14	0.01	0.16
Âge	0.96***	-0.01	0.01	0.96***	-0.01	0.01
Statut conjugal (réf. : marié)						
Union de fait	1.21	0.01	0.25	1.08	0.0	0.25
Seul	2.96***	0.11	0.46	2.78***	0.10	0.44
Enfants mineurs dans le ménage	0.97	-0.00	0.15	0.90	-0.01	0.14
Né hors Canada (réf. : né au Canada)	2.13***	0.09	0.36	2.07***	0.08	0.36
Identification autochtone (réf. : non)	0.53**	-0.07	0.16	0.50**	-0.08	0.15
Niveau d'éducation complété (réf. : diplôme secondaire)						
Diplôme collégial/cégep ou professionnel	0.54**	-0.07	0.11	0.60**	-0.05	0.13
Diplôme universitaire	0.46**	-0.08	0.12	0.56**	-0.06	0.15
Revenu annuel du ménage	0.88***	-0.01	0.02	0.88	-0.01	0.02
Statut d'emploi (réf. : en emploi)						
À la recherche d'un emploi	3.03***	0.14	0.79	2.77***	0.12	0.78
Autre	1.17	0.01	0.21	1.17	0.01	0.21
2014 (réf. : 2009)	1.55**	0.04	0.22	1.57**	0.04	0.23
Indice de connaissances relatives au crédit				0.87	-0.01	0.08
Auto-évaluation des connaissances financières				0.97	-0.00	0.09
Auto-évaluation du suivi des dépenses				0.75**	-0.03	0.06
A déjà regretté un achat (réf. : non)				1.60**	0.04	0.23
Usage de prêts alternatifs 12 derniers mois (réf. : non)				1.73**	0.06	0.38
Constante	1.55**		0.22	5.46***		3.17
N						

¹ Les personnes surendettées sont celles qui ont un ratio de dettes aux actifs de 2 ou plus ou raté l'échéance de remboursement de leurs dettes dans les 12 mois précédant le sondage.

*** : p<0.001 ** p<0.01 * : p<0.05 †: p<0.10

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2009 et 2014.

Figure B1. Probabilité estimée de surendettement parmi les personnes endettées selon la région de résidence (ECCF)¹



¹Ces résultats sont des probabilités estimées obtenues à la suite de la régression présentée au tableau D2 (modèle 1). Les probabilités sont estimées à partir des résultats de cette régression pour les différentes régions à la valeur moyenne des variables de contrôle. Résultats pondérés issus des données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2009 et 2014.

Tableau B3. Valeur estimée pour les différents marqueurs de connaissances et de comportements financiers selon la région de résidence (ECCF)¹

	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Alberta	C-B
Indice de connaissances relatives au crédit (valeur moyenne)	2.24	2.00	2.23	2.24	2.35	2.28
Auto-évaluation des connaissances financières (valeur moyenne)	2.35	2.35	2.26	2.31	2.34	2.32
Auto-évaluation du suivi des dépenses (valeur moyenne)	3.01	3.07	2.96	2.95	3.04	2.92
A déjà regretté une décision financière (réf. : non) (proportion)	52%	32%	56%	58%	59%	62%
Usage de prêts alternatifs 12 derniers mois (ré. : non) (proportion)	5.0%	4.8%	6.1%	7.1%	9.4%	10.4%

¹Ces résultats sont des probabilités estimées obtenues à la suite de régressions (logistiques ou linéaires) qui présentent chacun des indicateurs en fonction de la région et des variables de contrôles suivantes : sexe, âge, statut conjugal, enfants présents dans le ménage, statut d'immigration, identification autochtone, niveau d'éducation, revenu, statut d'emploi, année d'enquête. Les probabilités sont estimées à partir des résultats de ces régressions pour les différentes régions à la valeur moyenne des variables de contrôle.

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2009 et 2014.

ANNEXE C. Méthodologie de la phase 2 : Enquête sur l'endettement des ménages québécois

Données

Pour pallier différentes limites de l'Enquête canadienne sur les capacités financières (notamment l'absence de mesure de la situation d'endettement au niveau individuel) et répondre pleinement aux objectifs de recherche, nous avons conçu une nouvelle enquête visant la population adulte résidant au Québec : l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois (EEMQ). Le questionnaire (créé par l'équipe de recherche) a été testé (en décembre 2021) et livré par la firme Léger en janvier et février 2022, par téléphone (génération de numéros aléatoires, N : 1800) et via leur panel web Léo (N : 3016), pour un total de 4 816 répondants. Notons que l'échantillon comprend un suréchantillonnage de 500 personnes avec un revenu personnel sous la moyenne québécoise (approximativement 45 000\$) pour faciliter les analyses au sein de ce groupe. Aussi, au sein du panel web se sont ajoutées 300 personnes nées entre le 1^{er} octobre 1999 et le 30 septembre 2001 pour une analyse auprès de jeunes de cet âge (qui a cependant finalement dû être abandonnée en raison du trop faible N). Il est de plus en plus courant de combiner des panels téléphoniques et en ligne, car ces derniers atteignent plus efficacement des populations plus jeunes (Dillman et Al., 2014). Des études ont également montré que les données obtenues par Internet et par téléphone présentent des distributions similaires et c'est ce que nous avons observé dans cette étude (Yeager et Al., 2011). Le taux de réponse (proportion des membres du panel de 18 ans ou plus qui ont répondu à l'invitation) pour le volet web de l'enquête est de 16.27%. Celui du volet téléphonique est détaillé au tableau C1 ci-bas.

Tableau C1. Détail sur les réponses à la portion téléphonique de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois

Échantillon de base	99 569
Numéros non-valides	52 778
Pas de service	36 023
Non-résidentiel	100
Fax/modem/cellulaire/téléavertisseur	16 655
Numéros hors échantillon	1252
Langue étrangère	477
Non-qualifié	591
Quota atteint	184
Échantillon effectif	45 539
Entrevues non-complétées	43 739
Refus	17 100
Pas de réponse	18 337
Répondeur	6185
Occupé	1150
Incomplet	124
Rendez-vous fixe	843
Entrevues complétées	1800

Léger a calculé une pondération en post-stratification pour tenir compte des suréchantillonnages. Elle a également été ajustée pour que les distributions de plusieurs facteurs socio-démographiques correspondent plus étroitement à celles du recensement 2016 (le plus récent disponible au moment de lancer l'enquête). Ces ajustements ont été calculés plus spécifiquement en fonction de l'âge, du sexe, de la région, de la langue maternelle et du revenu. Les échantillons téléphone et web ont été pondérés indépendamment en utilisant les mêmes profils démographiques. Les facteurs de pondération ont été déterminés par un ajustement proportionnel itératif. Toutes les analyses présentées ici utilisent ces pondérations. Le tableau C2 ci-bas compare la distribution de différentes caractéristiques socio-démographiques au sein de l'EEMQ (pondéré et non pondéré) et du recensement 2016 (portion du Québec). L'âge moyen est légèrement plus élevé au sein de l'EEMQ, en lien avec le fait qu'il vise les 18 ans et plus seulement. Les autres variables sont distribuées de manière similaire, mis à part le niveau

d'éducation. L'EEMQ comporte une plus forte proportion de détenteurs d'un baccalauréat ou plus que le recensement.

Tableau C2. Comparaison entre l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois (EEMQ) et le recensement de 2016

	EEMQ Données non pondérées	EEMQ Données pondérées	Recensement 2016 (Québec seulement, 15 ans et plus)
Âge (%)			
Moins de 34 ans	25	25,5	28,4*
35-64 ans	48,8	51,7	49,7*
Plus de 65 ans	26,2	22,8	21,9*
Genre (%)			
Homme	45,5	48,7	49,2* #
Femme	54,3	51,1	50,8* #
Statut matrimonial (%)			
Marié	29,6	31,4	34,3**
Union libre	30,5	29,7	22**
Célibataire	25,6	25,7	29,4**
Séparé/divorcé/veuf	14,2	13,3	14,3**
Immigrant (%)	12,3	15,7	16,8***
Revenu (%)			
45 000\$ ou moins	66	67,2	66,7**** ##
Plus de 45 000\$	34	32,8	33,3**** ##
Niveau d'éducation			
Secondaire	26,3	26,8	21,5*****
Collégial	30,6	30	34,5*****
Baccalauréat ou plus	33,9	34,2	20,5*****

*Source : Statistique Canada, 2020d

**Source : Statistique Canada, 2020b

***Source : Statistique Canada, 2020a

****Source : Statistique Canada, 2020e

*****Source : Statistique Canada, 2020c

#Note : proportion concerne l'ensemble du Québec.

##Note : branches de revenu sont 44 999\$ et moins et 45 000\$ et plus et sont en dollars de 2015.

Afin de comparer l'EEMQ à l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF), nous avons répliqué dans l'EEMQ l'une des questions de l'ECCF. La question est la suivante : Selon vous, qu'est-ce qui peut affecter le montant d'intérêts total payé sur un prêt ?

- 1 – La cote de crédit de l'emprunteur
- 2 – La valeur du prêt
- 3 – La période de temps pris pour rembourser le prêt
- 4 – Toutes ces réponses
- 98 – Ne sait pas
- 99 – Refus

La bonne réponse est 4 – toutes ces réponses. Le tableau C3 compare la distribution des bonnes réponses à cette question au sein de l'EEMQ et de l'échantillon québécois de l'ECCF 2014. Les taux sont très similaires.

Tableau C3. Comparaison entre l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois (EEMQ) et l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF) 2014

	EEMQ Données non pondérées	EEMQ Données pondérées	ECCF Données pondérées (Québec uniquement)
Pourcentage de bonne réponse : qu'est-ce qui influence l'intérêt à payer sur un prêt	69	68	63*

*Source : Statistique Canada, 2022

Les analyses présentées ici sont réalisées sur l'échantillon de répondants ayant des valeurs observées sur l'ensemble des variables mobilisées dans l'étude. En effet, certaines variables de l'étude comportent une proportion élevée de valeurs manquantes (non-réponse à la question). Les plus touchées sont les variables économiques (revenus, actifs, etc.). Par exemple, au sein de l'échantillon principal (2022), la valeur des actifs n'a pas été observée dans 34,72 % des cas. Environ 22% des répondants n'ont

pas répondu à la question sur le revenu personnel. La valeur de la dette comportait 11,32% de valeurs manquantes. Cette proportion est similaire à ce qui est observé dans d'autres enquêtes sur le même sujet, incluant l'ECCF, l'incertitude sur la valeur actuelle des avoirs et des dettes étant commune. Nous avons toutefois pu corriger en partie cette situation dans notre enquête en demandant aux répondants d'indiquer des plages de valeurs (voir le détail ci-bas), ce qui a réduit grandement les valeurs manquantes, le revenu personnel est alors non-observé dans seulement 5.39% des cas (comparativement à 22%), les actifs dans 9.36% des cas (versus 34.72%) et les dettes dans 3.72% (vs 11.32%). La proportion de valeurs manquantes est inférieure à 5 % pour toutes les autres variables, incluant notre variable dépendante principale portant sur les difficultés de remboursement des dettes. Notons aussi que nous avons dû exclure de notre analyse 8 personnes qui ont identifié un genre autre qu'homme ou femme, car ils étaient trop peu nombreux pour la création d'une catégorie. Au final, notre échantillon analytique comporte 3 862 répondants.

En février 2023 avons reconduit le questionnaire de l'EEMQ auprès d'un échantillon de 800 nouveaux répondants issus du Panel web de Léger, afin d'explorer l'impact de la hausse du coût de la vie en 2022. Cet échantillon additionnel a été pondéré selon la même méthode que pour l'échantillon principal (ajustement proportionnel itératif en fonction de l'âge, du genre, de la région, de la langue maternelle et du revenu). Certaines analyses comparent cet échantillon supplémentaire à l'échantillon principal. La majorité des analyses sont cependant réalisées exclusivement avec l'échantillon principal de 2022.

Variables et mesures

Le questionnaire de l'EEMQ aborde de nombreuses thématiques : la valeur des dettes et des avoirs, les sources des dettes, l'expérience au sein des institutions financières et l'entre-aide économique

avec les proches. Il est présenté à l'annexe G. Nos analyses portent sur trois variables dépendantes principales. La première distingue les personnes qui ont des dettes de celles qui n'en ont aucune. Ensuite, une seconde variable indique le niveau de difficulté à rembourser les dettes (pour les personnes qui en ont). La variable est basée sur la question: *En ce qui concerne le remboursement de vos dettes, lequel des énoncés suivants décrit le mieux la manière dont vous vous en tirez ces temps-ci?*

1. Le remboursement se fait SANS PROBLÈME
2. Le remboursement se fait PARFOIS DIFFICILEMENT
3. Le remboursement se fait DIFFICILEMENT
4. Le remboursement se fait TRÈS DIFFICILEMENT
5. Je NE PARVIENS PAS à rembourser mes dettes, il m'arrive de sauter des paiements
6. Refus

Certaines analyses portent sur cette variable à 5 catégories, d'autres sur une version modifiée qui distingue les répondants qui remboursent leurs dettes parfois difficilement, difficilement, très difficilement ou n'y parviennent pas de ceux qui ne déclarent les rembourser sans problème. Nous avons regroupé les personnes ayant des difficultés occasionnelles avec celles déclarant des difficultés plus structurelles (le remboursement se fait difficilement, très difficilement ou est impossible), car cela donne lieu à des échantillons plus larges, ce qui facilite les analyses auprès de plus petits groupes (par exemple les personnes immigrantes ou racisées). Finalement afin de comparer cette mesure basée sur l'auto-évaluation avec le type de mesure disponible dans la phase 1 (l'ECCF), une troisième variable distingue les personnes endettées qui ont un ratio de dettes aux actifs de 2 ou plus de celles qui sont en deçà de ce seuil. Les distributions de nos variables dépendantes sont décrites en détail à l'Annexe E (résultats de la phase 2).

Nous employons plusieurs variables indépendantes, en commençant par des facteurs se rapportant à l'approche des sources de dettes et de surendettement axée sur le potentiel de

surconsommation dans un environnement de crédit peu réglementé. Plusieurs études antérieures (French & McKillop, 2016; Lusardi & Tufano, 2015) posent que, dans ce contexte, les connaissances financières facilitent les décisions éclairées quant à l'usage du crédit et limitent le risque de surendettement. Nous mobilisons donc un indicateur des connaissances relatives au crédit et ses conséquences. Il se fonde sur la question répliquée de l'Enquête canadienne sur les capacités financières mentionnées plus haut (*Selon vous, qu'est-ce qui peut affecter le montant d'intérêts total payé sur un prêt* ?) Notre indicateur discerne entre les répondants qui ont choisi la bonne réponse et les autres.

Ensuite, de nombreux chercheurs promeuvent l'approche des capacités financières, qui stipule (suite aux travaux séminaux d'Amartia Sen) que la capacité des individus à opter pour les meilleurs choix financiers ne dépend pas que de leurs connaissances, mais aussi de leur niveau d'*inclusion financière* – d'accès aux produits et services financiers (Buckland, 2012; Lazarus, 2016; Leyshon & Thrift, 1996; Sherraden, 2010; Wherry et al., 2019). Selon cette perspective, un manque d'inclusion financière peut nuire à la capacité de mettre en pratique les connaissances financières, aussi approfondies soient-elles, en ce que les opportunités d'agir de manière optimale sont absentes ou restreintes. À titre d'exemple, imaginons une personne qui n'a pas d'historique de crédit au Québec, mais qui a besoin de financer une formation pour faire reconnaître son diplôme. Cette personne n'a possiblement accès qu'à des prêts alternatifs (en ligne, sur gages) à taux d'intérêt élevé et pourrait alors y avoir recours en sachant très bien qu'un autre type de prêt, comme une marge étudiante, serait plus approprié, puisque les autres options ne sont pas ouvertes pour elle.

Margaret Sherraden (2013) identifie sept dimensions de l'inclusion financière. Pour être inclusifs, les produits et services financiers doivent posséder les qualités suivantes pour ceux qui les utilisent :

- Appropriés aux besoins (qui peuvent varier en fonction de l'âge, du revenu, etc.)
- Accessibles (renvoie à l'aisance à communiquer et entrer en contact avec les institutions financières)
- Abordables (renvoie aux taux d'intérêt disponibles)
- Attrayant financièrement (renvoient aux bonus, prix, ou frais réduits qui sont souvent offerts exclusivement aux revenus les plus élevés, par exemple sur les cartes de crédit)
- Faciles à utiliser (aisance à comprendre le système de remboursement, ou à comparer les options)
- Flexibles (disponibles rapidement, lors de moments de crise, etc.)
- Fiables (confiance dans les institutions et leurs services)

Nous avons développé quatre questions d'enquête visant à capturer ces différentes dimensions de l'inclusion financière. Elles se lisent ainsi : *Veillez préciser si vous êtes d'accord, en désaccord ou ni l'un ni l'autre avec les énoncés suivants. Lors de mes interactions avec les institutions financières que je fréquente...*

- Je me sens respecté(e) (Accessibles, fiables)
- Il est facile pour moi de comprendre et d'utiliser les produits et services qui me sont offerts (Faciles à utiliser, appropriés)
- Je me sens à l'aise de poser des questions sur les produits offerts (Accessibles, fiables)
- Les produits financiers qui me sont offerts répondent à mes besoins et mon budget (Abordables, attrayant financièrement, flexibles)

À partir des réponses à ces questions, nous avons créé un indice d'inclusion financière. Il correspond au nombre d'énoncés avec lesquels les répondants sont d'accord. Cet indice varie donc entre 0 et 4, les valeurs plus élevées indiquant une meilleure inclusion financière.

Une autre variable liée à l'approche du surendettement axée sur le potentiel de surconsommation indique si, au cours des 24 derniers mois les répondants ont fait usage de produits de crédit dits alternatifs (i.e. non bancaires), tels que les prêts en ligne, sur salaires ou sur gages. Le tableau C4 ci-bas décrit la distribution de nos variables dépendantes (et indépendantes).

Tableau C4. Description de l'échantillon analytique (Enquête sur l'endettement des ménages québécois, EEMQ)

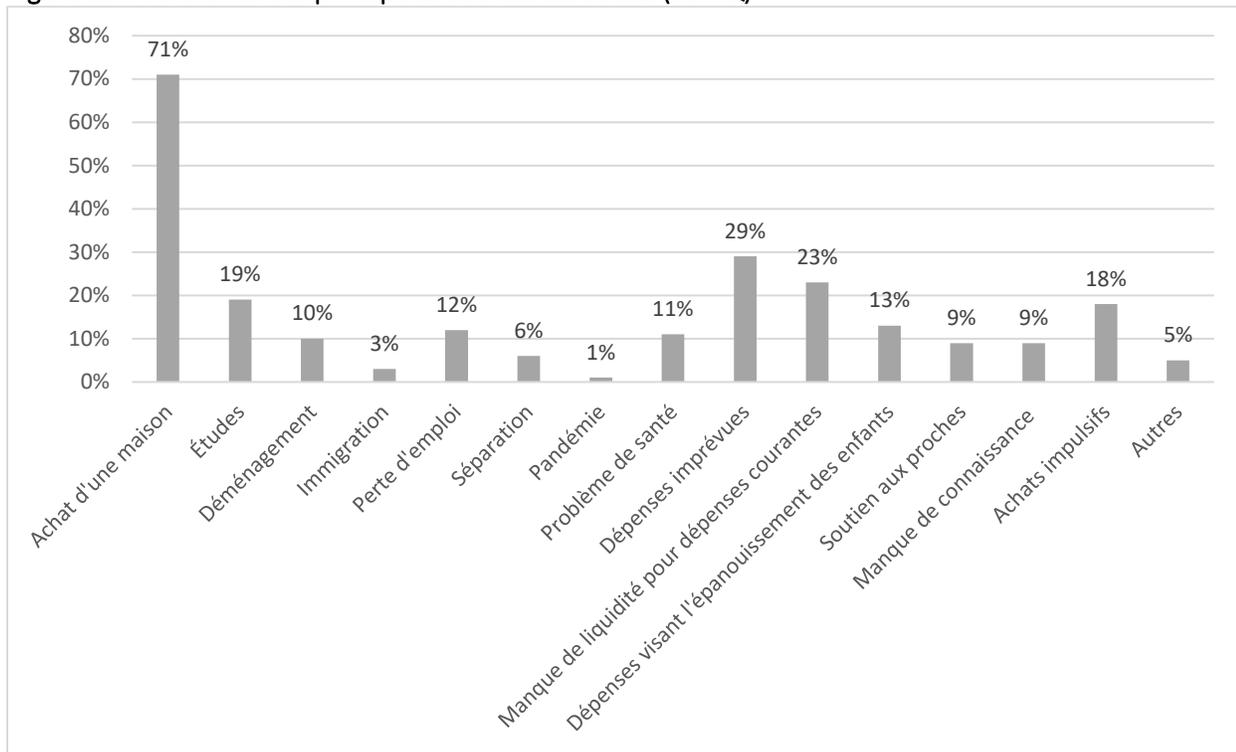
Variable	Moyenne	Proportion
Bonne réponse facteurs influençant les intérêts payés (réf : mauvaise réponse)		67%
Indice d'inclusion financière	3.62	6%
Utilisation de prêts alternatifs derniers 24 mois (réf. : non)		
Revenu personnel (réf. : moins de 45 000\$)		55%
45 000\$ à 99 999\$		36%
100 000\$ ou plus		9%
Revenu du ménage (réf. : moins de 80 000\$)		56%
80 000\$ à 249 999\$		41%
250 000\$ ou plus		3%
Valeur des actifs personnels (réf. : moins de 5 000\$)		15%
5 000\$ à 99 999\$		29%
100 000\$ à 499 999\$		37%
500 000\$ ou plus		18%
Peut compter sur l'aide financière d'au moins un proche en cas d'urgence (Réf. : non)		68%
A soutenu financièrement un proche derniers 5 ans (Réf. : non)		44%
Motifs d'endettement (réf. : Achat maison ou voiture) ¹		51%
Études		22%
Soutien des proches et épanouissement des enfants		12%
Perte d'emploi et problèmes de santé		11%
Amalgame de difficultés économiques		4%
Femme (réf. : homme)		50%
Âge	49.32	
Situation familiale (réf : Personne en couple sans enfant)		38%
Personne seule sans enfant		31%
Parent seul		6%
Parent en famille intacte		16%
Parent remis en couple		9%
Personne immigrante (réf. : personne née au Canada)		15%
Identification ethno- raciale (réf : blanche)		85%
Minorité racisée		11%
Autre identité		4%
Niveau d'éducation (réf. : diplôme d'études secondaires)		28%
Diplôme collégial/cégep		37%
Diplôme universitaire		35%
N	3 862	

¹ Univers : parmi les personnes ayant des dettes

Une seconde série de variables indépendantes sont des facteurs se rapportant à l'approche du surendettement axée sur les usages compensatoires du crédit. Ils incluent une mesure du revenu personnel, une mesure du revenu du ménage et une de la valeur des actifs personnels. Puisque plusieurs répondants ne connaissaient pas la valeur exacte de ces items ou ne souhaitaient pas la divulguer, une question de suivi demandait d'indiquer plutôt une plage, ce qui a permis de compléter les réponses. Nous utilisons donc des variables catégoriques pour ces trois mesures de ressources; les catégories pour chacune étant décrites au tableau C4. Nous intégrons également une mesure d'accès à l'aide financière des proches en cas de besoin. Les répondants ont indiqué s'ils croient ou non que différents membres de leur réseau de proches accepteraient de les aider financièrement en cas de difficultés hors de leur contrôle (parents, enfants, fratrie, beaux-parents, demi-frères/sœurs, autres membres de la famille/amis). Notre indicateur distingue les répondants qui peuvent compter sur au moins un de ces proches de ceux qui n'en ont identifié aucun comme source d'appui potentielle. (L'Annexe F offre une analyse plus détaillée de l'accès au soutien par les proches). Une autre variable vise au contraire l'aide offerte à la famille ou aux amis. Elle indique si oui ou non les répondants ont donné ou prêté de l'argent (ou offert toute autre forme de soutien financier) à leurs proches au cours des derniers 5 ans.

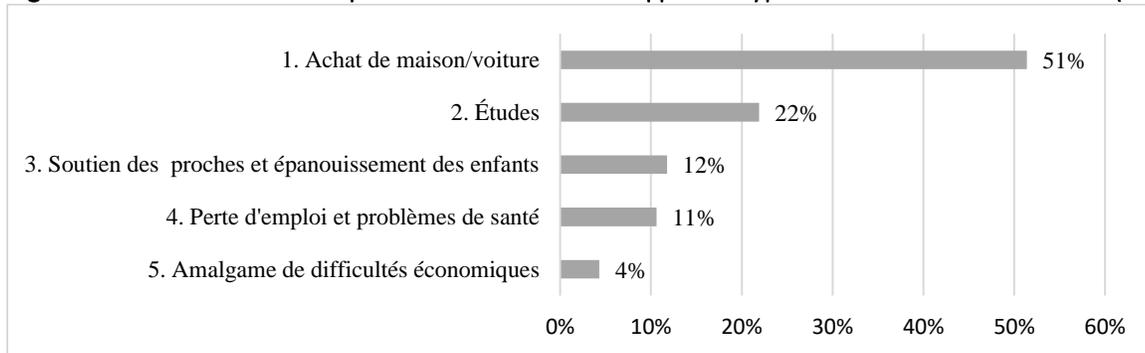
Afin de mieux saisir le poids relatif et l'interaction des sources de dettes compensatoires et liées à l'approche centrée sur le potentiel de surconsommation, nous avons demandé aux répondants de l'enquête de décrire la manière dont ils conçoivent les sources de leurs dettes en sélectionnant parmi les choix décrits à la figure C1 ci-bas. Cette figure montre aussi le pourcentage des répondants endettés ayant sélectionné chacune.

Figure C1. Prévalence des principales sources de dettes (EEMQ)



Une large proportion des répondants ayant identifié plus d'une source de dettes, nous avons analysé lesquelles sont plus souvent identifiées en combinaison et créé une typologie de motifs d'endettement grâce à une analyse des composantes principales qui est décrite en détail à l'Annexe D. Cette analyse nous a permis d'identifier 5 profils-types de motifs d'endettement. Ils sont nommés à la Figure C2 ci-bas, qui décrit aussi la répartition des répondants endettés au sein de ces 5 catégories. Ces catégories sont décrites plus abondamment dans le corps du rapport, dans la section résultats, à la page 11. L'encadré C1 ci-bas donne quant à lui des détails sur la prévalence des différentes sources de dettes (nommées à la Figure C1) au sein des 5 différents profils-types.

Figure C2. Distribution des répondants au sein des cinq profils-types de motifs d'endettement (EEMQ)



Encadré C1. Description des profils-types de motif d'endettement (EEMQ)

	Nombre moyen de sources identifiées	Sources de dettes les plus communes (% des répondants de la catégorie les rapportant)
1. Achat de maison/voiture	1.33	Maison/voiture (100%)
2. Études	1.68	Études (53%), Dépenses imprévues (29%), Manque de liquidités (21%).
3. Soutien des proches et épanouissement des enfants	3.88	Épanouissement des enfants (70%), Soutien des proches (50%), Maison/voiture (71%), Dépenses imprévues (57%), Manque de liquidité (45%), Achats impulsifs (34%)
4. Perte d'emploi/santé	4.17	Perte d'emploi (73%), Santé (58%), Manque de liquidités (61%), Dépenses imprévues (60%), Achats impulsifs (37%)
5. Amalgame de difficultés	8.10	Dépenses imprévues (87%), Déménagement (78%), Séparation/décès du conjoint (75%), Manque de liquidité (74%), Maison/voiture (70%), Perte d'emploi (67%), Épanouissement des enfants (61%), Santé (61%), Achats impulsifs (55%)

Finalement, nos analyses tiennent compte de plusieurs caractéristiques socio-démographiques, le genre (homme ou femme), l'âge, le niveau d'éducation (diplôme secondaire ou moins, diplôme collégial/cégep, diplôme universitaire) et le statut d'immigration (né au Canada ou ailleurs). Pour tenir compte de la situation familiale, nous avons créé une typologie en nous basant sur les questions de l'enquête concernant le statut conjugal et de garde des enfants. Elle comporte 5 catégories : 1) les personnes en couple sans enfants vivant avec eux, 2) les personnes seules sans enfants vivant avec eux, 3) les parents en famille intacte, 4) les parents remis en couple (qui ont au moins un enfant issu d'une autre union en garde partagée, exclusive ou autre) et 5) les parents seuls (dont tous les enfants sont donc en garde partagée, exclusive ou autre). Notons que les couples peuvent être mariés ou non, distinguer entre eux générant de trop petits échantillons. Notons aussi que nos analyses préliminaires n'ont révélé aucune différence d'endettement ou de surendettement entre les couples mariés et non-mariés.

Enfin, une variable catégorise les répondants selon que leur ethnicité auto-déclarée peut être considérée comme racisée ou non dans le contexte du Québec. Plus spécifiquement, notre définition de personne racisée renvoie à toute personne qui n'a pas (ou qui n'est pas perçue comme ayant) la peau blanche; qui est issue (ou dont les ancêtres sont issus) de sociétés anciennement colonisées par les états européens ou marquées par l'esclavage. Contrairement à la notion autrefois plus répandue de personne appartenant à un groupe de minorité visible (telle que définie par la Loi sur l'équité en matière d'emploi), le concept de personne racisée souligne que la racisation est un processus politique, social, culturel, et

met en évidence l'existence de discriminations liées à l'origine ethnoculturelle, à l'appartenance réelle ou supposée à un groupe perçu comme autre⁶.

Pour déterminer l'identification à une minorité racisée, le questionnaire de l'EEMQ a posé la question suivante : quelles sont vos origines ethniques ? Les personnes étaient invitées à choisir autant de réponses que souhaitées parmi des options proposées et/ou à décrire leurs origines dans leurs propres mots. La majorité a sélectionné un seul choix parmi les options offertes, mais certains ont en ont sélectionnés deux ou trois ou ont ajouté des détails dans un format ouvert après avoir choisi l'option « autre ». Nous avons classifié comme racisées les personnes ayant choisi les origines suivantes, qu'elles aient ou non également choisi caucasien/Blanc : Première nation/Métis/Inuit, Latino-Américain, Arabe, Noir, Sud-Asiatique, Asiatique du Sud-Est, Asiatique de l'Ouest, Chinois, Philippin, Coréen et/ou Japonais. Dans cette classification, les personnes blanches correspondent donc à celles qui ont sélectionné exclusivement caucasien/Blanc. Pour la majorité de ceux et celles qui ont plutôt donné une réponse ouverte après avoir choisi « autre », il n'a pas été possible de déterminer l'identification à une minorité racisée. Ils sont classifiés sous « autres identités ». Notre classification s'inspire de celle de Eid (2022).

⁶ Cette définition se base sur celle fournie par Usito, un dictionnaire francophone conçu au Québec, la définition retenue dans le jugement *Luamba c. Procureur général du Québec* (2022) tel que résumé par la Ligue des droits et libertés, et sur celle offerte par Statistiques Canada. Elle s'inspire aussi de l'ouvrage : Eid, Paul, Meissoon Azzaria, et Marion Quérat. 2012. « Mesurer la discrimination à l'embauche subie par les minorités racisées: résultats d'un «testing» mené dans le grand Montréal ». Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Stratégie d'analyse

La première série d'analyses décrit la proportion de répondants endettés. Une régression logistique prédit ensuite la propension à avoir des dettes ou non en fonction de toutes les variables sociodémographiques, du revenu, de la valeur des actifs, de l'accès au soutien par les proches en cas de besoin et du soutien offert. Ensuite, nous décrivons la distribution des difficultés de remboursement parmi les personnes endettées. Nous comparons aussi cette distribution avec la distribution des ratios de dettes aux actifs. Une régression logistique prédit par la suite le risque d'avoir des difficultés de remboursement des dettes parmi les personnes qui ont en (versus faire les remboursements sans problèmes) en fonction de l'ensemble de nos variables indépendantes. Notons que, comme à la phase 1, nous excluons les personnes sans dettes de notre analyse des risques de surendettement pour éviter de confondre l'absence de problèmes de dettes avec l'absence d'accès au crédit au sein de ces analyses. Ce modèle nous permet d'observer l'association entre le risque de difficultés de remboursement et les facteurs s'inscrivant dans les approches du surendettement axées sur la surconsommation et la compensation. Également, nous pouvons observer l'association entre les profils-types de motifs d'endettement et les risques de vivre des difficultés de remboursement.

Nous décrivons ensuite la proportion de répondants avec des dettes et qui sont aux prises avec des difficultés de remboursement dans chacun des groupes définis par nos différentes variables socio-démographiques afin d'identifier ceux qui sont le plus fortement touchés. Ceci nous mène à identifier 4 catégories particulièrement à risque de vivre des difficultés de remboursement : les jeunes de 18 à 34 ans, les personnes racisées, les parents remis en couple ou seuls et les personnes seules. Pour chacun de ces groupes, nous décomposons la différence observée par rapport à un groupe de référence : les adultes de 35 à 54 ans pour les jeunes, les personnes blanches pour les personnes racisées, et les couples sans

enfants pour les parents remis en couple ou seuls et pour les personnes seules. Nous utilisons la méthode proposée par Karlson & Holm (2011) et le module stata *khb* développé par eux. Cette méthode permet d'estimer quelle proportion de la différence entre deux groupes est due à des différences entre ces groupes sur d'autres variables (soit quelle proportion est expliquée lorsque ces variables sont ajoutées au modèle). Pour les différences entre chaque groupe à risque et sa catégorie de référence, nos analyses explorent la contribution de l'ensemble des autres variables indépendantes.

L'ensemble des analyses susmentionnées sont réalisées avec l'échantillon de 2022 exclusivement. Pour terminer, nous explorons aussi l'effet de la hausse du coût de la vie ayant eu cours en 2022 en comparant d'abord la proportion brute de répondants endettés et la proportion brute de ces derniers qui déclarent des difficultés de remboursement en 2022 et dans l'échantillon supplémentaire recueilli en 2023 (N : 800). Aussi, nous combinons ces deux échantillons et prédisons avec une régression logistique le risque d'avoir des dettes selon l'année en contrôlant pour toutes les variables socio-démographiques et pour le niveau de ressources (revenus, actifs, soutien des proches et offert). Un modèle similaire prédit le risque de déclarer des difficultés de remboursement parmi les endettés selon l'année avec les mêmes contrôles.

ANNEXE D. Détails méthodologiques sur la création de la typologie des motifs d'endettement

Il existe plusieurs méthodes pour établir des profils-types. En statistique descriptive multivariée, la classification des observations (individus) est couramment utilisée pour établir des profils-types. Une stratégie classique consiste à réaliser une analyse des composantes principales (ACP) ou analyse des correspondantes multiples (ACM) des données puis à appliquer une méthode de classification sur les scores des individus (mesurés sur les composantes principales obtenues) . Ici, pour établir le profil-types des endettés selon l'origine de la dette, nous optons pour une démarche en deux étapes. Il s'agit de faire la classification des variables suivie de la classification des observations (individus).

L'objectif de la classification de variables est de construire des classes de variables fortement liées entre elles, c'est-à-dire celles sur lesquelles il y a un lien dans la façon dont les individus ont répondu aux questions. On fait recours à l'algorithme de *ClustOfVar* développé par Chavent et Al. (2011a, 2011b) pour réaliser la classification des variables. L'avantage de cet algorithme est qu'il est adapté aux données quantitatives, aux données qualitatives et aux données mixtes. L'approche *ClustOfVar* est une méthode de classification hiérarchique ascendante de variable. Elle fournit simultanément des groupes de variables ainsi que les variables synthétiques associées aux classes de variables. L'approche *ClustOfVar* maximise un critère d'homogénéité basé sur la notion de corrélation pour les variables quantitatives et de rapport de corrélation pour les variables qualitatives. L'homogénéité $H(C_k)$ de la classe C_k est une mesure d'adéquation entre les variables de la classe et la variable synthétique quantitative de la classe notée y_k . Elle est définie par :

$$H(C_k) = \sum_{x_j \in C_k} r^2_{x_j, y_k} + \sum_{z_j \in C_k} \eta^2_{y_k | z_j}$$

Où r^2 désigne la corrélation de Pearson au carré entre y_k et la variable quantitative x_j et η^2 désigne le rapport de corrélation entre y_k et la variable qualitative z_j . La variable synthétique y_k est la variable “la plus liée” aux variables de la classe au sens du critère H qu’elle maximise.

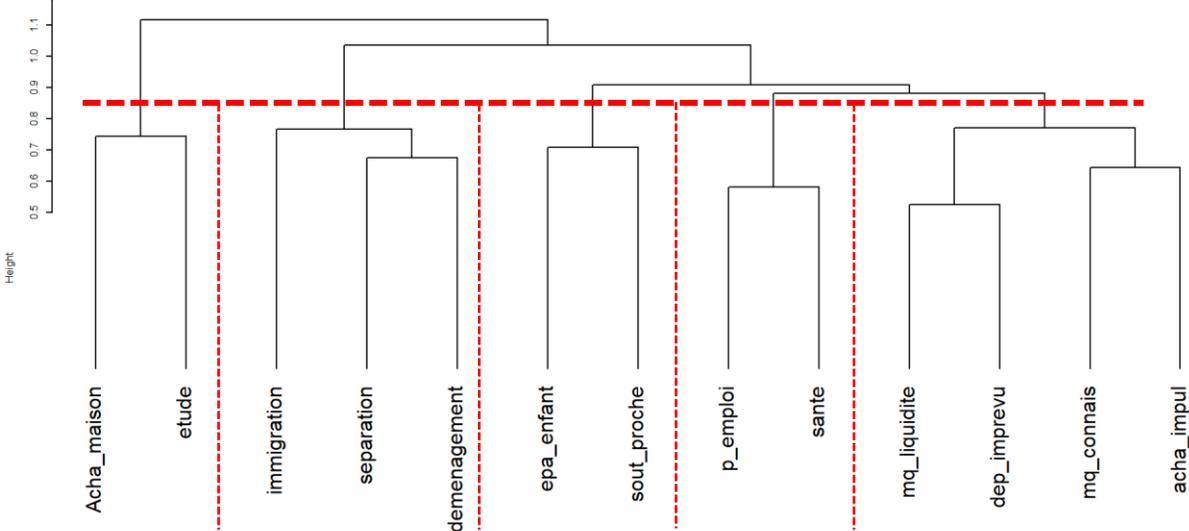
La deuxième étape consiste à faire la classification des individus à partir des variables synthétiques obtenues de l’algorithme *ClustOfVar*. L’objectif de la classification d’observations est de réunir des individus qui se ressemblent. Le mécanisme consiste à séparer N individus en K groupes d’individus. Il existe plusieurs méthodes et algorithmes associés permettant de faire la classification des individus. L’une des méthodes les plus utilisées est la classification hiérarchique ascendante (CAH). Le principe de la CAH est de rassembler des individus selon un critère de ressemblance défini au préalable qui s’exprimera sous la forme d’une matrice de distances, exprimant la distance existante entre chaque individu pris deux à deux. Deux observations identiques auront une distance nulle. Plus les deux observations seront dissemblables, plus la distance sera importante. La CAH va ensuite rassembler les individus de manière itérative afin de produire un arbre de classification. En découpant cet arbre à une certaine hauteur choisie, on produira la partition désirée. Ici, nous allons effectuer une CAH basée sur le critère de Ward.

Classification des sources de l’endettement

L’algorithme de *ClustOfVar* nous a permis d’établir le lien entre les sources de l’endettement. L’analyse révèle qu’il existe un lien fort entre « achat de maison/véhicule » et « étude ». Sur le dendrogramme ci-bas, on voit une forte association entre « Manque de connaissance » et « Achat impulsif ». Le dendrogramme ci-bas montre également les différentes possibilités de partition des sources de l’endettement. En regardant la partie supérieure du dendrogramme, on voit clairement qu’on peut faire

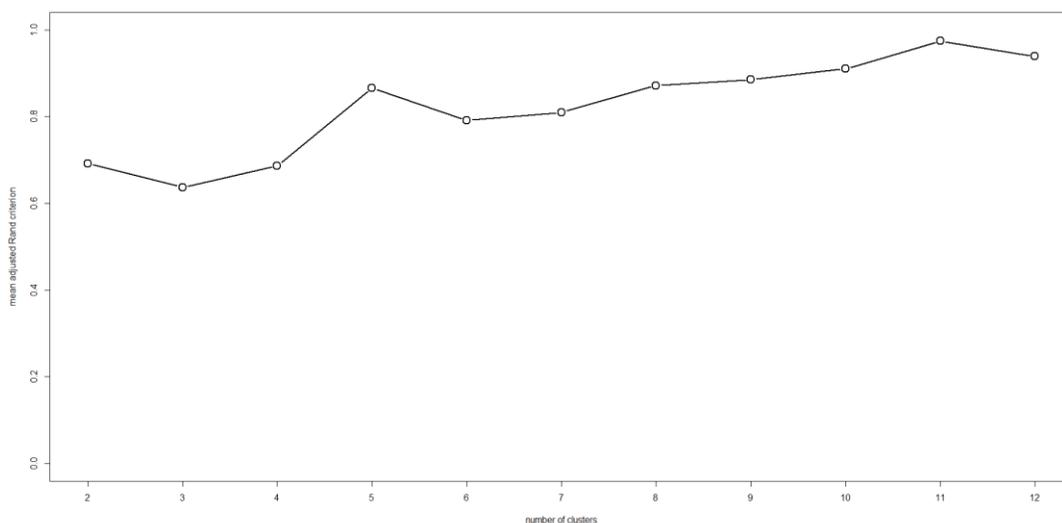
une partition en deux classes de variables, « Achat maison/véhicule » et « Études » dans une classe et les variables autres variables dans une autre classe. On voit par ailleurs qu'on peut faire une partition en trois classes, en quatre classes, en cinq classes ou plus. Le dendrogramme permet d'avoir une idée sur le nombre de découpages possibles, mais il ne permet pas de savoir quelle est la meilleure partition en termes de stabilité dans le jeu de données.

Figure D1 : Dendrogramme



Le diagramme de stabilité donne une idée sur la meilleure partition en termes de stabilité dans le jeu de données. À partir de nos données, il ressort qu'une partition des sources de l'endettement en deux classes est plus stable qu'une partition en trois classes (figure D2). On voit également qu'avec une partition en cinq classes, on a plus de stabilité qu'avec une partition en trois classes. La partition en onze classes est visiblement la partition la plus stable. Notre objectif étant de réduire le mieux possible le nombre de variables, nous avons donc opté pour une partition des sources de l'endettement en cinq classes.

Figure D2 : Diagramme de stabilité de la partition



Le tableau D1 résume la composition des cinq classes de variables. Le rapport de corrélation entre chaque variable qualitative et la variable synthétique quantitative (VS) de la classe (indiqué entre parenthèses) montre que plus le nombre de variables de la classe est faible, plus les variables qui composent la classe sont fortement reliées à la VS de la classe. On peut avancer comme explication que,

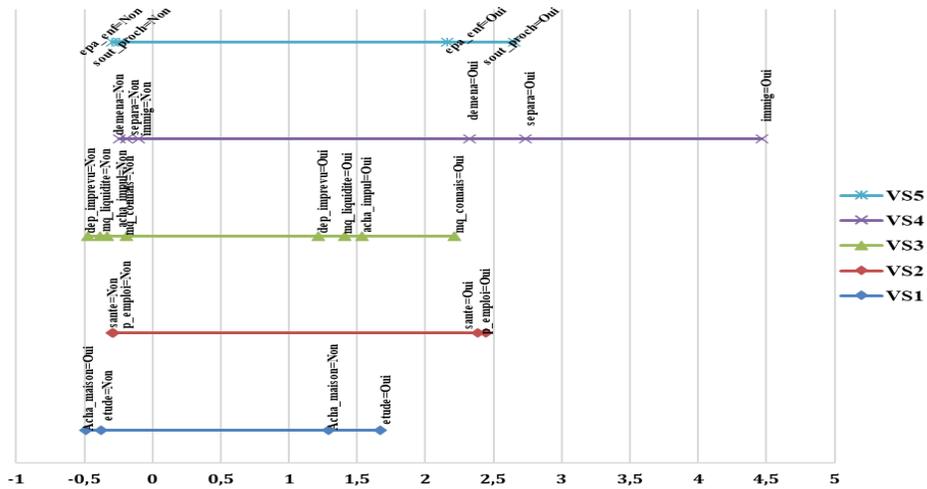
pour les plus grandes classes, certaines valeurs sont plus faibles, car elles regroupent des variables de thématiques plus diversifiées.

Tableau D1 : Composition des classes de variables

Classe	1	2	3	4	5
Variable (rapport de corrélation)	acha_mais (0,63)	sante (0,71)	dep_imprevu (0,58)	demena (0,75)	epa_enf (0,65)
	etude (0,63)	p_emploi (0,71)	mq_liquid (0,55)	separ (0,53)	sout_proch (0,65)
			acha_impul (0,51)	immig (0,46)	
			mq_connais (0,42)		
Pourcentage d'inertie expliquée	79,68	70,47	48,54	64,23	77,46

La figure D3 ci-dessous permet de caractériser les variables synthétiques, elle montre la valeur moyenne des VS par modalités sur le gradient des VS. Les valeurs moyennes de VS1 des modalités « acha_mains=Non » et les « etude=Oui » sont proches et positives. En ce qui concerne les modalités « acha_mais=Oui » et « etude=Non », les valeurs de VS1 sont proches et négatives. Ce qui sous-entend que si un individu répond « oui » pour *achat de maison*, il est plus probable qu'il réponde non pour *étude*. Pour les autres, on remarque que si un individu répond « oui » pour une variable de la classe, il est plus probable qu'il réponde « oui » pour les autres variables de la classe.

Figure D3 : Gradients des variables synthétiques



Profils-types de motifs d'endettement

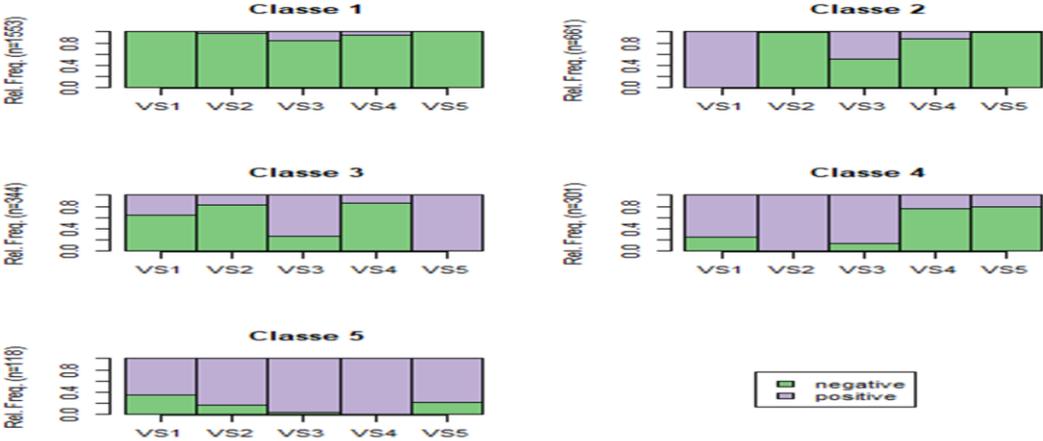
Tableau D2 : Composition des classes d'individus

Classe	1	2	3	4	5
Effectif	1553	661	344	301	118
Pourcentage pondéré	51	22	12	11	4

La figure D4 résume la caractérisation des différentes classes. On voit clairement, la classe 1 est caractérisée par des individus qui ont essentiellement des valeurs négatives pour l'ensemble des variables synthétiques. Cela signifie que la raison principale de l'endettement des individus de cette classe est l'achat d'une maison/véhicule (voir figure 3). La **classe 2** est caractérisée principalement par des individus qui ont des valeurs positives pour **VS1**, cela veut dire que la principale raison de l'endettement dans cette classe est l'étude. Dans la **classe 3**, la proportion des valeurs positives est plus importante pour la **VS5**, alors l'endettement des individus de cette classe est lié essentiellement à l'épanouissement des enfants et le soutien apporté à un proche. L'endettement des individus de la **classe 4** est lié essentiellement à la

perte d'emploi et au problème de santé. La **classe 5** est constituée essentiellement par des individus qui ont contracté des dettes pour des raisons de déménagement, de séparation, d'immigration, de dépenses imprévues, de manque de connaissances et d'achat impulsif.

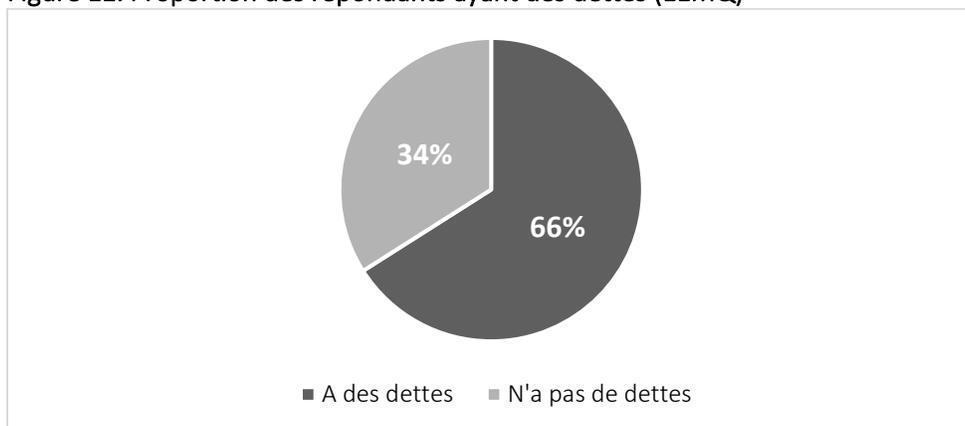
Figure D4 : Caractérisation des classes d'individus à partir des VS de ClustOfVar



ANNEXE E. Résultats détaillés de la phase 2 : Enquête sur l'endettement des ménages québécois

La figure E1 ci-bas montre que 66% de notre échantillon a des dettes.

Figure E1. Proportion des répondants ayant des dettes (EEMQ)



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Plusieurs facteurs sont associés au fait d'avoir des dettes ou non, comme le montre le tableau E1, incluant le revenu et l'âge.

Tableau E1. Régression logistique prédisant le fait d'avoir ou non des dettes (EMMQ)

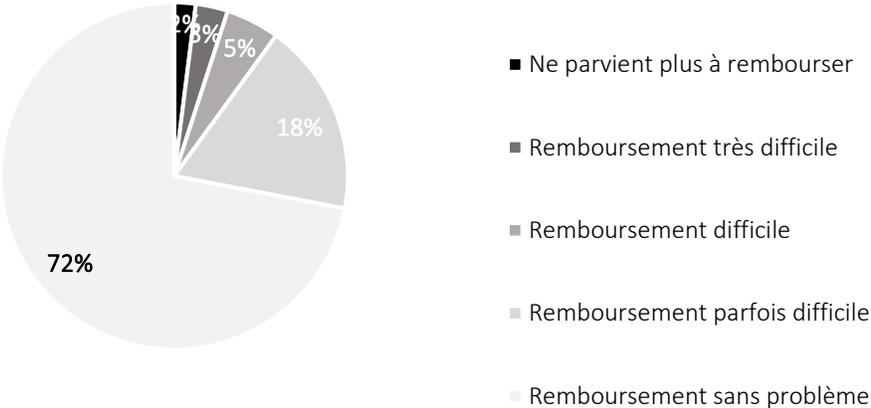
Variable	Rapport de cotes	Erreur type
Revenu personnel (réf. : moins de 45 000\$)		
45 000\$ à 99 999\$	1.63***	0.19
100 000\$ ou plus	1.68**	0.34
Revenu du ménage (réf. : moins de 80 000\$)		
80 000\$ à 249 999\$	0.92	0.11
250 000\$ ou plus	1.01	0.30
Valeur des actifs personnels (réf. : moins de 5 000\$)		
5 000\$ à 99 999\$	1.24	0.17
100 000\$ à 499 999\$	1.67***	0.25
500 000\$ ou plus	1.06	0.18
Peut compter sur l'aide financière d'au moins un proche en cas d'urgence (Réf. : non)	0.84 [†]	0.08
A soutenu financièrement un proche derniers 5 ans (Réf. : non)	1.26**	0.11
Femme (réf. : homme)	0.94	0.08
Âge	1.07***	0.02
Age ²	0.99***	0.00
Situation familiale (réf : Personne en couple sans enfant)		
Personne seule sans enfant	0.80	0.08
Parent seul	1.40 [†]	0.28
Parent en famille intacte	2.47***	0.39
Parent remis en couple	2.65***	0.54
Personne immigrante (réf. : personne née au Canada)	0.74 [†]	0.12
Identification ethnique (réf : Personne blanche)		
Personne racisée	1.00	0.18
Autre identité	0.67 [†]	0.16
Niveau d'éducation (réf. : diplôme d'études secondaires)		
Diplôme collégial/cégep	0.93	0.10
Diplôme universitaire	0.80 [†]	0.10
Constante	0.97	0.41
N	3 862	

*** : p<0.001 ** p<0.01 * : p<0.05 †: p<0.10

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

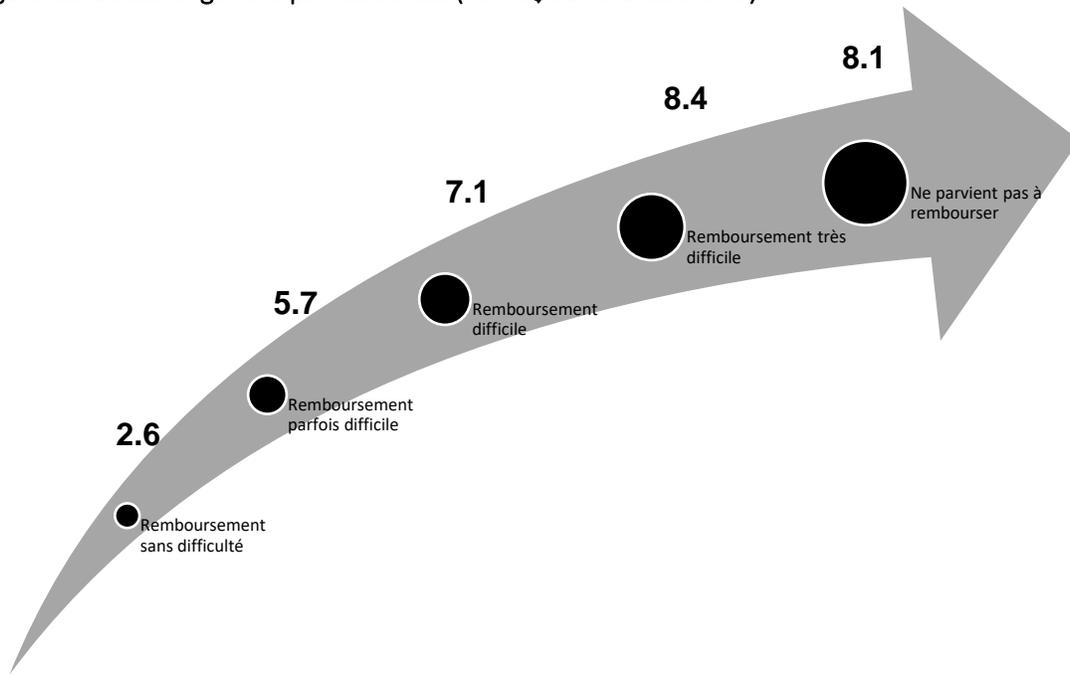
Parmi les personnes avec des dettes, seuls 72% déclarent les rembourser sans problème, comme le montre la Figure E2. Et le stress engendré par les dettes augmente avec le niveau de difficulté, comme le montre la Figure E3.

Figure E2. Prévalence des difficultés à rembourser les dettes parmi les personnes endettées (EEMQ)



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

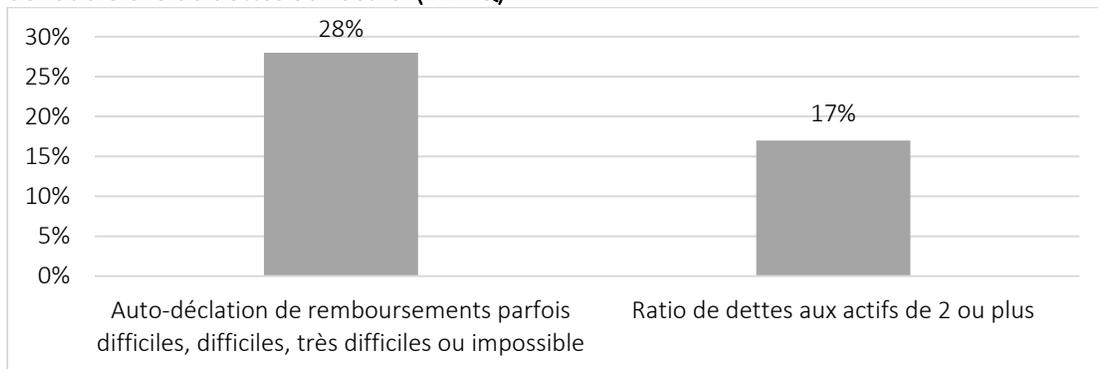
Figure E3. Stress engendré par les dettes (EEMQ, échelle de 1 à 10)



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

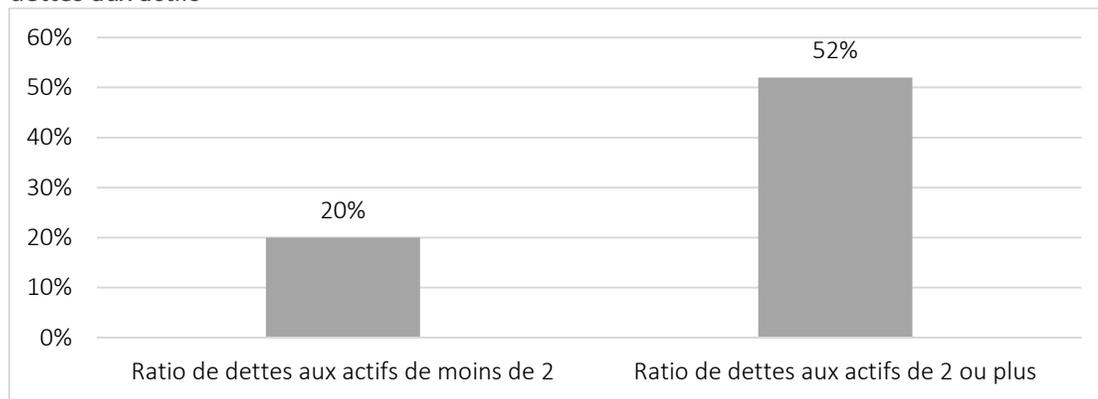
Le surendettement apparaît plus fréquent selon un critère d'auto-déclaration de difficultés qu'est un critère de ratio élevé de dettes aux actifs (comme dans l'ECCF).

Figure E4. Prévalence du surendettement selon un critère d'auto-déclaration de difficultés de remboursement ou de ratio élevé de dettes aux actifs (EEMQ)



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Figure E5. Proportion de répondants endettés déclarant des difficultés de remboursement selon leur ratio de dettes aux actifs



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Comme le montre le Tableau E2, de nombreux facteurs sont associés au risque de déclarer des difficultés de remboursement des dettes, parmi les personnes endettées, incluant l'âge, le revenu, le fait de pouvoir compter sur ses proches ou non pour de l'aide financière en cas de besoin, et les motifs d'endettement.

Tableau E2. Régression logistique prédisant les difficultés auto-déclarées de remboursement des dettes, parmi les personnes endettées (EEMQ)¹

Variable	Rapport de cotes	Effet marginal	Erreur type
Bonne réponse facteurs influençant les intérêts payés (réf : mauvaise réponse)	0.94	-0.008	0.14
Indice d'inclusion financière	0.73***	-0.041	0.04
Utilisation de prêts alternatifs derniers 24 mois (réf. : non)	2.65**	0.147	0.88
Revenu personnel (réf. : moins de 45 000\$)			
45 000\$ à 99 999\$	0.58**	-0.074	0.10
100 000\$ ou plus	0.65	-0.059	0.19
Revenu du ménage (réf. : moins de 80 000\$)			
80 000\$ à 249 999\$	0.68*	-0.052	0.11
250 000\$ ou plus	0.35*	-0.127	0.18
Valeur des actifs personnels (réf. : moins de 5 000\$)			
5 000\$ à 99 999\$	0.92	-0.012	0.20
100 000\$ à 499 999\$	0.83	-0.023	0.21
500 000\$ ou plus	0.61 [†]	-0.066	0.17
Peut compter sur l'aide financière d'au moins un proche en cas d'urgence (Réf. : non)	0.63**	-0.053	0.10
A soutenu financièrement un proche derniers 5 ans (Réf. : non)	1.09	0.011	0.14
Motifs d'endettement (réf. : Achat maison ou voiture)			
Études	1.99***	0.087	0.39
Soutien des proches et épanouissement des enfants	7.78***	0.344	1.49
Perte d'emploi et problèmes de santé	10.88***	0.426	2.48
Amalgame de difficultés économiques	6.14***	0.294	1.90
Femme (réf. : homme)	1.09	0.012	0.15
Âge	0.97***	-0.002	0.01
Situation familiale (réf : Personne en couple sans enfant)			
Personne seule sans enfant	0.91	-0.004	0.18
Parent seul	1.53 [†]	0.059	0.35
Parent en famille intacte	1.03	0.004	0.22
Parent remis en couple	1.32	0.038	0.28
Personne immigrante (réf. : personne née au Canada)	1.18	0.022	0.30
Identification ethno-raciale (réf : blanche)			
Minorité racisée	1.15	0.019	0.29
Autre identité	1.67	0.072	0.67
Niveau d'éducation (réf. : diplôme d'études secondaires)			
Diplôme collégial/cégep	0.94	-0.007	0.17
Diplôme universitaire	0.99	-0.001	0.19
Constante	1.92		0.83
N	2 381		

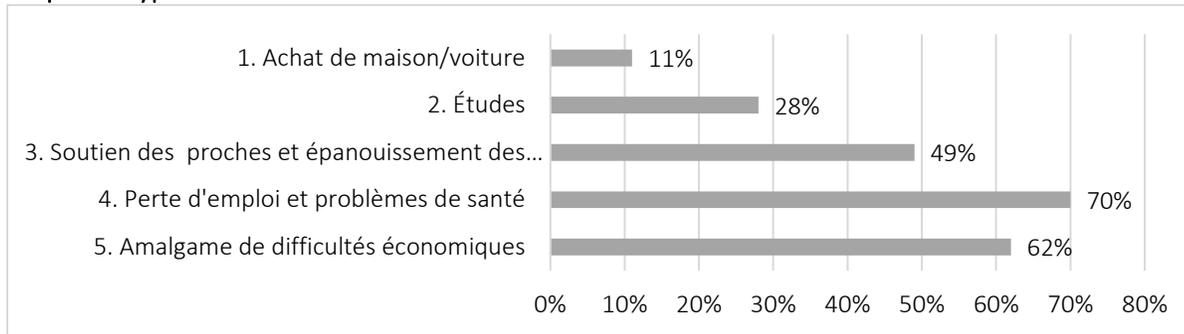
¹ Les personnes ayant des difficultés sont celles qui ont déclaré que le remboursement de leurs dettes se fait parfois difficilement, difficilement, très difficilement ou est impossible (plutôt que facilement).

*** : p<0.001 ** p<0.01 * : p<0.05 [†]: p<0.10

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Afin de donner un aperçu plus intuitif des difficultés de remboursement des dettes selon le profil-type de motif d'endettement, la Figure E6 ci-bas présente la proportion des répondants endettés qui déclarent des difficultés de remboursement au sein de chaque profil.

Figure E6. Pourcentage de personnes vivant des difficultés de remboursement au moins occasionnellement selon les profils-types d'endettement



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Le tableau E3 donne la proportion de répondants endettés et, parmi ces derniers, la proportion ayant des difficultés de remboursement au sein des groupes définis par nos variables socio-démographiques. On constate que les plus touchés sont : les jeunes (18-34 ans), les personnes racisées, les parents remis en couple ou seuls et les personnes seules. Les personnes immigrantes semblent aussi avoir un risque plus élevé de difficultés comparativement aux personnes natives. Or ce risque s'explique par la racisation, comme le montre la figure E7.

Tableau E3. Probabilité d'avoir des dettes et probabilité d'avoir des difficultés de remboursement

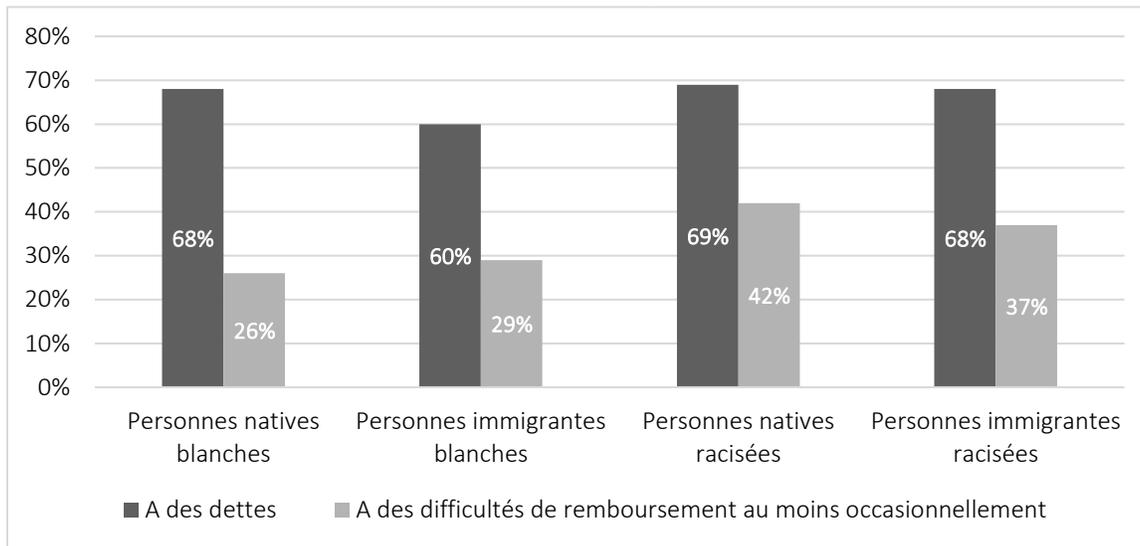
Variable	A des dettes	A des difficultés de remboursement ¹
Genre (réf. : homme)	30.4%	24.2%
Femme	32.7%	27.4%
Âge (ref. :18-34 ans)	74.0%	33.7%
35 à 54 ans	81.8%	27.5%*
55 à 69 ans	58.5%*	18.2%*
70 ans et plus	46.4%*	14.7%*
Situation familiale (réf : Personne en couple sans enfant)	63.9%	20.6%
Personne seule sans enfant	57.6%*	31.5%*
Parent seul	77.2%	41.9%*
Parent en famille intacte	87.5%*	19.9%
Parent remis en couple	87.8%*	30.0%*
Statut immigration (réf. : personne née au Canada)	68.9%	24.5%
Personne immigrante	66.4%	33.5%*
Identification ethno-raciale (réf : blanche)	68.6%	23.9%
Minorité racisée	71.1%	38.0%*
Autre identité	57.6%	34.1%
Niveau d'éducation (réf. : diplôme d'études secondaires)	64.9%	30.8%
Diplôme collégial/cégep	69.8%	27.0%
Diplôme universitaire	69.8%	21.0%*
Revenu personnel (réf. : moins de 45 000\$)	61.1%	36.8%
45 000\$ à 99 999\$	76.6%*	17.6%*
100 000\$ ou plus	81.2%*	12.7%*
Revenu du ménage (réf. : moins de 80 000\$)	62.1%	34.9%
80 000\$ à 249 999\$	76.3%*	17.6%*
250 000\$ ou plus	78.7%*	6.4%*
Valeur des actifs personnels (réf. : moins de 5 000\$)	59.4%	50.7%
5 000\$ à 99 999\$	67.7%*	33.9%*
100 000\$ à 499 999\$	73.4%*	18.7%*
500 000\$ ou plus	65.7%*	12.9%*
N	3 862	2 381

¹ Déclare rembourser ses dettes parfois difficilement, difficilement, très difficilement ou ne pas y parvenir.

* Différence statistiquement significative (niveau 5%) entre cette catégorie et la catégorie de référence

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Figure E7. Proportion de répondants ayant des dettes et proportion de répondants endettés déclarant des difficultés de remboursements des dettes selon l'immigration et la racisation¹



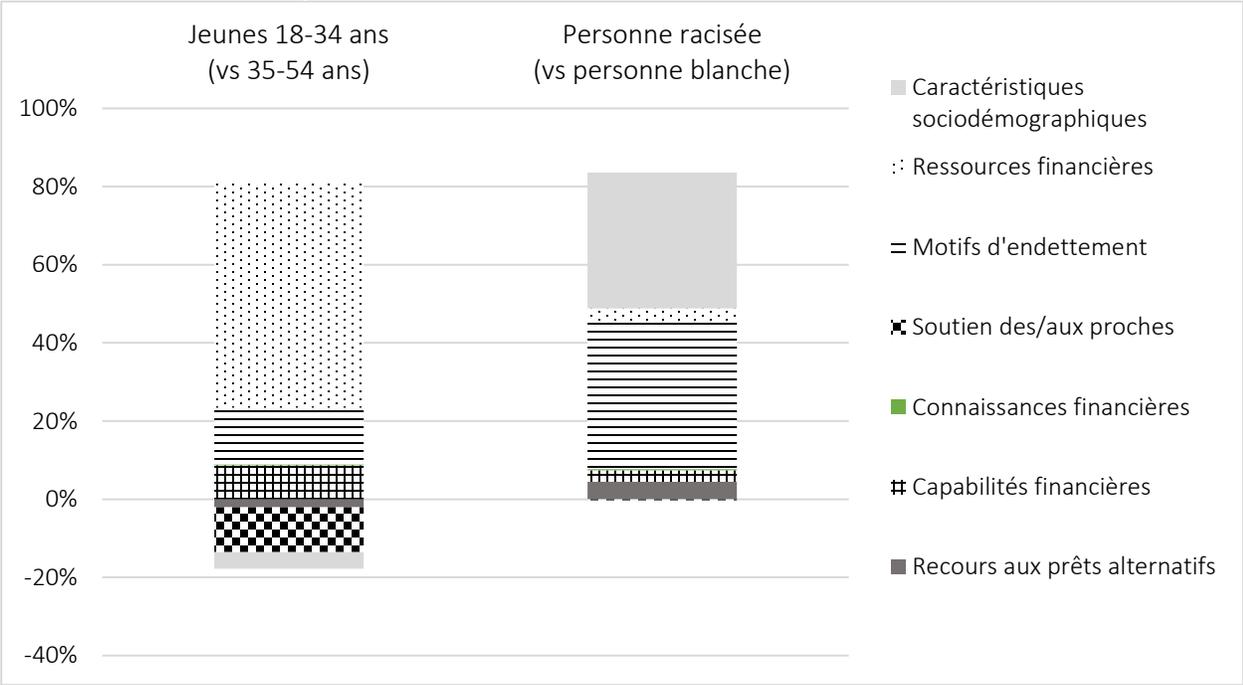
¹Les répondants avec des difficultés de remboursement de leurs dettes sont ceux qui ont affirmé les rembourser parfois difficilement, difficilement, très difficilement, ou en être incapables (plutôt que sans problème)
 Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

La figure E8 ci-bas montre le résultat de la décomposition de la différence observée entre les jeunes de 18 à 34 ans et les adultes de 35 à 54 ans en matière de risque de difficultés de remboursement. On constate que les différences de ressources économiques entre ces groupes constituent le plus gros facteur, suivi des motifs d'endettement et de l'inclusion financière. Comme l'explique le tableau E4, les jeunes sont plus susceptibles que les plus vieux d'avoir un faible revenu et d'avoir des dettes dues aux études.

La figure E8 montre aussi le résultat de la décomposition du risque accru de difficulté de remboursement des dettes parmi les personnes racisées comparativement aux personnes blanches. On constate que la différence s'explique en partie par des caractéristiques démographiques différentes (entre autres le fait d'être plus jeune chez les personnes racisées, cf. tableau E4). Les motifs différenciés d'endettement sont cependant le plus gros facteur. Aussi, sans pouvoir estimer la contribution de ce

facteur, notons que les personnes racisées sont plus susceptibles de s’être fait refuser au crédit et d’être peut confiant qu’une nouvelle demande serait acceptée, ce qui pourrait impliquer des taux d’intérêt plus élevés sur leurs dettes (figure E9 ci-bas).

Figure E8. Décomposition de la différence de risque de déclarer des difficultés de remboursement (Pourcentage expliqué par les différences inter-groupes sur différentes variables). Différences entre les jeunes de 18-34 ans et les 35-54 ans et entre les personnes racisées et blanches.



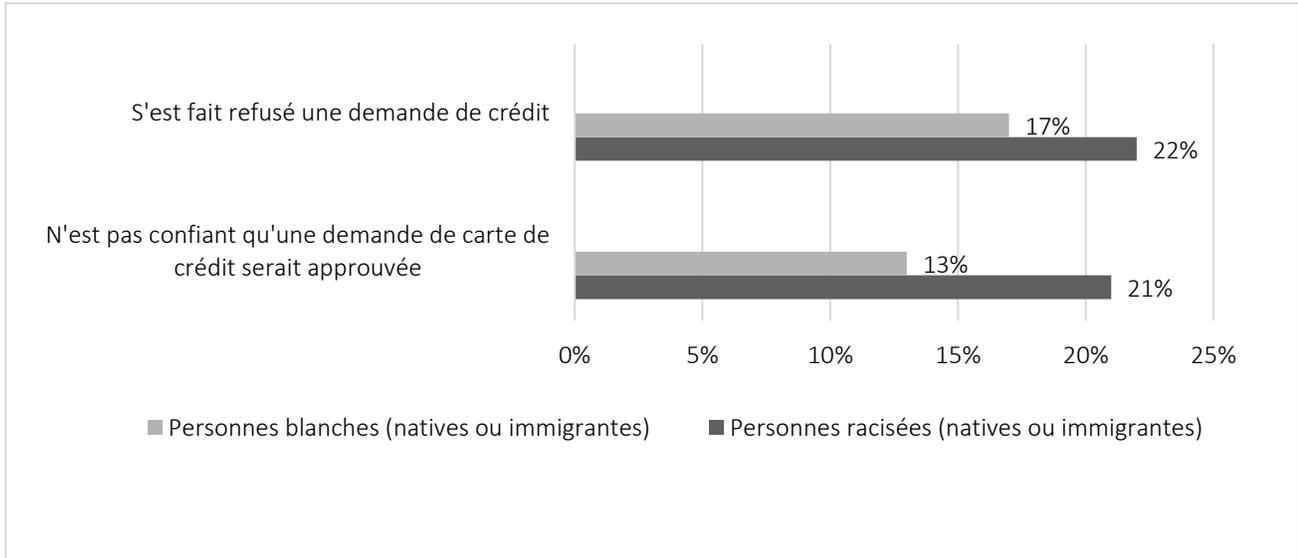
Résultats pondérés issus des données de l’Enquête sur l’endettement des ménages québécois 2022

Tableau E4. Distribution de variables sélectionnées selon le groupe d'âge et la racisation

	18 à 34 ans	35 à 55 ans	Personne racisée	Personne blanche
Âge moyen			39.17	47.84
Proportion de répondants ayant un revenu du ménage de moins de 80 000\$	55%	36%	50%	49%
Proportion de répondants ayant un patrimoine valant moins de 5 000\$	18%	9%	18%	11%
Distribution des répondants au sein des profils-types de motifs d'endettement				
Achat de maison ou de voiture	36%	57%	36%	55%
Études	40%	13%	26%	21%
Soutien des proches et épanouissement des enfants	9%	14%	15%	11%
Perte d'emploi ou problèmes de santé	10%	11%	13%	9%
Amalgame de difficultés économiques	5%	5%	11%	3%
Indice d'inclusion financière	3.07	3.21	3.15	3.22

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Figure E9. Probabilité estimée d’avoir été refusé au crédit et probabilité estimée d’être inconfiant qu’une demande de carte de crédit serait approuvée selon l’identification à une ethnicité racisée¹⁷

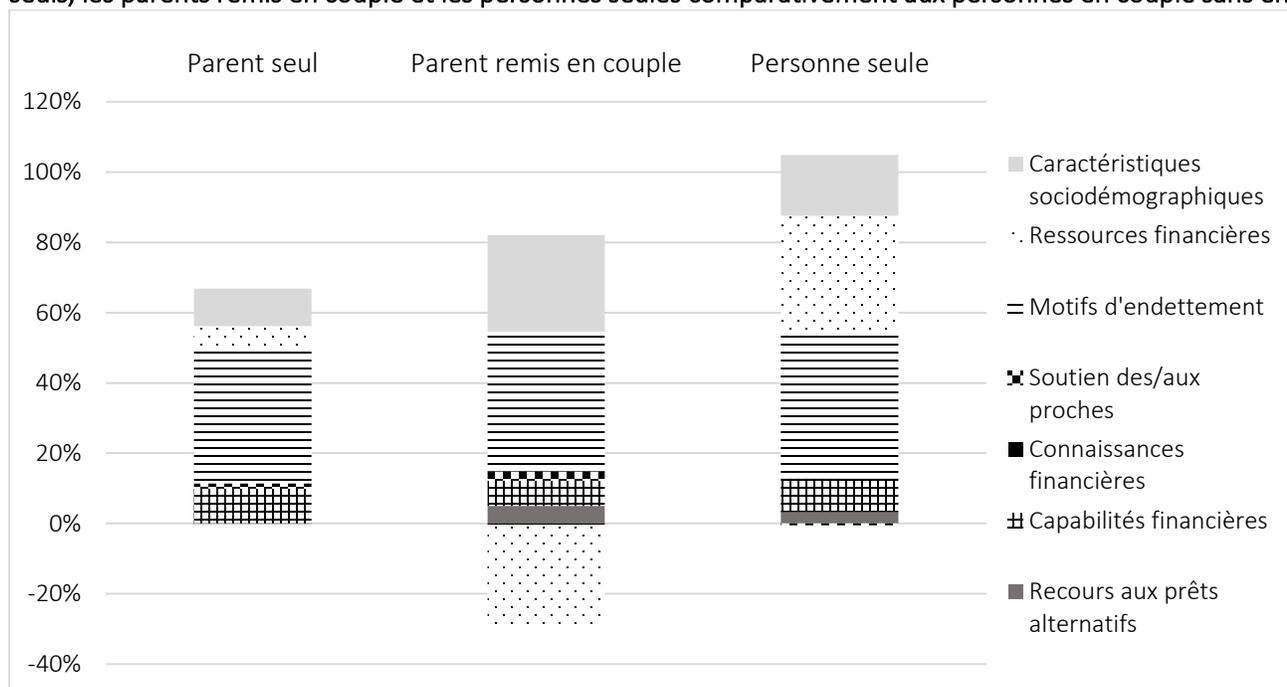


Résultats pondérés issus des données de l’Enquête sur l’endettement des ménages québécois 2022

⁷ Ces résultats sont des probabilités estimées obtenues à la suite de régressions logistiques qui modélisent la chance 1) d’avoir été refusé (ou non) au crédit et 2) d’être confiant (ou non) qu’une demande de carte de crédit serait approuvée selon l’identification à une ethnicité racisée et en contrôlant pour les variables suivantes : le revenu personnel et du ménage, la valeur des actifs et des dettes actuelles, l’âge le statut matrimonial, le statut d’immigration, le genre, le niveau d’éducation, la présence d’enfants dans le ménage. Les probabilités (d’avoir vécu un refus au crédit ou d’être inconfiant en l’approbation d’une demande de carte de crédit) sont estimées à partir des résultats de ces régressions pour les personnes racisées et blanches à la valeur moyenne des variables de contrôle.

La Figure E10 montre la décomposition du risque accru de difficultés de remboursement chez les parents remis en couple, les parents seuls et les personnes seules (comparativement aux personnes en couple). Ces différences sont dues en partie à des caractéristiques socio-démographiques différentes entre les groupes (surtout sur le plan de l'âge comme le montre le tableau E5 ci-bas). Des différences de revenu, d'inclusion financière et de motifs d'endettement entre les groupes participent également à cette différence. Le Tableau E5 ci-bas décrit les différences à ces différents niveaux selon la situation familiale.

Figure E10. Décomposition de la différence de risque de déclarer des difficultés de remboursement (Pourcentage de la différence expliqué par les différences inter-groupes sur différentes variables). Différences entre les parents seuls, les parents remis en couple et les personnes seules comparativement aux personnes en couple sans enfant



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Tableau E5. Distribution de variables sélectionnées selon le type de situation familiale

	Personne seule	Personne en couple	Parent seul	Parent remis en couple	Parent en famille intacte
Âge moyen	46,4	50,6	46	43,9	42,5
Proportion de répondants ayant un revenu du ménage de moins de 80 000\$	77%	47%	66%	32%	22%
Proportion de répondants ayant un patrimoine valant moins de 5 000\$	24%	8%	15%	10%	3%
Distribution des répondants au sein des profils-types de motifs d'endettement					
Achat de maison ou de voiture	38%	59%	41%	55%	63%
Études	34%	23%	14%	11%	12%
Soutien des proches et épanouissement des enfants	8%	9%	24%	18%	16%
Perte d'emploi ou problèmes de santé	16%	7%	11%	10%	7%
Amalgame de difficultés économiques	4%	3%	12%	6%	1%
Indice d'inclusion financière	3.07	3.29	2.89	3.15	3.42

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

Pour évaluer l'effet de l'augmentation du coût de l'année au cours de 2022, nous avons reconduit le questionnaire auprès d'un échantillon de 800 personnes du panel web de Léger en février 2023. Dans le tableau E3 ci-bas, nous montrons la proportion des répondants qui ont des dettes et, parmi les endettés, la proportion ayant des difficultés de remboursement selon l'année. Des différences sont observables, mais elles ne sont pas significatives statistiquement comme le montrent les intervalles de confiance.

Tableau E6. Proportion de répondants endettés et avec des difficultés de remboursement en 2022 et 2023 (EEMQ)

	2022 (Intervalle de confiance 95%)	2023 (Intervalle de confiance 95%)
Proportion de répondants avec des dettes	68,4% (66,7%-70,1%)	63,3% (58,9%-67,4%)
Proportion de répondants endettés qui déclarent rembourser ses dettes parfois difficilement	18,2% (16,5%-20,1%)	24,3% (19,6-29,7%)
Proportion de répondants endettés qui déclarent rembourser ses dettes difficilement, très difficilement ou ne pas y parvenir	8,3% (7,0%-9,7%)	12,5% (9,3%-16,5%)

Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022 et 2023

Au tableau E7, nous montrons les résultats de régressions logistiques qui prédisent le risque d'avoir des dettes et, parmi les endettés, celui d'avoir des difficultés de remboursement selon l'année en contrôlant pour plusieurs autres facteurs socio-démographiques et économiques. On constate qu'en contrôlant pour ces éléments, le risque relatif de déclarer des difficultés de remboursement devient significativement plus élevé en 2023 que 2022.

Tableau E7. Régression logistique prédisant le fait d’avoir des dettes et les difficultés auto-déclarées de remboursement des dettes parmi les personnes endettées selon l’année (EEMQ)¹

	A des dettes		A des difficultés de remboursement (personnes endettées)	
	Rapport de cote	Effet marginal	Rapport de cote	Effet marginal
2023 vs 2022	0.82 [†]	-0.042	2.39***	0.161
N	4 611		3 035	

¹ Les personnes ayant des difficultés sont celles qui ont déclaré que le remboursement de leurs dettes se fait parfois difficilement, difficilement, très difficilement ou est impossible (plutôt que facilement).

Résultats de régression logistique qui contrôlent aussi pour : l’âge, le genre, le niveau d’éducation, la situation familiale, le statut d’immigration, l’identification ethnique le revenu personnel, le revenu du ménage, la valeur des actifs personnels, l’accès au soutien par les proches, le soutien offert aux proches. Les résultats pour ces variables ne sont pas montrés par concision.

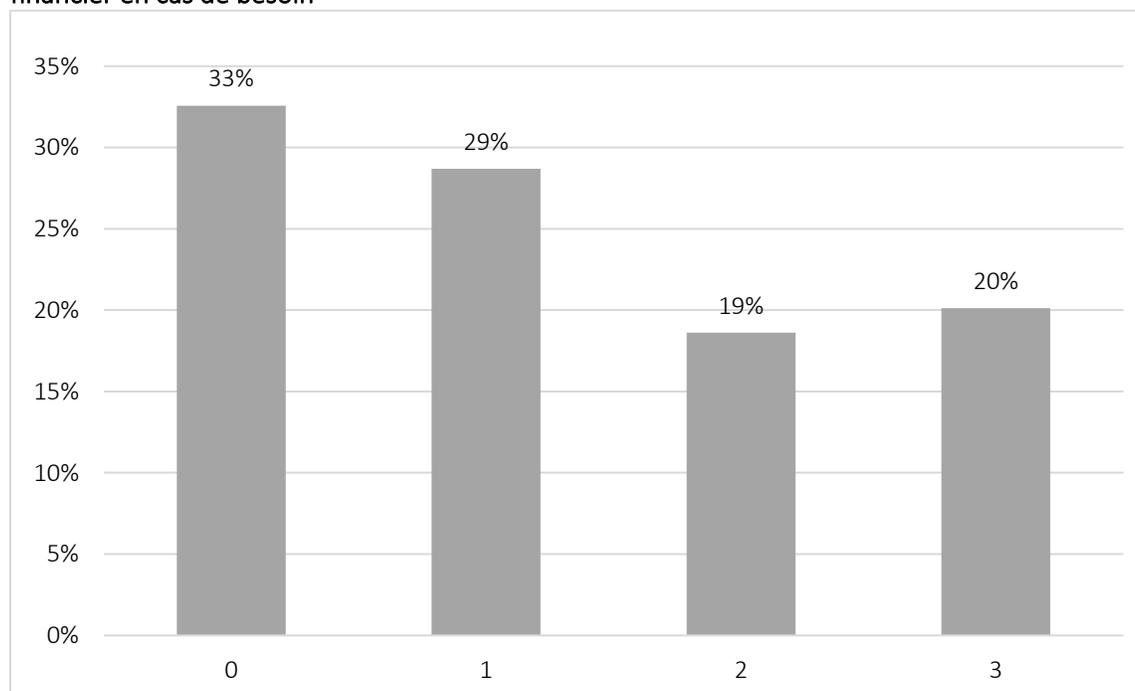
*** : p<0.001 ** p<0.01 * : p<0.05 †: p<0.10

Résultats pondérés issus des données de l’Enquête sur l’endettement des ménages québécois de 2022 et 2023.

ANNEXE F. Qui bénéficie de soutien par les proches?

Nous avons vu que l'accès au soutien des proches en cas de besoin est négativement corrélé au risque de difficulté de remboursement des dettes : ces difficultés sont moins communes chez les répondants qui se sont dits confiants de pouvoir compter sur au moins un proche en cas de besoin. Il est alors pertinent d'explorer la prévalence et la distribution de l'accès à ce soutien dans la population du Québec. D'entrée de jeu, notons que c'est 33% des personnes sondées qui croient ne pouvoir bénéficier de l'aide économique **d'aucun** membre de son entourage, comme le démontre la figure F1 ci-bas. Ensuite, un peu plus du quart des Québécois (29%) pense pouvoir compter sur au moins un membre de son réseau, 19% pensent pouvoir avoir l'appui d'au moins deux, et (20%) pensent pouvoir compter sur trois proches ou plus.

Figure F1. Distribution des répondants selon le nombre de proches de qui ils croient pouvoir obtenir du soutien financier en cas de besoin



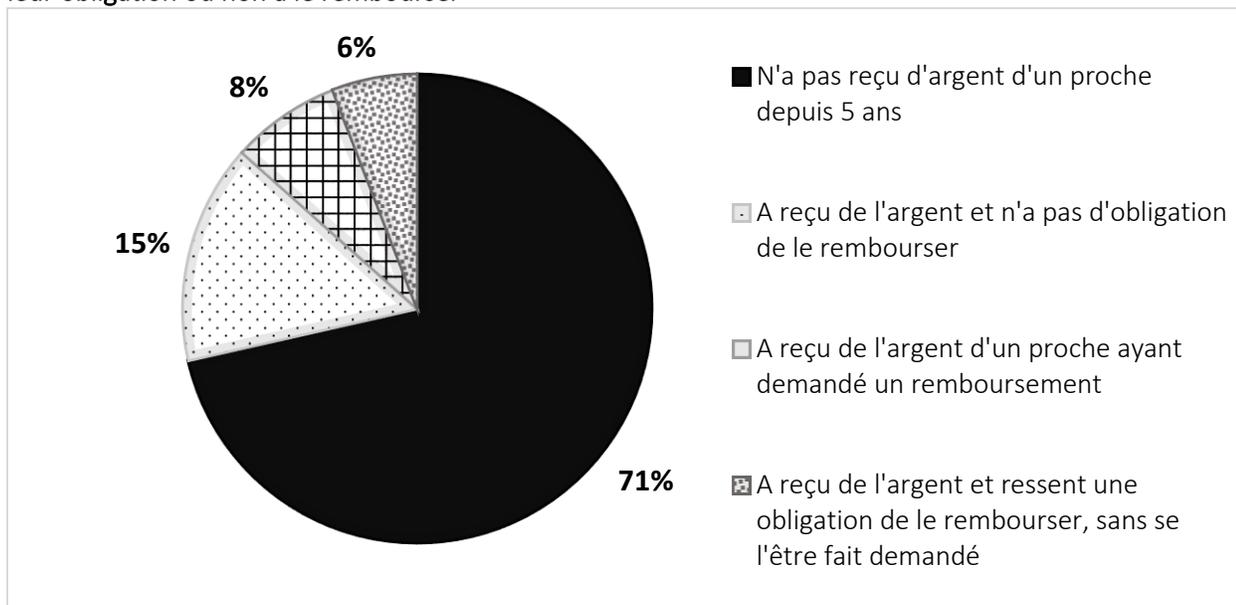
Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois 2022

L'accès au soutien par la famille ou les amis varie peu selon le genre ou les origines ethniques, mais il décline fortement avec l'âge. **Entre 18 et 24 ans, près de 90% des répondants affirment pouvoir compter sur au moins une personne en cas de besoin, alors que cette proportion chute à 57% après 65 ans.** Ceci peut refléter des réseaux sociaux moins étendus en âge plus avancé, mais aussi les normes de soutien familial. Si les parents s'attendent souvent à soutenir leurs enfants, l'inverse est moins fréquent. Également, la disponibilité du soutien par les proches dépend fortement de la capacité financière de ces derniers. Les niveaux de revenus tendent par ailleurs à être similaires au sein des réseaux familiaux. En lien avec ceci, la confiance en la possibilité d'obtenir de l'aide est plus faible parmi les répondants et répondantes à faible revenu que chez les plus fortunés. Sous la barre des 45 000\$ en revenu annuel, 61% des personnes pensent pouvoir compter sur au moins un proche en cas de besoin, contre plus de 80% lorsque les revenus dépassent les 100 000\$.

Si le soutien des proches protège potentiellement du surendettement selon nos résultats, il importe de mentionner qu'il peut lui-même se présenter comme une dette. En effet, dans l'imaginaire québécois, la famille est synonyme de générosité, de partage et d'entraide. Mais l'aide financière aux proches n'est pas toujours un don. Des attentes de remboursement peuvent être explicitement verbalisées. Dans bien des cas également, un sentiment de devoir rembourser habite les receveurs, même si une demande en ce sens n'a pas été clairement formulée. Les données de l'EEMQ illustrent bien ceci. Tel que présenté à la Figure F2, 71 % des répondants à l'enquête ont déclaré n'avoir reçu aucun transfert d'argent ou bien de valeur de leurs proches dans les derniers 5 ans, mais la balance de 29% a déclaré avoir reçu quelque chose. Dans près de la moitié de ces cas, les répondants ou répondantes ont déclaré soit avoir reçu une demande explicite de rembourser les montants, ou encore ressentir une obligation de

rembourser, sans que cela n'ait été demandé formellement. En conséquence, seulement la moitié des personnes ayant reçu de l'argent considère réellement ce transfert comme un don.

Figure F2. Distribution des répondants selon le fait d'avoir reçu ou non de l'argent des proches et (le cas échéant) leur obligation ou non à le rembourser



Résultats pondérés issus des données de l'Enquête sur l'endettement des ménages québécois

Les dettes auprès des proches n'ont évidemment pas les mêmes implications que les dettes formelles. Les défauts de paiement n'affectent pas l'historique de crédit, ils ne mèneront pas non plus aux appels d'agences de recouvrement, aux visites d'huissiers. Mais elles peuvent néanmoins être stressantes. Peiner à rembourser un frère, une mère, un enfant peut être émotivement chargé, surtout si ces personnes sont elles-mêmes dans le besoin. Les défauts de paiement peuvent aussi nuire à la qualité de ces précieuses relations, voire les détruire. Ainsi, si nos résultats enjoignent à tenir compte de la disponibilité du réseau social dans l'analyse des risques d'endettement, ils nous invitent aussi à considérer la signification que prendra l'aide reçue pour les intéressés.

ANNEXE G. Questionnaire de l'Enquête québécoise sur l'endettement des ménages

Ci-bas sont détaillées les questions de l'Enquête québécoise sur l'endettement des ménages.

Informations socio-démographiques

LANGU : langue apprise en premier lieu durant l'enfance et toujours comprise.

Question : Quelle est la LANGUE que vous avez apprise en premier lieu à la maison dans votre enfance et que vous comprenez toujours?

Réponses :

- 1 – Français
- 2 – Anglais
- 3 – Autre
- 4 – Français et autre
- 5 – Anglais et autre
- 6 – Autre et autre
- 7 – Français et anglais
- 9 – Refus

QOQC : région habitée.

Question : Dans quelle région du Québec demeurez-vous?

Réponses :

- 1 – Bas-Saint-Laurent
- 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean
- 3 – Capitale-Nationale
- 4 – Mauricie
- 5 – Estrie
- 6 – Montréal

- 7 – Outaouais
- 8 – Abitibi-Témiscamingue
- 9 – Côte-Nord
- 10 – Nord-du-Québec
- 11 – Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
- 12 – Chaudière-Appalaches
- 13 – Laval
- 14 – Lanaudière
- 15 – Laurentides
- 16 – Montérégie
- 17 – Centre-du-Québec

sexe : sexe.

Réponses :

- 1 – Masculin
- 2 – Féminin
- 96 – Autre, spécifiez

AGENUM : âge.

Question : Quel âge avez-vous?

age2 : sert à identifier une cohorte.

Condition : (AGENUM == 20) or (AGENUM == 21) or (AGENUM == 22)

Question : Votre date d'anniversaire se situe-t-elle entre...?

Réponses :

- 1 – Le 1er octobre 1999 et le 30 septembre 2000
- 2 – Le 1er octobre 2000 et le 30 septembre 2001

3 – Non

9 – Refus

REV1r1 : revenu personnel avant impôt des 12 derniers mois.

Question : Approximativement, quel était votre revenu PERSONNEL avant impôt au cours des 12 derniers mois?

REV11 : revenu personnel avant impôt des 12 derniers mois groupé.

Condition : n'a pas répondu à la question REV1r1.

Question : Mais parmi les catégories suivantes, pouvez-vous préciser quel était votre revenu PERSONNEL avant impôt au cours des 12 derniers mois?

Réponses :

1 – 45 000 \$ ou moins

2 – Plus de 45 000 \$, mais moins de 100 000 \$

3 – Ou 100 000 \$ et plus

98 – Je ne sais pas / incertain

99 – Refus

REV_FAIBLE : catégorisation binaire à partir du revenu.

Réponses :

1 – 45 000 \$ ou moins

2 – Plus de 45 000 \$

REV2r1 : revenu du ménage avant impôt des 12 derniers mois.

Question : Approximativement, en considérant votre revenu et celui de toutes les personnes avec qui vous vivez, quel était le revenu annuel de votre ménage avant impôt au cours des 12 derniers mois?

REV22 : revenu du ménage avant impôt des 12 derniers mois groupé.

Condition : n'a pas répondu à REV2r1.

Question : Mais parmi les catégories suivantes, pouvez-vous préciser quel était le revenu annuel de votre ménage avant impôt au cours des 12 derniers mois?

Réponses :

1 – 80 000 \$ ou moins

2 – Plus de 80 000 \$, mais moins de 250 000 \$

3 – Ou 250 000 \$ et plus

98 – Je ne sais pas / incertain

99 – Refus

Q14 : statut conjugal.

Question : Quel est votre statut conjugal? Êtes-vous actuellement...

Réponses :

1 – Marié(e)

2 – En couple non marié(e)

3 – Veuf ou veuve

4 – Séparé(e) ou divorcé(e)

5 – Célibataire

99 – Refus

Q18 : au moins un de ses enfants vit avec lui ou elle actuellement.

Question : Est-ce qu'un ou plusieurs de vos enfants (biologiques ou adoptés) vivent avec vous actuellement?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

97 – Je n'ai pas eu d'enfant

99 – Refus

Q26a : vit avec l'autre parent d'au moins un de ses enfants.

Condition : (Q18.r1) and (Q14.r1 or Q14.r2)

Question : Vivez-vous actuellement avec l'autre parent d'un ou plusieurs de vos enfants?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

Q19a : a au moins un enfant en garde partagée avec un autre parent qui ne vit pas avec lui ou elle.

Condition : (Q18.r1)

Question : Certains de vos enfants sont-ils en garde partagée avec un autre parent qui ne vit pas avec vous?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

Q19b : a la garde exclusive d'au moins un enfant dont l'autre parent ne vit pas à la maison.

Condition : (Q18.r1)

Question : Avez-vous la garde exclusive d'un ou plusieurs de vos enfants, l'autre parent ne vivant pas avec vous?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

Q17 : a des beaux-enfants à la maison.

Condition : (Q14.r1 or Q14.r2)

Question : Avez-vous des beaux-enfants à la maison (des enfants de votre conjoint ou conjointe)?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

97 – Je n'ai pas de beaux-enfants

99 – Refus

Q33 : moment d'arrivée au Canada.

Question : Depuis combien de temps habitez-vous au Canada?

Réponses :

1 – Depuis ma naissance (toujours)

2 – Depuis 4 ans ou moins

3 – Entre 5 et 9 ans

4 – 10 ans ou plus

99 – Refus

Q34 : s'identifie comme membre d'un peuple autochtone.

Question : Vous identifiez-vous comme membre d'un peuple autochtone?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

Q35 : origines ethniques. Il s'agit d'une question à choix multiples représentés par plusieurs variables.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques?

Q35r1 : blanc.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Caucasien (Blanc)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r2 : premières nations / métis / inuk.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Première Nations / Métis / Inuk (Inuit)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r3 : latino-américain.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Latino-américain (Mexicain, Chilien, Costaricain, etc.)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r4 : arabe.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Arabe (Moyen-Orient, Maghreb)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r5 : noir.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Noir (Africain, Afro-Américain, etc.)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r6 : sud-asiatique.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Sud-Asiatique (Indien, Bangladais, Pakistanais, Sri-Lankais, etc.)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r7 : asiatique du Sud-Est.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Asiatique du Sud-Est (Vietnamien, Cambodgien, Malaisien, etc.)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r8 : asiatique de l'Ouest.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Asiatique de l'Ouest (Iranien, Afghan, etc.)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r9 : chinois.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Chinois

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r10 : philippin.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Philippin.

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r11 : coréen.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Coréen.

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r12 : japonais.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Japonais

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r96 : autre.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Autre.

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q35r99 : refus.

Question : Quelles sont vos (ou votre) origines ethniques? Refus

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q36 : dernier niveau de scolarité terminé.

Question : À quel niveau se situe la dernière année de SCOLARITÉ que vous avez terminée?

Choix :

1 – Primaire

2 – Secondaire (formation générale ou professionnelle)

3 – Collégial (formation préuniversitaire, formation technique, certificats, attestations ou diplômes de perfectionnement)

4 – Universitaire certificats ou diplômes

5 – Universitaire 1er cycle Baccalauréat

6 – Universitaire 2e cycle Maîtrise

7 – Universitaire 3e cycle Doctorat

99 – Refus

Q37 : plus haut niveau d'éducation de la mère. Ne s'adresse qu'à une cohorte en particulier.

Condition : (age2.r1 or age2.r2)

Question : Quel est le plus haut niveau d'éducation que votre mère a atteint (ou celui de la personne avec laquelle vous avez vécu le plus longtemps enfant)?

Choix :

1 – Primaire

2 – Secondaire (formation générale ou professionnelle)

3 – Collégial (formation préuniversitaire, formation technique, certificats, attestations ou diplômes de perfectionnement)

4 – Universitaire certificats ou diplômes

5 – Universitaire 1er cycle Baccalauréat

6 – Universitaire 2e cycle Maîtrise

7 – Universitaire 3e cycle Doctorat

99 – Refus

Q38 : a suivi le cours d'éducation financière au secondaire. Ne s'adresse qu'à une certaine cohorte.

Condition : (age2.r1 or age2.r2)

Question : Avez-vous suivi le cours d'éducation financière offert dans certaines écoles en cinquième (5e) secondaire?

Choix :

1 – Oui

2 – Non

98 – Je ne sais pas / incertain

99 – Refus

Q39 : école où a étudié en secondaire 5. Ne s'adresse qu'à une cohorte en particulier.

Condition : (age2.r1 or age2.r2)

Question : Quel est le nom de l'école où vous avez étudié en cinquième (5e) secondaire?

Connaissances financières et expériences avec les institutions financières (de crédit)

Q1 : a fait affaire avec quel(s) type(s) d'institution(s) pour obtenir du crédit dans les 24 derniers mois. Question à choix multiples représentée par plusieurs variables.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec...

Q1r1 : des banques ou caisses populaires.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Des banques ou caisses populaires (ex. : Desjardins, Banque Nationale, etc.)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r2 : des concessionnaires ou boutiques.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Des concessionnaires ou boutiques (ex. : Carte de crédit de magasin, achats par paiement mensuels, etc.)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r3 : des prêteurs non-bancaires en ligne.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Des prêteurs non-bancaires en ligne (ex. : EasyFinancière, Fairstone, etc.)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r4 : autre.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Autre (prêteurs sur gages, prêteurs sur salaires, etc.)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r5 : des services de prêt sur salaire.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Des services de prêt sur salaire

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r95 : ne s'applique pas.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Ne s'applique pas

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r96 : autre.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Autre (prêteurs sur gages, prêteurs sur salaires, etc.)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r97 : aucun.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Aucun

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q1r99 : refus.

Question : Au cours des 24 derniers mois, avec quels types d'institutions avez-vous fait affaire pour du crédit, que ce soit pour vos hypothèques, vos cartes de crédit, prêt auto, achats de meubles par paiements mensuels, etc.? Avez-vous fait affaire avec... Refus

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q2 : expérience avec les institutions financières fréquentées.

Condition : (Q1r1 or Q1r2 or Q1r3 or Q1r4 or Q1r5 or Q1r96)

Question : Maintenant, veuillez préciser si vous êtes d'accord, en désaccord ou ni l'un ni l'autre avec les énoncés suivants. Lors de mes interactions avec les institutions financières que je fréquente...

Q2r1 : se sent respecté.e.

Condition : (Q1r1 or Q1r2 or Q1r3 or Q1r4 or Q1r5 or Q1r96)

Question : Lors de mes interactions avec les institutions financières que je fréquente ... Je me sens respecté(e).

Réponses :

1 – D'accord

2 – Ni d'accord ni en désaccord

3 – Pas d'accord

4 – Ne sait pas

Q2r2 : facilité à comprendre et utiliser les produits et services offerts.

Condition : (Q1r1 or Q1r2 or Q1r3 or Q1r4 or Q1r5 or Q1r96)

Question : Lors de mes interactions avec les institutions financières que je fréquente ... Il est facile pour moi de comprendre et d'utiliser les produits et services qui me sont offerts.

Réponses :

1 – D'accord

2 – Ni d'accord ni en désaccord

3 – Pas d'accord

4 – Ne sait pas

Q2r3 : se sent à l'aise de poser des questions sur les produits et services.

Condition : (Q1r1 or Q1r2 or Q1r3 or Q1r4 or Q1r5 or Q1r96)

Question : Lors de mes interactions avec les institutions financières que je fréquente ... Je me sens à l'aise de poser des questions sur les produits offerts.

Réponses :

1 – D'accord

2 – Ni d'accord ni en désaccord

3 – Pas d'accord

4 – Ne sait pas

Q2r4 : les produits offerts répondent aux besoins et au budget.

Condition : (Q1r1 or Q1r2 or Q1r3 or Q1r4 or Q1r5 or Q1r96)

Question : Lors de mes interactions avec les institutions financières que je fréquente ... Les produits financiers qui me sont offerts répondent à mes besoins et mon budget.

Réponses :

1 – D'accord

2 – Ni d'accord ni en désaccord

3 – Pas d'accord

4 – Ne sait pas

Q3 : s'est déjà fait refusée une demande de crédit.

Question : Est-ce qu'on vous a déjà refusé une demande de crédit?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non – je n'ai jamais fait de demande

3 – Non – je n'ai jamais eu de demande refusée

99 – Refus

Q4 : est confiant.e qu'il ou elle serait approuvé.e pour une demande de crédit.

Question : Si vous aviez à demander une carte de crédit aujourd'hui, êtes-vous confiant(e) que votre demande serait approuvée?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

98 – Ne sait pas

99 – Refus

Q5 : question de connaissance sur ce qui influence le montant d'intérêt à payer sur un prêt.

Question : Selon vous, qu'est-ce qui peut affecter le montant d'intérêts total payé sur un prêt ?

Réponses :

1 – La cote de crédit de l'emprunteur

2 – La valeur du prêt

3 – La période de temps pris pour rembourser le prêt

4 – Toutes ces réponses

98 – Ne sait pas

99 – Refus

Q5_1 : question de connaissance sur le montant à rembourser sur une carte de crédit. S'adresse uniquement à une cohorte spécifique.

Condition : (age2.r1 or age2.r2)

Question : Supposons que vous devez 100 \$ sur votre carte de crédit et que le taux d'intérêt facturé est de 20 % par année, composé annuellement. Si vous ne remboursez rien, combien devrez-vous au bout de 5 ans? Est-ce...?

Réponses :

1 – Moins de 200 \$

2 – Exactement 200 \$

3 – Plus de 200 \$

98 – Ne sait pas

99 – Refus

Q5_2 : question de connaissance sur la définition de « rapport de solvabilité ». S'adresse uniquement à une cohorte spécifique.

Condition : (age2.r1 or age2.r2)

Question : Selon vous, qu'est-ce qu'un rapport de solvabilité? Est-ce...

Réponses :

1 – Une liste de vos avoirs et dettes

2 – Un relevé mensuel de votre carte de crédit

3 – Une historique des prêts et des remboursements

4 – Une ligne de crédit dans une institution financière

98 – Ne sait pas

99 – Refus

Q6 : autoévaluation de ses connaissances en matière de crédit à la consommation. Ne s'adresse qu'à une cohorte spécifique.

Condition : (age2.r1 or age2.r2)

Question : De manière générale, comment évaluez-vous vos connaissances en matière de crédit à la consommation sur une échelle de 1 à 5, où 1 signifie « très mauvaises » et 5 « très bonnes »?

Réponses :

1 – 1 – Très mauvaises

2 – 2

3 – 3

4 – 4

5 – 5 – Très bonnes

99 – Ne sait pas ou refus

Dettes et d'actifs

Q7 : type(s) de dette(s) possédée(s). Question à choix multiples représentée par plusieurs variables.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous?

Q7r1 : une hypothèque.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Une hypothèque

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r2 : une hypothèque inversée.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Une hypothèque inversée

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r3 : un prêt pour automobile.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Un prêt pour automobile

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r4 : un prêt étudiant.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Un prêt étudiant

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r5 : un solde impayé sur une carte de crédit

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Un solde impayé sur une carte de crédit

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r6 : un solde impayé sur une marge de crédit.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Un solde impayé sur une marge de crédit

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r7 : un solde impayé sur des factures courantes.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Un solde impayé sur vos factures courantes (électricité, chauffage, téléphone, taxe, etc.)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r96 : Tout autre dette ou obligation.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Tout autre dette ou obligation (ex : prêt en ligne, prêt sur gage, prêt sur salaire, etc.)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r97 : aucune dette.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Aucune dette

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q7r99 : refus.

Question : Parmi les choix suivants : quels types de dettes possédez-vous? Refus

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q8 : valeur des dettes personnelles.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Selon votre estimation, quelle est la valeur totale de vos dettes? Pour celles qui sont conjointes avec quelqu'un d'autre, ne considérez que la partie qui vous revient (par exemple la moitié d'une hypothèque conjointe).

Q8_1 : valeur des dettes personnelles groupée.

Condition : a répondu « ne sait pas » à la question Q8.

Question : Approximativement, diriez-vous que la valeur de vos dettes se situe à...?

Réponses :

1 – Moins de 5 000 \$

2 – Entre 5 000 \$ à 99 999 \$

3 – Entre 100 000 \$ et 499 999 \$

4 – 500 000 \$ et plus

99 – Ne sait pas ou refus

Q9 : origine(s) des dettes. Questions à choix multiples représentée par plusieurs variables.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles :

Q9r1 : de l'achat d'une maison, d'une propriété, ou d'un véhicule.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : De l'achat d'une maison, d'une propriété, ou d'un véhicule?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r2 : des études.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : Des études?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r3 : de la perte d'un emploi.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : De la perte d'un emploi?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r4 : d'un manque de connaissances sur les coûts de l'endettement.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : D'un manque de connaissances sur les coûts de l'endettement?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r5 : de problèmes de santé.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : De problèmes de santé?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r6 : d'achats impulsifs.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : D'achats impulsifs?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r7 : d'une séparation ou du décès d'un conjoint.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : D'une séparation ou du décès d'un conjoint?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r8 : d'un manque de liquidité pour couvrir les dépenses courantes.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : D'un manque de liquidité pour couvrir vos dépenses courantes?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r9 : d'efforts pour assurer l'épanouissement général des enfants et leur niveau de vie adéquat.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : D'efforts pour assurer l'épanouissement général de vos enfants et leur niveau de vie adéquat?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r10 : de soutien offert à un proche.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : De soutien offert à un proche?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r11 : de dépenses imprévues.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : De dépenses imprévues?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r12 : d'un déménagement.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : D'un déménagement?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9r13 : de l'immigration.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Les dettes peuvent s'accumuler en raison d'une multitude de contraintes et d'aléas de la vie. Parmi les choix suivants, lesquels décrivent le mieux les événements ou les facteurs qui vous ont conduit à contracter vos dettes actuelles? Vos dettes proviennent-elles : De l'immigration?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q9_1r1 : autre(s) facteur(s) spécifié(s) par le répondant.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : D'autres facteurs ont-ils contribué à vos dettes ? Si oui, pouvez-vous les décrire brièvement ?

Q10 : autoévaluation de l'aisance à repayer ses dettes.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : En ce qui concerne le remboursement de vos dettes, lequel des énoncés suivants décrit le mieux la manière dont vous vous en tirez ces temps-ci?

Réponses :

1 – Le remboursement se fait SANS PROBLÈME

2 – Le remboursement se fait PARFOIS DIFFICILEMENT

3 – Le remboursement se fait DIFFICILEMENT

4 – Le remboursement se fait TRÈS DIFFICILEMENT

5 – Je NE PARVIENS PAS à rembourser mes dettes, il m'arrive de sauter des paiements

99 – Refus

Q11 : autoévaluation du niveau de stress engendré par ses dettes.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r5 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96)

Question : Comment évaluez-vous le niveau de stress engendré par vos dettes sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « aucun stress » et 10 « stress extrêmement élevé »?

Réponses :

1 – 1 – Aucun stress

2 – 2

3 – 3

4 – 4

5 – 5

6 – 6

7 – 7

8 – 8

9 – 9

10 – 10- Stress extrêmement élevé

99 – Ne sait pas ou refus

Q12 : a demandé un arrangement pour reporter des paiements.

Condition : (Q7r1 or Q7r2 or Q7r5 or Q7r3 or Q7r4 or Q7r6 or Q7r7 or Q7r8 or Q7r96) and (Q10.r2 or Q10.r3 or Q10.r4 or Q10.r5 or Q10.r99)

Question : Au cours des 24 derniers mois, avez-vous demandé un arrangement pour reporter vos paiements avec un créancier?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

Q13 : arrangement a été accordé.

Condition : (Q12.r1)

Question : Cet arrangement vous a-t-il été accordé?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

Q40 : actifs possédés. Question à choix multiples représentée par plusieurs variables.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ?

Q40r1 : domicile.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ? Le domicile dans lequel vous vivez (propriétaire)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q40r2 : tout autre bien immobilier.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ? Tout autre bien immobilier

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q40r3 : avoir financier.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ? Au moins un des types d'avoir financier suivants : régime d'épargne (p. ex. REER, CELI), compte épargne, fonds mutuels, tout autre type de titre financier

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q40r4 : une entreprise personnelle.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ? Une entreprise personnelle exclusivement ou partiellement détenue

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q40r5 : tout autre actif.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ? Tout autre actif (voiture, œuvres d'arts, etc.)

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q40r97 : aucun.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ? Aucune de ces actifs

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q40r99 : refus.

Question : Parmi les actifs suivants, veuillez indiquer ceux que vous possédez ? Refus

Choix :

0 – Non

1 – Oui

Q41 : valeur des actifs.

Condition : (Q40.r1 or Q40.r2 or Q40.r3 or Q40.r4 or Q40.r5)

Question : Selon votre estimation, quelle est la valeur totale actuelle approximative de vos actifs? Pour ceux possédés conjointement, ne considérez que la valeur de la partie qui vous revient.

Q41_1 : valeur des actifs groupée. S'adresse à ceux qui n'ont pas répondu à Q41.

Condition : (Q41.r98 or Q41.r99)

Question : Approximativement, diriez-vous que la valeur de vos actifs se situe à...?

Choix :

1 – Moins de 5 000 \$

2 – Entre 5 000 \$ et 99 999 \$

3 – Entre 100 000 \$ et 499 999 \$

4 – 500 000 \$ et plus

98 – Je ne sais pas / incertain

99 – Refus

Solidarités familiales

Q25 : a reçu de l'aide financière de ses proches.

Question : Au cours des cinq dernières années, avez-vous reçu de l'argent, des actifs, biens de valeur, ou tout autre aide de nature financière de membres votre famille ou de vos amis (que ce soit ou non en cadeau), par exemple de votre conjoint(e), vos parents, etc.?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

Q15 : qui a offert ce soutien financier. Question à choix multiples représentée sous forme de plusieurs variables.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier?

Q15r1 : conjoint(e).

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Conjoint(e)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r2 : parents.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Parents (mère et/ou père)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r3 : beaux-parents.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Beaux-parents

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r4 : grands-parents.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Grands-parents

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r5 : enfants.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Enfants.

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r6 : frères ou sœurs.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Frères et/ou sœurs

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r7 : demi-frères ou demi-sœurs.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Demi-frère et/ou demi-sœurs

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r8 : amis.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Amis

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q15r96 : autres.

Condition : (Q25.r1)

Question : De qui avez-vous reçu ce soutien financier? Autres, spécifier :

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q26 : a été demandé de rembourser/compenser l'aide reçue.

Condition : (Q25.r1)

Question : Vous a-t-on demandé de rembourser ou de compenser l'aide reçue?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – En partie

99 – Refus

Q27 : ressent une obligation de rembourser/compenser l'aide reçue.

Condition : (Q26.r2)

Question : Ressentez-vous une obligation de rembourser ou de compenser pour l'aide reçue?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – En partie

99 – Refus

Q24 : question hypothétique cherchant à savoir sur qui le répondant pense qu'il pourrait compter pour obtenir de l'aide financière s'il en avait besoin. Doit répondre pour chaque personne mentionnée.

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez?

Q24r1 : conjoint(e).

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez? Conjoint(e)

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q24r2 : parents.

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez? Parents (mère et/ou père)

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q24r3 : enfants.

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez? Enfants

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q24r4 : frères ou sœurs.

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez? Frères et/ou sœurs

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q24r5 : demi-frères, demi-sœurs, beaux-parents, ou beaux-enfants.

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez? Demi-frères, demi-sœurs, beaux-parents, ou beaux-enfants

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q24r6 : autres membres de la famille.

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez? Autres membres de votre famille (oncle, tante, cousin(e), grand-parent)

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q24r7 : amis.

Question : En cas de difficulté financière hors de votre contrôle, croyez-vous que les membres suivants de votre famille ou de votre réseau de proches seraient prêts à vous offrir une aide financière si vous le demandiez? Amis

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q28 : question hypothétique cherchant à savoir à qui le répondant serait prêt à offrir de l'aide financière dans son entourage. Doit répondre pour chaque personne mentionnée.

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle?

Q28r1 : conjoint(e).

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle? Conjoint(e)

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q28r2 : parents.

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle? Parents (mère et/ou père)

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q28r3 : enfants.

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle? Enfants

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q28r4 : frères ou sœurs.

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle? Frères et/ou sœurs

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q28r5 : demi-frères, demi-sœurs, beaux-parents, ou beaux-enfants.

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle? Demi-frères, demi-sœurs, beaux-parents, ou beaux-enfants

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q28r6 : autres membres de la famille.

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle? Autres membres de votre famille (oncle, tante, cousin(e), grand-parent)

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q28r7 : amis.

Question : Et de votre côté, seriez-vous prêt(e) à offrir une aide financière aux personnes suivantes en cas de difficulté financière hors de leur contrôle? Amis

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Peut-être

8 – Ne s'applique pas

99 – Refus

Q29 : a prêté du soutien financier à un membre de sa famille ou de ses amis.

Question : Au cours des cinq (5) dernières années, avez-vous donné ou prêté de l'argent, des actifs, biens de valeur, ou offert tout autre aide de nature financière à des membres votre famille ou à vos amis, par exemple à votre conjoint(e), vos enfants, etc.?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – Refus

Q21 : à qui ce soutien a été fait. Question à choix multiples représentée par plusieurs variables.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier?

Q21r1 : conjoint(e).

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Conjoint(e)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r2 : parents.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Parents (mère et/ou père)

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r3 : enfants.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Enfants

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r4 : frères ou sœurs.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Frères et/ou sœurs

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r5 : demi-frères, demi-sœurs.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Demi-frères et/ou demi-sœurs

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r6 : beaux-parents.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Beaux-parents

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r8 : grands-parents.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Grands-parents

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r9 : amis.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Amis

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q21r96 : autres.

Condition : (Q29.r1)

Question : À qui avez-vous offert ce soutien financier? Autres, spécifier :

Réponses :

0 – Non

1 – Oui

Q30 : estime que l'aide financière qu'il ou elle a octroyée devrait être remboursée/compensée.

Condition : (Q29.r1)

Question : Estimez-vous que ces transferts d'argent devraient vous être remboursés ou compensés?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

3 – En partie

99 – Refus

Q31 : a demandé que l'aide financière qu'il ou elle a octroyée soit remboursée/compensée.

Condition : (Q30.r1 or Q30.r3)

Question : Avez-vous demandé qu'ils le soient?

1 – Oui

2 – Non

3 – En partie

99 – Refus

Q32 : a déjà hébergé ou héberge présentement un enfant adulte qui avait quitté le domicile familial ou d'autres membres adultes du réseau de proches.

Question : Avez-vous hébergé, ou hébergez-vous présentement, de vos enfants adultes qui avaient déjà quitté le domicile familial dans le passé ou d'autres membres adultes de votre réseau de proches (sœur, frère, mère, père, ami(e), etc.)?

Réponses :

1 – Oui

2 – Non

99 – Refus

ANNEXE H. Bibliographie complète

- Angel, S., & Heitzmann, K. (2015). Over-indebtedness in Europe : The relevance of country-level variables for the over-indebtedness of private households. *Journal of European Social Policy*, 25(3), 331-351.
- Banque du Canada. (2023). *Policy interest rate*. <https://www.bankofcanada.ca/core-functions/monetary-policy/key-interest-rate/>, consulté 10 juin 2023.
- Betti, G., Dourmashkin, N., Rossi, M., & Yin, Y. P. (2007). Consumer over-indebtedness in the EU: measurement and characteristics. *Journal of Economic Studies*, 34(2), 136-156.
- Buckland, J. (2012). *Hard Choices : Financial Exclusion, Fringe Banks and Poverty in Urban Canada*. University of Toronto Press.
- Campbell, C., & Pugliese, M. (2022). Credit Cards and the Receipt of Financial Assistance from Friends and Family. *Journal of Family and Economic Issues*, 43(1), 153-168. <https://doi.org/10.1007/s10834-021-09751-x>
- Cesar Leandro, J., & Botelho, D. (2022). Consumer over-indebtedness : A review and future research agenda. *Journal of Business Research*, 145, 535-551. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2022.03.023>
- Charron-Chénier, R., & Seamster, L. (2021). Racialized debts : Racial exclusion from credit tools and information networks. *Critical Sociology*, 47(6), 977-992.
- Chavent, M., Kuentz, V., Liquet, B., & Saracco, J. (2011a). Classification de variables : Le package clustofvar. *43èmes Journées de Statistique (SFdS)*, 6 p.
- Chavent, M., Kuentz, V., Liquet, B., & Saracco, L. (2011b). ClustOfVar : An R package for the clustering of variables. *arXiv preprint arXiv:1112.0295*.
- d'Alessio, G., & Iezzi, S. (2013). Household over-indebtedness : Definition and measurement with Italian data. *Bank of Italy Occasional Paper*.
- Davydoff, D., Naacke, G., Dessart, E., Jentzsch, N., Figueira, F., Rothemund, M., Mueller, W., Kempson, E., Atkinson, A., & Finney, A. (2008). *Toward a Common Operational European Definition of Over-Indebtedness*. European Commission. <https://gloukoviezoff.files.wordpress.com/2009/01/etude-complete.pdf>
- Duhaime, G. (2003). *La vie à crédit : Consommation et crise*. Presses Université Laval.
- Dwyer, R. E. (2018). Credit, Debt, and Inequality. *Annual Review of Sociology*, 44, 237-261. <http://dx.doi.org/10.1146/annurev-soc-060116-053420>
- Eid, P. (2022). Les effets croisés du statut d'immigrant, de la « race » et du genre sur le marché du travail. In M. Paquet (Éd.), *Nouvelles dynamiques de l'immigration au Québec* (Les Presses de l'Université de Montréal). Les Presses de l'Université de Montréal.
- European Commission. (2008). *TOWARDS A COMMON OPERATIONAL EUROPEAN DEFINITION OF OVER-INDEBTEDNESS* (p. 133). European Commission, Directorate-General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities.
- French, D., & McKillop, D. (2016). Financial literacy and over-indebtedness in low-income households. *International Review of Financial Analysis*, 48, 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.irfa.2016.08.004>
- Gathergood, J. (2012). Self-control, financial literacy and consumer over-indebtedness. *Journal of economic psychology*, 33(3), 590-602.
- Gleixner, M. (2020). Consumer credit in Canada : A regulatory patchwork. *Dalhousie LJ*, 43, 697-765.

- Gutiérrez-Nieto, B., Serrano-Cinca, C., & Cuesta-González, M. de la. (2017). A multivariate study of over-indebtedness' causes and consequences. *International Journal of Consumer Studies*, 41(2), 188-198. <https://doi.org/10.1111/ijcs.12324>
- Haddow, R. (2014). Power Resources and the Canadian Welfare State : Unions, Partisanship and Interprovincial Differences in Inequality and Poverty Reduction. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 47(4), 717-739. <https://doi.org/10.1017/S0008423914001036>
- Henchoz, C., & Coste, T. (2017). Endettement problématique des jeunes et solidarité familiale. *Recherches familiales*, 14(1), 37-48. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/rf.014.0037>
- Henchoz, C., Coste, T., & Plomb, F. (2021). *Endettement et surendettement en Suisse : Regards croisés: Verschuldung und überschuldung in der Schweiz: Interdisziplinäre Blickwinkel*. Editions L'Harmattan.
- Hiilamo, H. (2021). The Legacy of Economic Recession in Terms of Over-Indebtedness : A Framework and Review of the Evidence. *Social Policy and Society*, 20(1), 111-124. <https://doi.org/10.1017/S1474746420000354>
- Himmelstein, D. U., Thorne, D., Warren, E., & Woolhandler, S. (2009). Medical bankruptcy in the United States, 2007 : Results of a national study. *The American journal of medicine*, 122(8), 741-746.
- Karlson, K. B., & Holm, A. (2011). Decomposing primary and secondary effects : A new decomposition method. *Research in Social Stratification and mobility*, 29(2), 221-237.
- Keese, M. (2009). Triggers and determinants of severe household indebtedness in Germany. *Ruhr Economic Papers*.
- Lachance, M. J., Beaudoin, P., & Robitaille, J. (2006). Quebec young adults' use of and knowledge of credit. *International Journal of Consumer Studies*, 30(4), 347-359.
- Lazarus, J. (2016). Gouverner les conduites économiques par l'éducation financière. L'ascension de la financial literacy. Dans S. Dubuisson-Quellier (dir.) *Gouverner les conduites*, 93-126.
- Lazarus, J., & Morival, Y. (2016). *Redéfinir les frontières du surendettement : Quel problème pour quel public ?* <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01459820>
- Leyshon, A., & Thrift, N. (1996). Financial exclusion and the shifting boundaries of the financial system. In *Environment and Planning A*, 28(7), 1150-1156.
- Lizotte, M. (2017). *S'enrichir selon ses moyens : Les effets de l'endettement sur les inégalités de patrimoine au Canada de 1999 à 2012* [Thèse de doctorat]. Université Laval.
- Longo, M. E., Bourdon, S., Vachon, N., St-Jean, É., Pugliese, M., Ledoux, É., Vultur, M., Gallant, N., Lechaume, A., Fleury, C. et St-Denis, X. (2021). Portrait statistique de l'emploi des jeunes au Québec dans la décennie 2010-2019. Un bilan d'ensemble très positif, des positions variées envers l'activité et l'emploi et des inégalités persistantes. Québec : INRS.
- Lusardi, A., & Tufano, P. (2015). Debt literacy, financial experiences, and overindebtedness. *Journal of Pension Economics & Finance*, 14(4), 332-368.
- Magri, S., & Pico, R. (2012). Italian household debt after the 2008 crisis. *Bank of Italy Occasional Papers*.
- Maroto, M. (2012). The scarring effects of bankruptcy : Cumulative disadvantage across credit and labor markets. *Social Forces*, 91(1), 99-130.
- Marshall, G. (2019). *Endettement et difficultés financières des familles canadiennes. Regards sur la société canadienne*, Statistique Canada.

- Moulin, S. (2017). Une nouvelle génération d'inégalités dans le parcours de vie ? Tensions sociétales et genres. *Revue Jeunes et Société*, 2(2), 23-49.
- Patel, A., Balmer, N. J., & Pleasence, P. (2012). Debt and disadvantage : The experience of unmanageable debt and financial difficulty in England and Wales. *International Journal of Consumer Studies*, 36(5), 556-565.
- Perez-Roa, L. (2014). Et si la dette privée était un problème de société? : Analyse critique de deux thèses populaires sur la compréhension du phénomène du surendettement chez les jeunes dans le contexte de la «révolution néolibérale». *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 219-233.
- Prasad, M. (2012). *The land of too much : American abundance and the paradox of poverty*. Harvard University Press.
- Pugliese, M., Le Bourdais, C., & Clark, S. (2021). Credit Card Debt and the Provision of Financial Support to Kin in the US. *Journal of Family and Economic Issues*, 42, 616-632.
<https://doi.org/10.1007/s10834-020-09731-7>
- Rona-Tas, A., & Guseva, A. (2018). Consumer Credit in Comparative Perspective. *Annual Review of Sociology*, 44, 55-75. <http://dx.doi.org/10.1146/annurev-soc-060116-053653>
- Russell, H., Whelan, C. T., & Maître, B. (2013). Economic Vulnerability and Severity of Debt Problems : An Analysis of the Irish EU-SILC 2008. *European Sociological Review*, 29(4), 695-706.
<https://doi.org/10.1093/esr/jcs048>
- Sherraden, M. S. (2010). *Financial capability : What is it, and how can it be created?* Center for Social Development Working Papers.
- Sherraden, M. S. (2013). Building blocks of financial capability. Dans J. Birkenmaier, M. Sherraden et J. Curley (dir.) *Financial education and capability: Research, education, policy, and practice*, 3-43.
- Soederberg, S. (2014). *Debtfare states and the poverty industry : Money, discipline and the surplus population*. Routledge.
- Statistique Canada. (2020a). *Tableaux de données, Recensement de 2016 : Citoyenneté (5), lieu de naissance (272), statut d'immigrant et période d'immigration (11), âge (12) et sexe (3) pour la population dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, Recensement de 2016—Données-échantillon (25 %)*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GL=-1&GID=1341679&GK=1&GRP=1&O=D&PID=110525&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=120&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, accédé 8 juin 2022.
- Statistique Canada. (2020b). *Tableaux de données, Recensement de 2016 : État matrimonial (13), âge (16) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus du Canada, provinces et territoires et régions métropolitaines de recensement, recensements de 1996 à 2016—Données intégrales (100 %)*. [, accédé 8 juin 2022.](https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Ar-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=109650&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2016&THEME=117&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=)
- Statistique Canada. (2020c). *Tableaux de données, Recensement de 2016 : Plus haut certificat, diplôme ou grade (15), principal domaine d'études—Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (14), fréquentation scolaire (3), âge (13A) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et*

subdivisions de recensement, Recensement de 2016—Données-échantillon (25 %).

<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Ap-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=110634&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=123&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>, accédé 8 juin 2022.

Statistique Canada. (2020d). *Tableaux de données, Recensement de 2016 : Tableaux de données – Âge (en années) et âge moyen (127) et sexe (3) pour la population du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, recensements de 2016 et 2011—Données intégrales (100 %).* <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Ap-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=109523&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2016&THEME=115&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>, accédé 8 juin 2022.

Statistique Canada. (2020e). *Tableaux de données, Recensement de 2016 : Tranches de revenu (24) en dollars constants (2015), âge (11), sexe (3) et année (2) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, Recensement de 2006—Données-échantillon (20 %) et Recensement de 2016—Données intégrales (100 %).* <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GL=-1&GID=1235625&GK=1&GRP=1&O=D&PID=110242&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=999&Temporal=2016&THEME=119&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, accédé 8 juin 2022.

Statistique Canada. (2022). *Enquête canadienne sur les capacités financières : Fichier de microdonnées à grande diffusion.* <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/18-505-X>, accédé 8 juin 2022.

Thorne, D., & Anderson, L. (2006). Managing the stigma of personal bankruptcy. *Sociological Focus, 39*(2), 77-97.

Van den Berg, A., Plante, C., Raiq, H., Proulx, C., & Faustmann, S. (2017). *Combating poverty : Quebec's pursuit of a distinctive welfare state.* University of Toronto Press.

Wałęga, G., & Wałęga, A. (2021). Over-indebted Households in Poland : Classification Tree Analysis. *Social Indicators Research, 153*(2), 561-584. <https://doi.org/10.1007/s11205-020-02505-6>

Wherry, F. F., Seefeldt, K. S., & Alvarez, A. S. (2019). To Lend or Not to Lend to Friends and Kin : Awkwardness, Obfuscation, and Negative Reciprocity. *Social Forces, 98*(2), 753-793. <https://doi.org/10.1093/sf/soy127>

Wherry, F. F., Seefeldt, K. S., Alvarez, A. S., & Quinonez, J. (2019). *Credit Where It's Due : Rethinking Financial Citizenship.* Russell Sage Foundation.